

L'ECONOMIE ALPESTRE AU VAL DE BAGNES (Valais)

Essai géographique

par KARL SUTER

PREFACE

A part l'industrie hôtelière encore peu développée et quelques petites industries locales, se rattachant du reste à l'agriculture, fabrication de draps, travail du bois, l'agriculture reste la ressource principale de la vallée de Bagnes.

Aujourd'hui encore, elle occupe les bras de la grande majorité de ses habitants.

Le paysan de la vallée, comme tous ses semblables, doit connaître les diverses formes du travail agricole, toutes les « disciplines » pourrait-on dire.

Tour à tour laboureur, vigneron, arboriculteur, bûcheron...

Mais il est surtout un spécialiste de l'élevage du bétail, dans une région où la race d'Hérens a l'exclusivité.

Toute la vie d'une famille de la vallée est liée à l'existence d'un petit troupeau.

Ce n'est pas lui qui suit le ménage dans ses déplacements, il est suivi : au village en hiver ; dans les mayens au printemps et en automne ; l'été dans les alpages.

Ceux-ci appartiennent à la bourgeoisie qui, phénomène très rare, laisse aux citoyens un droit de jouissance perpétuel.

Réunis en consortage pour l'exercice rationnel de ce droit, les Bagnards portent au développement de leurs alpages un intérêt exemplaire ; ils sont l'objet de leurs constantes préoccupations.

Des siècles avant l'existence d'un règlement de police, d'un règlement forestier, d'un règlement des constructions et de tant d'autres, chaque alpage avait son statut juridique propre dont on connaît hélas ! peu de choses, les assemblées générales étant convoquées sur la place publique le dimanche après les criées « à la place habituelle », où la bonne foi d'alors considérait comme superflu tout procès-verbal.

Landsgemeinde de chez nous.

Système corporatif par excellence parfaitement adapté à la situation et aux mœurs.

L'alpage est resté ce qu'il était il y a des siècles, le plus important rouage de la vie populaire. Il n'a fait que subir un rajeunissement que dans l'intérêt du pays il faudra imiter en d'autres domaines.

M. K. Suter, géographe, a eu l'heureuse idée de passer ses vacances à parcourir les pâturages, d'un chalet à l'autre, interrogeant pâtres et consorts.

Il a condensé dans la brochure que nous nous faisons un plaisir de présenter le résultat de ses recherches. Il a retracé fidèlement, avec beaucoup de vie, l'évolution des alpages de la vallée de Bagnes.

Pour l'ingénieuse et utile façon qu'il a choisie, de nous montrer son amour d'un coin de notre pays, je le félicite et souhaite à son ouvrage un plein succès.

M. TROILLET,
Conseiller d'Etat du Canton du Valais.

AVANT-PROPOS

Cette étude a pour but de décrire les conditions actuelles des alpages du Val de Bagnes et renonce complètement à toute récapitulation historique devant se baser sur des recherches dans les archives. Elle veut simplement décrire comment vit et travaille la population d'une vallée alpestre du Bas-Valais et sa lutte ininterrompue pour obtenir le pain quotidien. Le fait est que nous trouvons là sur une étendue de terrain assez restreinte une grande variété de conditions et des manières fort différentes d'alper et de cultiver la terre. Ces pages ont été écrites sous l'impression d'observations faites sur place et de conversations spontanées avec les habitants. Elles cherchent à apporter une modeste contribution à la tâche que s'est imposée la science géographique moderne : se mettre en contact direct avec la vie pratique. Peut-être le courageux exemple des habitants du Val de Bagnes sera-t-il suivi par d'autres communes montagnardes qui se décideront elles aussi à remédier à certaines difficultés de la vie économique alpestre par le système de la coopération ? Quoi qu'il en soit, les innovations récentes qui ont eu lieu sur les alpages, les agrandissements avant tout, sont dignes d'attention. Cette évolution n'a pas, tant que nous sachions, sa pareille en Suisse.

Des trois vallées de la Dranse, Val de Bagnes, Val d'Entremont et Val Ferret, celle de Bagnes est située à l'est. Elle s'ouvre près de Sembrancher, là où la Dranse de Bagnes se réunit à la

Dranse d'Entremont et elle comprend encore une partie du territoire de la commune de Vollèges. Les indigènes cependant fixent sa limite à l'embouchure du torrent de Merdenson dans la Dranse et ne comptent plus les villages de Levron et Vollèges comme leurs ressortissants. Ce travail traitant essentiellement des questions économiques, nous nous sommes basés sur le point de vue historique et politique et non pas sur celui morphologique ou géologique. Les définitions de commune de Bagnes et vallée de Bagnes seront donc ici identiques.

Bagnes embrasse 295 km² de terrain. C'est la plus grande commune de la Suisse ; sa superficie dépasse celle des cantons de Schaffhouse (294 km²), Genève (277 km²) ou Zoug (239 km²).

De tout temps, les habitants de Bagnes étaient dans le Bas-Valais connus pour leur esprit éveillé, plein d'initiative et ouvert au progrès. Ces qualités se sont manifestées hautement dans certains Bagnards dont le nom est connu bien au delà de leur vallée natale. Le voyageur qui visite la maison communale du Châble, chef-lieu de la commune, y trouve une plaque commémorative rappelant le souvenir de Jean-Pierre Perraudin (1767-1858), l'un des premiers initiateurs de la glaciologie moderne, simple paysan de Lourtier, qui le premier émit l'opinion que les blocs erratiques ont été transportés par les glaciers. — Citons aussi le nom de Louis Courthion (1858-1922), natif du Châble, ce journaliste, nouvelliste et historien au caractère indépendant et individualiste, qui fut un des premiers interprètes littéraires de son terroir. Il a conté des légendes valaisannes, plus spécialement bagnardes, recueillies de la bouche des pâtres. Dans son *Peuple du Valais* (Genève 1903, 242 p.) il a retracé en excellent observateur la vie sociale de son pays. — Au cimetière du Châble repose un fils de la vallée, Maurice Gabbud (1885-1932), homme de haut mérite, connu par sa collaboration au Glossaire des patois de la Suisse romande. Lui aussi s'est voué à l'étude approfondie de la vie et des mœurs de la population de Bagnes et les a décrites en plusieurs études. Qui s'intéresse à la vie alpicole du Val de Bagnes trouvera de nombreux détails dans un excellent travail de cet auteur, datant de 1909, mais n'ayant guère perdu de son actualité. — C'est avec respect et fierté que les Bagnards parlent de l'un des leurs qui joue aujourd'hui un rôle prépondérant dans la vie politique valaisanne souvent si agitée, du conseiller d'Etat Maurice Troillet, chef du Département de l'Agriculture du canton du Va-

lais. Il a maintes fois défendu avec énergie et zèle les intérêts de son canton et souvent aussi ceux de sa vallée natale, pour laquelle il est un vrai bienfaiteur.

Monsieur le conseiller d'Etat Troillet, toujours attentif à ce qui concerne son canton, tout spécialement au point de vue agricole, a suivi avec intérêt notre travail et a bien voulu en rédiger la préface. Monsieur le professeur Mariétan a accepté de le publier dans la *Murithienne*. Grâce aux démarches faites par ces Messieurs, le canton du Valais et la Commune de Bagnes ont accordé des subsides pour l'impression de l'ouvrage. Nous leur devons toute notre reconnaissance pour leur aide efficace. Nous remercions en particulier M. Cyrille Gard, président de Bagnes, et M. Alphonse Fellay, le dévoué secrétaire de la commune. Il a dès le début montré beaucoup de sympathie pour notre travail et nous a encouragé et conseillé au mieux. Nous désirons aussi exprimer notre gratitude à M. Angelin Luisier, directeur des Etablissements Pénitentiaires du canton du Valais, pour ses bons conseils et pour l'aide précieuse qu'il nous a accordée. Nous tenons à dédier cet essai aux habitants de Bagnes, à ce petit peuple montagnard courageux et entreprenant que nous avons appris à aimer et à estimer au cours de nos séjours répétés.

INTRODUCTION

Le Val de Bagnes compte parmi les plus belles vallées alpines. Le haut couronné par les glaciers d'Otemma, de Fenêtre, du Mont Durand et de Zessetta à gauche et par celui de Breney à droite, présente un panorama alpin superbe. Ces glaciers qui, au début du siècle dernier encore, descendaient jusqu'au talweg, se sont maintenant retirés assez haut sur les versants. Leurs moraines récentes, à peine encore recouvertes de végétation, forment un trait dominant dans le caractère de ce paysage. Le plus puissant de ces glaciers est celui d'Otemma (long de 12 km.). La Dranse y prend sa source et va se jeter, après un parcours de 44 km. environ, dans le Rhône, exactement au coude de Martigny. La haute-vallée est limitée par une série de montagnes élevées, dont le massif du Grand Combin (4317 m.). La ligne de crête se maintient ici en général entre 3000 et 4000 m., mais au Col de Fenêtre elle tombe à 2786 m., dessinant une découpure très importante. En cet endroit, un sentier mène sur le versant sud des Alpes dans

le Val d'Ollomont. Pour gagner le col, on traverse le grand alpage de Chermontane, qui forme l'extrémité du Val de Bagnes. Il a été longtemps un sujet de litiges entre les deux populations bagnarde et valdôtaine. Au moyen âge, les pâtres d'Ollomont et Valpelline s'emparèrent à plusieurs reprises de force des pâturages de Chermontane, non sans résistance plus ou moins violente du côté des Bagnards. C'est en 1576 que les Valdôtains renoncèrent à toutes leurs prétentions à cet alpage et laissèrent les Bagnards en paix. Dans des temps lointains (1103-1200), une foire célèbre de bétail et de produits laitiers devait se tenir à Chermontane. Les relations entre les deux vallées en deçà et au delà des Alpes se maintinrent, bien que peu étroites, à travers les siècles. Avant la construction de chemins de fer, les riverains de la Dranse allaient chercher une partie de leurs denrées alimentaires, la polenta entre autres, à Aoste¹.

Au point de vue de l'orientation, la vallée de Bagnes se divise en trois tronçons nets : de la source à la barre de Mauvoisin (1824 m.) avec orientation du sud au nord, de Mauvoisin au Châble (836 m.) avec orientation du sud-est au nord-ouest, et du Châble² à Sembrancher (720 m.) avec orientation de l'est à l'ouest. Le verrou de Mauvoisin démarque une limite économique, car en amont s'étendent les pâturages d'été sans aucun arbre, recherchés uniquement par les bergers durant la belle saison, en aval les prairies garnies de beaux mélèzes et les mayens. Peu après Mauvoisin, une seconde barre rocheuse, celle de Vasevay-Botzeresse, coupe la vallée, limitant le bas de la partie du talweg nommée Mazériaz. En aval de Fionnay, cette station alpestre de plus en plus recherchée des touristes grâce au pittoresque saisissant de sa position et aux excursions dont elle est le point de départ, un nouveau ressaut important est franchi par la Dranse en de petites cascades. Il est suivi, près de Lavintzie (env. 1300 m.), d'un autre gradin. C'est ce tronçon entre Fionnay et Lourtier, qui montre la plus forte pente de toute la vallée. A partir de Lourtier, le village le plus enfoncé dans la montagne, tout change. Les versants s'écartent et s'adoucisent. Le talweg s'anime de sites verdoyants, de champs cultivés, de groupes d'arbres fruitiers. La li-

¹ Courthion L. — Bagnes-Entremont-Ferret, Genève 1907. 300 p.

² Les noms de lieux et les indications d'altitude sont cités selon la carte Siegfried. Pour les noms et l'altitude des villages nous avons de plus consulté le Dictionnaire des localités de la Suisse, 1928.

mite morphologique du gradin est donc en même temps d'ordre économique.

Enfin, à Fregnoley (965 m.), dernier rétrécissement de la vallée et dernier verrou avant l'entrée dans le bassin qui s'ouvre à Champsec. Ce village possède depuis 1930 une usine électrique, construite par la S. A. « l'Energie Ouest-Suisse » (EOS). L'eau captée à Fionnay se déverse dans une conduite qui se déroule le long du flanc droit jusqu'au château d'eau de Sarreyer. De là, elle se précipite par une conduite à pression forcée de 500 m. de haut à Champsec.

A partir de Mauvoisin, les versants de la vallée nous montrent une série de banquettes, les restes d'anciens fonds de vallée. Dans ce tronçon moyen, l'on peut distinguer deux ou trois niveaux réguliers et dans l'inférieur en tous cas trois. En aval du Châble, la vallée se resserre entre l'éperon de Bonna Vaux et les contreforts de la Pierre à Voir. Peu après, la rivière pénètre dans le bassin de Vollèges. A l'ouest de la Pierre à Voir, du large cirque d'érosion du Blisier, descend le torrent de Merdenson qui a déposé un grand cône de déjection. De nombreuses moraines dans le talweg et sur les pentes témoignent de l'existence d'un ancien glacier puissant.

Les éléments climatiques de la zone centrale du Valais sont aussi ceux de la vallée de Bagnes. Elle est, comme tous les vals latéraux du Rhône en amont de Martigny, l'une des régions les plus sèches des Alpes, ce qui ressort clairement des observations faites depuis 1901 dans l'unique station pluviométrique au Châble (= Bagnes, 836 m.). De 1901 à 1940, la pluviosité annuelle moyenne est de 752 mm.¹. Elle s'apparente à celles constatées dans les stations voisines d'Orsières (890 m. d'altitude), de 729 mm. et de Martigny (478 m. d'altitude) de 771 mm. Durant la période d'observations à Bagnes, le maximum des précipitations a été atteint en 1922 avec 1154 mm. (530 ‰ au-dessus de la moyenne annuelle) et le minimum en 1921 avec 331 mm. (560 ‰ au-dessous de la moyenne annuelle). Les variations atmosphériques peuvent donc être des plus prononcées d'une année à l'autre : 1922 très humide a vu des précipitations 3,5 fois plus abondantes que celles de 1921, très sec. Il importe de connaître la répartition de l'humidité

¹ Billwiller R. — Das Wintermaximum der Niederschläge in der Zentralzone des Wallis. Annales de la Station Centrale Suisse de Météorologie. Zurich 1941, 2 p.

atmosphérique sur les différents mois de l'année, ce qui permet d'affecter une région à une zone climatique déterminée. Voici donc les moyennes mensuelles (en mm.) pour les années 1901-1940 comme les indique le relevé des stations pluviométriques de Bagnes, Orsières et Martigny :

Station	altitude m.	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Bagnes	836	63	48	64	62	63	58	66	66	60	68	58	76	752
Orsières	890	53	45	55	58	59	67	70	69	59	66	56	72	729
Martigny	480	63	52	62	61	49	59	72	75	63	71	61	83	771
Bourg-St-Pierre	1633	52	44	63	76	80	81	86	87	76	86	57	61	849

R. Billwiller a exprimé les quantités mensuelles en ‰ des quantités annuelles comme suit :

Station	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Bagnes	84	64	85	82	84	77	88	88	80	90	77	101
Orsières	73	62	75	79	81	92	96	95	81	90	77	99
Martigny	82	67	80	79	64	77	93	97	82	92	79	108
Brg-St-Pierre	61	52	74	90	94	95	101	103	90	101	67	72

Ces chiffres nous apprennent que les précipitations atteignent leur abondance maximale en décembre dans les parties inférieures des trois vallées de la Dranse, en amont par contre en été, à Bourg-St-Pierre (1633 m.) dans le Val d'Entremont p. ex. en août. Les basses vallées sont passablement humides encore en janvier, de même que la vallée principale depuis Martigny jusqu'à Varen en amont de Sierre. Les minima se trouvent pour Bagnes et Orsières au mois de février, pour Martigny au mois de mai.

Les précipitations peu abondantes en été s'expliquent selon R. Billwiller par les faits suivants : le Valais, profondément incisé entre des chaînes de hautes montagnes, ne peut être balayé par les vents froids venant du nord-ouest. Son écran montagneux ne le protège cependant pas contre les vents de l'ouest et sud-ouest qui dominent durant les tempêtes hivernales relativement tièdes venant de l'ouest. C'est à cette époque que Sion enregistre les plus fortes précipitations journalières. Ces conditions climatiques sont caractérisées aussi par le fait que le maximum absolu des précipitations journalières, 74 mm., a été mesuré à Bagnes en hiver, le 2 décembre 1936.

Ce qui nous intéresse surtout dans le cadre de ce travail, c'est le régime des pluies estivales. Durant les mois d'été de juin, juillet et août, Bagnes présente une pluviosité moyenne de 190 mm. ou 253 ‰ (soit presque un quart) de la moyenne annuelle, Orsières 206 mm. ou 283 ‰ et Martigny 206 mm. ou 267 ‰. Ces quantités sont, aussi bien relativement qu'absolument, de beaucoup inférieures à celles des autres régions suisses. Ainsi Zurich p. ex. donne pendant la même durée 378 mm. ou 352 ‰ ($\frac{1}{3}$ env.) de la moyenne annuelle. Juin est le mois d'été le plus sec à Bagnes, plus sec aussi que mai ou septembre. Trop fréquemment les pénuries de fourrages causées par la sécheresse de juin se répètent dans la vallée (p. ex. en mai 1942 28 mm., en juin 26 mm., soit 54 mm. pour les deux mois ; moyenne normale 121 mm. !). Les mois de mai et septembre inclus, la région est soumise à un climat sec durant tout l'été. Nous obtenons pour ces 5 mois réunis des moyennes de précipitations de 313 mm. ou 417 ‰ pour Bagnes, de 324 mm. ou 445 ‰ pour Orsières et de 318 mm. ou 413 ‰ pour Martigny ; en comparaison, la moyenne de Zurich est pour le même laps de temps de 580 mm. ou 541 ‰. Cette sécheresse estivale du Valais central nécessite évidemment une irrigation des zones cultivées. A Bagnes, les regains sont arrosés régulièrement, parfois aussi les foin. Assez fréquemment, la sécheresse atteint aussi les alpages, bien que moins souvent que la vallée, car la quantité de pluie croît naturellement rapidement avec l'altitude. La moyenne annuelle de Bourg-St-Pierre (1633 m. d'altitude) est p. ex. de 849 mm. Durant les années de grande sécheresse comme celles de 1901, 1906, 1911, de 1921 notamment et aussi de 1942 et 1944 certains alpages comme Les Grands Plans ou La Marlénaz souffrent du manque d'eau et d'herbage ; d'autres où l'eau venant de petits glaciers abonde, peuvent être arrosés artificiellement, comme La Chaux ou La Pierreire. L'on craint également les étés trop humides et frais qui entravent la saison de pacage. De telles années furent celles de 1914, 1922 et 1938 où pas un rayon

Étés extrêmement secs (mm) :

Étés extrêmement humides (mm) :

années	1906	1911	1921	1914	1922	1938
Mai	90	46	30	135	32	69
Juin	16	51	43	67	75	96
Juillet	53	6	12	111	89	100
Août	25	44	60	124	107	83
Septembre	19	94	36	37	63	61
Total	203	241	181	474	366	409

de soleil ne se montra durant des semaines entières et où la neige tomba sur les hauteurs.

Durant les trois mois d'été, 94 mm. de pluie (49 % de la quantité normale) seulement sont donc tombés en 1906, 101 mm. (53 %) en 1911 et 115 mm. (61 %) en 1921 ; les étés humides en ont par contre amené 2 à 3 fois plus, soit 302 mm. (159 %) en 1914, 271 mm. (143 %) en 1922 et 279 mm. (147 %) en 1938.

Malheureusement, des indications suivies concernant la température manquent pour le Val de Bagnes. Nous nous en tiendrons donc à celles faites par R. Billwiller et C. Hess pour le Valais¹. Ils citent pour la période de 1864-1900 une moyenne annuelle de 7,8° pour une altitude de 800 m. Suivent ici les moyennes mensuelles :

Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Novembre	Décembre
-1,7°	0,5°	3,2°	7,7°	11,7°	15,4°	17,2°	16,2°	13 50	8,2°	3,2°	-1,0°

De même que tout le Valais central, Bagnes possède les caractéristiques d'un climat à extrêmes : étés chauds et hivers rudes. Janvier est le mois le plus froid, juillet le mois le plus chaud. Durant les 3 mois d'été, la température atteint une moyenne de 16,3°. « Au Châble, le maximum des températures moyennes est de 18 à 19° au-dessus de zéro. En hiver le maximum des froids réguliers peut être fixé à 12° sur la rive droite (Villette) et à 15° sur le pont de la Dranse² ». La vallée très encaissée est en hiver privée de soleil sur une étendue de plusieurs kilomètres durant des semaines entières. Ainsi Champsec, adossé à la base des pentes du Bec du Midi (2790 m.), reste dans l'ombre du 1^{er} novembre au 1^{er} février environ. Il y fait par conséquent plus froid qu'à Sarreyer p. ex. situé à 300 m. plus haut, mais ensoleillé durant toute l'année ou en d'autres endroits du versant droit, Verbier p. ex. La vallée ne connaît ni brouillard ni bise, mais bien parfois l'influence du Föhn. Sur les parties inférieures des pentes ensoleillées, la neige fond dès le mois de mars, dans les hauteurs, où se trouvent les pâturages (1800-2400 m.), elle reste jusqu'à fin avril ou même fin mai.

Les étés à Bagnes sont caractéristiques par leur sécheresse et leur chaleur. D'un côté, les hautes chaînes arrêtent et détournent les vents froids, de l'autre, les parois des rochers exposées à

¹ Billwiller R., Hess C. et Maurer J. — Das Klima der Schweiz. Frauenfeld 1909.

² Courthion L. — Bagnes-Entremont-Ferret. Genève 1907.

une insolation intense, rayonnent une grande quantité de chaleur.

En ce qui concerne la structure géologique du sol, la carte du Grand Combin (échelle 1 : 50,000) de E. Argand donne d'amples renseignements pour la vallée supérieure. Nous nous bornons ici à constater que le rocher dans la zone des alpages est en grande partie recouvert par des dépôts glaciaires en général, surtout des moraines, et des éboulis. En gravissant la pente menant à Verbier, on peut facilement constater quelle ampleur peuvent prendre parfois ces masses morainiques. Les argiles des moraines de fond ont souvent donné naissance à des places marécageuses, ainsi à Mille, à La Liaz, à Giétroz, à La Chaux et aux Grands Plans. Des travaux de dessèchements ont été entrepris un peu partout. Nous pouvons constater qu'en général la nature du terrain est favorable à la poussée de l'herbe. Presque tous les alpages possèdent un bon herbage que nous n'analysons pas ici de plus près.

De nombreux villages forment la commune de Bagnes. D'une agglomération à l'autre, les distances sont brèves, on passe presque insensiblement d'une localité à l'autre. Le fractionnement en onze villages et quelques hameaux ne correspond cependant pas toujours aux données géographiques. Ainsi, Versegères et Prarayer qui comptent comme un seul village, en forment deux en réalité. D'autre part, la division du chef-lieu sis des deux côtés du pont de la Dranse en Châble à gauche et Villette et Cotterg à droite n'est guère plus heureuse, puisque ces trois sections représentent actuellement et sans doute depuis longtemps déjà une seule agglomération. Des traditions historiques, plus encore des raisons politiques et administratives ont certainement causé cette dissection.

Bagnes compte actuellement 3601 habitants (893 ménages). Sa population résidante était en :

1850	1860	1870	1880	1888	1900	1910	1920	1930	1941
4278	4327	4266	4257	4233	4127	4062	3997	3722	3601 ¹

¹ Statistiques de la Suisse. — Recensement fédéral de la population, 1^{er} décembre 1930. Berne 1934. — Definitive Ergebnisse der Eidgen. Volkszählung vom 1. Dez. 1941. Bern 1942.

Selon le bureau communal, Bagnes compterait 3657 habitants d'après le recensement de 1941. Le bureau de statistique de Berne indique cependant 3601 comme chiffre définitif et c'est là-dessus que nous avons basé nos calculs. Pour le nombre d'habitants et de ménages des diverses sections, nous nous sommes reportés aux chiffres du bureau communal.

Depuis 1860, Bagnes souffre d'un dépeuplement bien accentué. Il porte sur le chiffre assez considérable de 726 personnes ou 16,8 %. Dans cette commune de 281 km² de surface d'après la première (1912) et seconde (1923-24) statistique de la superficie de la Suisse (le registre communal indique une superficie de 295 km²), la densité de la population a diminué de 15,4 habitants par km² en 1860 à 12,8 habitants en 1941. Cette faible densité prouve bien qu'il s'agit là d'habitats montagnards. Comme le sol improductif recouvre une grande part du terrain communal (d'après la statistique de la superficie de la Suisse 184 km² ou 65,5 % de la superficie totale), la densité est passablement plus forte naturellement mise en rapport avec le sol cultivé seulement (territoire agricole, viticole et alpestre 85 km² ou 30,2 % ; et territoire forestier 12 km² ou 4,3 %). Elle serait alors de 37,1 habitants par kilomètre carré en 1941 approximativement en comparaison de 45 habitants en 1860.

Dans son rapport sur une enquête faite au sujet du dépeuplement en 1927, H. Bernhard ¹ conclut pour Bagnes qu'« il n'est pas possible de déterminer les causes objectives du départ des habitants. Les causes de dépopulation sont plutôt de nature subjective. La rupture de l'équilibre entre la production du sol et les exigences modernes de la vie ont conduit à l'abandon du foyer. Si le nombre des partants est ici plus élevé que dans les autres endroits, le fait est dû, nous semble-t-il, à une plus grande mobilité et à l'esprit d'initiative du Bagnard. »

Les observations sur le mouvement de la population ne sont citées ici qu'assez sommairement et en vue seulement du sujet de ce travail. Il importe encore de noter que la plus grande partie des habitants sont bourgeois de la commune de résidence, en 1931 3518 ou 94,5 % et en 1900 4053 ou 98 %. Leur nombre, non seulement absolu, mais aussi relatif, a donc diminué ; par contre, celui des habitants non bourgeois de Bagnes, a augmenté durant la même période de 74 (dont 9 étrangers) ou 2 % en 1900 à 204 (dont 44 étrangers) ou 5,5 % en 1931. Le nombre des ménages a diminué de 936 en 1880 à 893 (dont 38 non bourgeois) en 1941, donc de 43 ou de 4,6 %.

¹ Résultats de l'enquête effectuée dans quelques communes types des Alpes suisses sur la dépopulation des régions montagneuses. Rapport présenté par l'Association suisse pour la colonisation intérieure et l'agriculture industrielle à Zurich. 1928, 45 p.

La plus grande partie des habitats s'échelonne le long du talweg : Lourtier (1080 m.), Champsec (910 m.), Versegères (888 m.), Prareyer (860 m.), Montagnier (830 m.) et Le Châble-Villette-Cotterg (836-850 m.) avec au total 2426 habitants ce qui représente 66,3 % de la population. Les 33,7 % ou 1231 habitants restant se partagent de façon suivante : 342 (9,3 %) habitent le flanc gauche de la vallée exposé au nord-est, c'est-à-dire le village de Bruson (1061 m.). 889 habitants (24,3 %) sont domiciliés sur le flanc droit exposé au sud-ouest, dans les villages de Sarreyer (1225 m.), Fontenelle (1020 m.), Médières (1287 m.) et Verbier (1406 m.). Ce dernier versant est donc peuplé d'une façon bien plus dense que le côté opposé ce qui est dû d'une part à son insolation plus intense, d'autre part à la formation du relief plus favorable qui se traduit avant tout dans le large plateau de Verbier. Sa partie inférieure est recouverte du matériel argileux d'une moraine de fond qui s'oppose à l'écoulement d'eau. Ce terrain marécageux, de même que celui situé sur la pente entre Verbier et Médières, a été amélioré en grande partie et transformé en terrain fertile. Pour éviter ces prés marécageux, une partie des chalets (p. ex. Les Creux et Moulin) s'élèvent sur le rempart morainique à droite de la conque. Grâce à ses conditions climatiques et topographiques favorables, le village de Verbier qui s'élève sur un éperon morainique au bord du plateau est l'habitation permanente la plus élevée de la vallée. Trois sections bien distinctes la composent : La Crêtaz, La Luy et Le Brit. Médières et Fontenelle, sis au-dessous de Verbier, sont de typiques habitats de pente, Sarreyer et Bruson des habitats de terrasse.

Lourtier-Morgnoz compte le plus grand nombre d'habitants de la commune, soit 510 personnes ou 101 ménages ; en second lieu suit Le Châble avec 478 habitants ou 120 ménages. Tous les autres villages n'atteignent pas 400 habitants (d'après le registre communal : Bruson 342, Prareyer 204, Versegères 284, Champsec 327, Sarreyer 353, Montagnier 200, Fontenelle 88, Médières 146, Verbier 302, Cotterg 184, Villette 239). Mais si nous considérons Le Châble-Villette-Cotterg comme une seule agglomération, c'est à elle que revient la première place (901 personnes ou 243 ménages).

Les agglomérations sont en général resserrées, il est rare que nous rencontrions le type du village-route. Prareyer le représente cependant, puis Lourtier, du moins le village proprement dit.

D'autres, comme Versegères, sont un mélange des deux types. L'eau potable se trouvant partout, elle n'a pas eu d'influence sur le groupement de la population. Les villages ont plutôt été bâtis avec le souci d'utiliser au mieux le terrain ; ils sont groupés en un étroit espace.

Les bâtiments se distinguent très nettement en maisons d'habitation, écuries surmontées de granges, raccards et greniers. La maison d'habitation, abritant souvent deux ou trois familles, est presque toujours construite en pierres. Ses murs blancs se détachent sur le fond des dépendances en bois dont les teintes chaudes du brun clair au brun-noir donnent la note pittoresque au village. Les diverses constructions sont disposées de la manière la plus variée et l'on ne trouve guère trace d'un plan de construction. D'habitude, les bâtiments économiques se groupent autour de la maison d'habitation ; l'écurie avant tout s'élève à proximité. Chacun de ces bâtiments remplit une fonction déterminée. La grange est en bois, faite de troncs de sapin équarris, assemblés aux quatre coins. En bas se trouve l'écurie, en haut la grange proprement dite, contenant la provision de foin pour l'hiver. Un espace intermédiaire permet une bonne ventilation et empêche que l'humidité de l'étable ne monte au fenil. A Sarreyer, nous ne trouvons guère de granges. La plus grande partie du foin reste aux mayens pour être consommée sur place. Une petite réserve est serrée à côté du grain dans le raccard qui surmonte ici l'écurie. Les raccards sont des granges dressées sur des piliers pour préserver des souris le blé qui y est conservé. Ils sont disséminés parmi les maisons d'habitation et les granges, parfois aussi groupés à la périphérie du village. Le grenier, bâtiment en bois plus petit que le raccard, abrite outre le grain, diverses provisions de ménage.

Sarreyer s'enorgueillit de maisons datant du dix-septième siècle. On peut lire au-dessus de certaines portes d'entrée les dates de 1620 ou 1649. Les anciennes maisons sont parfois pourvues d'une petite fenêtre à croix de fer, symbole d'une convention entre voisins qui a gardé sa valeur jusqu'en 1911 : il était défendu de dresser un bâtiment devant le mur portant ce signe.

De bonnes routes, ouvertes avant tout durant ces dernières années, relient les agglomérations. Chaque localité jouit d'une certaine indépendance vis-à-vis de la commune. Elle est représentée au conseil communal par son conseiller qui remplit en som-

me les fonctions d'un maire dans son village. L. Courthion a fort bien décrit dans son *Peuple du Valais* les formes que prend cette indépendance et la mentalité villageoise en général. Le Châble est centre de la vie communale et lieu de rendez-vous. L'on vient y faire les achats importants, l'on y trouve la pharmacie, l'église principale et le cimetière.

Parmi les villages, Lourtier seul présente quelques traits modernes, ayant été détruit par un incendie en 1930 et reconstruit ensuite. C'est le site le plus exposé aux dégâts causés par les torrents et aux avalanches.

La vallée de Bagnes ne connaît que fort peu d'industrie ; il existe seulement une fabrique de sonnailles et une manufacture de drap. La population bagnarde est uniquement pastorale et agricole. Elle se nourrit avant tout des produits de son propre sol, moins exclusivement toutefois qu'il y a quelques dizaines d'années encore. La culture des céréales p. ex. a considérablement diminué d'importance. Certains villages l'avaient avant 1940 presque complètement abandonnée, parce que trop peu rentable. Comme la vallée possède 19 alpages, il est logique que l'économie alpestre y occupe une place prépondérante.

Les alpages

La topographie et l'altitude des alpages

Une très brève caractéristique de la situation topographique des alpages du Val de Bagnes nous paraît opportune, mais nous renonçons à décrire en détail les formations du relief et leur provenance¹. Il ne s'agit pas non plus de donner ici un compte rendu des divers alpages ; les rapports d'inspections publiés de temps à autre donnent tous les renseignements désirés. Nous comptons 10 alpages sur le côté droit et 7 sur le côté gauche de la vallée, Chermontane en occupe le fond et un seul, Mazériaz, s'étend sur le talweg. Leur exposition n'a guère d'influence sur la manière et la durée de leur exploitation. Presque tous ces alpages sont séparés les uns des autres par des limites naturelles, mais souvent leurs zones inférieures se confondent avec celle des mayens. Là, les limites ont été marquées par des croix incisées

¹ Voir : Suter K. — Le relief en rapport avec l'exploitation des alpages au Val de Bagnes. Bulletin de la Muriithienne. Sion 1943. 36 p.

dans de grosses pierres. L'emplacement exact de ces pierres, défini à l'aide de crêtes, de ruisseaux ou de chemins voisins, est inscrit aux archives de la commune.

Les alpages :

1. La Marlénaz sur la pente sud-est de la Pierre à Voir, entre la Tournille et le formidable cirque d'érosion du torrent de Merdenson, alpage de pente.

2. Les Grands Plans entre le Col d'Etablons et la Tournille, alpage de pente, beau terrain en général pas trop incliné.

3. Vatzeret à l'ouest du Mont Gelé.

4. La Chaux entre le Mont Gelé et le Bec des Roxes, large plateau bien exposé au sud.

5. La Pierreire au-dessous de la sauvage région de roches du Bec des Roxes. De cette hauteur descend un tributaire de la Dranse, le fougueux Bayard, appelé simplement le Torrent par les indigènes. Il fit des ravages inquiétants à travers les siècles. Après les pluies d'orage, il charrie souvent de volumineuses coulées de boue qu'il a prises des pentes raides de la Pierreire. Cet alpage mérite bien son nom, car les pierres s'y trouvent en abondance.

6. Grenier au-dessous du Bec Termin, en son ensemble une pente fortement inclinée.

7. Louvie, installé dans une vallée latérale débutant sur le versant sud du Mont Fort. Trois tronçons séparés par des gradins hauts de 250 m. Le second (2520 m.) et le troisième palier (« Plan de Louvie », 2250 m.) sont tondus par le bétail.

8. Sevreu dans une vallée latérale au sud-ouest de la Rosa-blanche. Trois brefs paliers, séparés par des gradins de 200-250 m. de hauteur.

9. Crêt-Vasevay formé par trois replats superposés et par la région de l'embouchure de deux petites vallées latérales descendant de la crête Mont Pleureur-Mont Parrain.

10. Giétroz occupant les replats au-dessus des parois, hautes de 300-600 m., du premier tronçon de la vallée de Bagnes.

11. Chermontane composé de l'étroit talweg (long de 8 km., dirigé du sud au nord) du verrou de Mauvoisin jusqu'au fond de la vallée et du plateau de Chanrion-Grand-Chermontane. Cet alpage de plateau et de talweg est le plus étendu de Bagnes.

12. La Liaz, un alpage à plateaux comme Giétroz qui lui fait face.

13. Mazériaz sur le fond de la vallée en aval du verrou de Mauvoisin (1824 m.). Manque de soleil dans la vallée étroite orientée vers le nord et terrains mobiles amenés par les avalanches et les torrents se précipitant des hauteurs du Mont Pleureur.

14. Botzeresse faisant face à Crêt-Vasevay et lui ressemblant absolument en ce qui concerne la formation du relief.

15. Corbassière dans la vallée latérale aboutissant près de Fionnay.

16. Sery-La Lys au nord du Petit Combin.

17. Servay à droite de la Combe de Versegères.

18. Mille à gauche de la Combe de Versegères. La partie supérieure de la combe est nommée « Indivis » (2200-2400 m.), parce qu'elle appartient en commun aux communes de Bagnes, d'Orsières et de Liddes.

19. Sixblanc comprenant en premier lieu le terrain de Payanaz.

Sur tous les alpages, excepté celui de Mazériaz, les plus hauts chalets s'élèvent au-dessus de 2100 m. Sur le flanc gauche ils atteignent 2590 m. et sur le flanc droit 2520 m. Si nous admettons la moyenne des altitudes des chalets supérieurs comme limite des habitations, nous obtenons la quote de 2331 m. pour le côté gauche et de 2317 m. pour le côté droit de la vallée, donc une très faible différence entre les deux chiffres¹. Il en est de même pour les moyennes d'altitude des chalets les plus bas situés, ainsi que pour les limites inférieures et supérieures des pâturages. Ces dernières ont été évaluées à l'aide des indications de A. Struby².

Moyennes	flanc gauche	différence	flanc droit	différence
Limite supérieure des chalets	2331 m.	} 401 m.	2317 m.	} 360 m.
Limite inférieure des chalets	1930 m.		1957 m.	
Limite supérieure des pâturages	2443 m.	} 503 m.	2421 m.	} 461 m.
Limite inférieure des pâturages	1940 m.		1960 m.	

Dans la région des alpages, les pentes sont assez douces. Les pâturages occupent souvent un terrain peu incliné ou même des

¹ Ce résultat diffère fortement de la constatation qu'a faite O. Fluckiger (Die obere Grenze der menschlichen Siedelungen in der Schweiz, Berne 1906, 60 p.) en citant 2050 m. pour le flanc gauche et 2265 m. pour le flanc droit, ce qui mène à une différence de 215 m.

² L'économie alpestre du Bas-Valais. Soleure 1902. 292 p.

terrasses. Dans cette zone, l'exposition ouest et sud-ouest d'un côté, est et nord-est de l'autre, n'amène guère de différences climatiques et par conséquent de différences dans l'altitude de la limite d'habitation entre les alpages opposés. Remarquons encore que la limite supérieure des pâturages ne dépasse que de peu (100 m. environ) celle des bâtiments alpestres. Les distances verticales entre la première et la dernière rechange sont en général considérables, de 400 m. environ en moyenne. Pour Mazériaz cette différence d'altitude est la moins importante de toute la vallée. Elle est de 130 m. seulement. Mazériaz possède aussi avec 1760 m. l'altitude moyenne la moins élevée.

Pour la limite des habitats permanents du Val de Bagnes l'influence de l'exposition est beaucoup plus accentuée. L'inclinaison du terrain entre en cause. Les pentes sont passablement inclinées jusqu'à une hauteur de 1800 m. et s'offrent sur le flanc droit à une insolation plus intense. Les champs cultivés s'y étendent jusqu'à 1450 m., tandis qu'ils ne dépassent pas 1100-1150 m. à gauche.

Le tableau à la page 35 démontre à quelles altitudes les chalets inférieurs s'élèvent au-dessus du talweg. Ces différences sont assez marquées. L'accès à certains alpages est bien pénible, comme à Grenier où un chemin digne de ce nom n'existe pas. Une forte différence d'altitude doit être surmontée pour atteindre Sevreu (600 m. au-dessus du talweg) et Louvie (800 m.-900 m. au-dessus du talweg). Pour éviter une marche trop longue et trop fatigante pour le bétail, les consortages des deux alpages ont sollicité de la commune le droit de stationner durant quelques jours à l'aller et au retour à « La Heu » (1680 m., nommé « Les Areux » sur la carte Siegfried). C'est là un terrain communal au pied du versant comprenant un cône d'éboulis en partie gazonné. Chaque consortage possède un chalet qui se dresse parmi ces blocs éboulés provenant des pentes raides, souvent balayées d'avalanches.

Dans la partie supérieure de la vallée, la présence de la forêt est réglée par les avalanches. En aval de Mauvoisin, la forêt existe là où n'arrive pas l'avalanche¹. Dans des conditions favorables, elle s'élève jusqu'à une altitude de 2000 m. à gauche et de 2050 m. à droite. Il n'y a presque pas de différence

¹ Mariétan I. — Notes floristiques sur la partie supérieure de la vallée de Bagnes. Bulletin de la Murithienne. Sion 1928-29. p. 32-51.

entre les deux flancs de la montagne. La limite inférieure des chalets touche à peine la zone forestière. Celle-ci reste en général au-dessous de la région des pâturages. Il n'en est toutefois pas ainsi pour Mazériaz et pour Pierreire. La forêt dut atteindre jadis aussi la partie de Chermontane comprenant le talweg, mais elle manque aujourd'hui complètement dans tout ce premier tronçon, quoique l'altitude soit inférieure à sa limite habituelle. Le manque de bois oblige le consortage de Chermontane à s'approvisionner dans des forêts éloignées, situées en aval de Fionnay.

Depuis l'agrandissement d'alpages dans la zone des mayens, certains pâturages entrent dans la ceinture forestière, ainsi à Servay, Mille et Sixblanc. Leurs territoires nouvellement adjoints de Pozodziet (Servay), de Zeppet et de Moaye (Mille) et de Pazay (Sixblanc) sont séparés de leurs alpages respectifs par une forêt. Avant l'agrandissement, l'inalpe se faisait à 1900-1950 m., aujourd'hui l'estivage commence à 1600-1650 m., c'est-à-dire 300 m. environ plus bas.

Les marches à suivre

Dans le Val de Bagnes on peut distinguer l'alpage à remointzes et l'alpage à chalets. Le premier type est représenté par Sevreu. Chacun de ses trois tronçons de vallée, séparés par des gradins, forme une remointze nettement dessinée, c'est-à-dire une subdivision territoriale de l'alpage, bien circonscrite entre des limites naturelles plus ou moins bien accusées. Chaque remointze représente un terrain d'exploitation séparé, possédant un bâtiment, un « itro », où le lait est apporté après chaque traite. Après quelques jours, lorsque l'herbe de la remointze est mangée, l'on passe à la rechange supérieure. S'il n'existait qu'un seul itro sur l'alpage, l'on serait obligé ou bien de faire faire au bétail de longues courses fatigantes, ou bien de transporter le lait à de trop grandes distances. Les rechanges s'adaptent à la formation du sol. C'est le relief qui a décidé de leur emplacement et de leur nombre. Un terrain accidenté et fortement incliné, sans pâturages unis, donne lieu à des migrations continues.

Pour les alpages à chalets, la formation du relief ne joue qu'un rôle secondaire. Il s'y agit d'un territoire relativement uni, départagé selon les besoins de l'exploitation en petites étendues le plus souvent sans aucune limite naturelle, pourvues chacune

d'un chalet. Ces bâtiments se suivent à de courtes distances horizontales et verticales et ne sont occupés que durant peu de jours chaque année ou même tous les deux ans seulement. Les bêtes broutent et dorment dans leurs environs. Ainsi, on veut éviter de longues marches avec le bétail, mais surtout l'on désire répartir régulièrement la fumure sur les alpages. Néanmoins, l'exploitation pourrait sans doute être simplifiée par une réduction des chalets. C'est le cas là où furent construites des écuries, p. ex. à Six-blanc. Il y est inutile désormais de faire stationner le bétail partout. Plusieurs chalets ont donc été abandonnés. Un développement contraire a eu lieu à La Marlénaz. Jusqu'en 1942 il y avait 11 chalets qui étaient utilisés à chaque saison. Puis, quatre nouveaux chalets sont venus s'ajouter aux anciens et depuis l'on exécute deux marches à suivre avec alternance de chalets. Nulle tendance ici à réduire les rechanges ; on les augmente au contraire, persuadé de leur utilité pour une distribution efficace du fumier. Le déménagement qui se fait toujours le matin au moment de mettre le bétail au pâturage, est quelque peu compliqué, car il nécessite le transport de tous les ustensiles. Il n'y a que le fromager qui reste en arrière pour préparer le fromage du matin qu'il viendra chercher le soir pour le porter à la cave. Dans le courant de la journée il se rend lui aussi à la prochaine rechange avec tout son attirail.

Les alpages de Bagnes sont remarquables par leurs nombreuses rechanges. La marche à suivre s'y déroule selon des règles fort complexes. Tantôt elle est forcée de s'adapter aux caprices du sol (système de remointzes), tantôt le point de vue économique est prépondérant (système de chalets). Un seul alpage, La Pierreire, possède, grâce à son relief, les trois rechanges typiques pour les préalpes : une inférieure « Mayentze en bas » (replat en 1850 m.), une moyenne « Mayentze en haut » (replat en 2000 m.) et une supérieure « Pierreire » (replat en 2200 m.).

L'inalpe et la désalpe se font logiquement dans le chalet situé le plus bas. Par contre, l'estivage à Mazériaz commence dans le troisième chalet nommé « Michaud » à droite du pont de Mauvoisin (1680 m.) et cela pour la raison suivante : arrivées à l'alpage, les vaches se vouent à la lutte durant le premier jour. Comme le terrain des bas pâturages, recouvert de détritiques, ne se prête guère à ce genre d'exercice, et pourrait même devenir dangereux au bétail, le troupeau doit être mené sur des prés plus favorables.

Après ce séjour, le second chalet est occupé et plus tard le premier. Sur tous les autres alpages, la saison estivale se déroule successivement depuis le chalet le plus bas jusqu'au plus haut et vice versa.

L'un et l'autre des alpages reçoit à côté des vaches un troupeau de veaux et de génissons. Ce jeune bétail mange les gazons à situation peu favorable, plus maigres et pierreux. Ses marches à suivre diffèrent quelque peu de celles des vaches. Elles aussi sont assez compliquées. A Sery-La Lys, 16 emplacements différents sont exploités chacun durant peu de jours seulement. Le déménagement d'un abri de berger à l'autre ne présente pas de difficultés vu que fort peu d'ustensiles doivent être transportés. Le changement continuuel n'est, en outre, aucunement nuisible aux bestiaux. Ces troupeaux sont accompagnés d'une vache et de plusieurs chèvres qui fournissent le lait pour l'alimentation des bergers. La vie alpicole dans le Val de Bagnes n'est donc nullement uniforme, mais riche en variations toujours nouvelles selon les conditions spéciales des divers pâturages.

Les mayens et les agrandissements d'alpages

Les mayens

Par « mayen » l'on entend dans le Val de Bagnes des étendues de prairies limitées, en possession privée, qui se trouvent à une plus ou moins grande distance de l'habitation permanente de leurs propriétaires. Une fois par année pour le moins, durant la période de pacage, le propriétaire ou une délégation de sa famille se rend au mayen. Sous sa surveillance, le gros bétail y pâture durant plusieurs jours au printemps avant l'inalpe ou en automne après la désalpe. De plus, le foin y est récolté en été. Ce sont-là les mayens véritables, appelés en Suisse alémanique, dans les Grisons par exemple « Aetzmähder ». L'autre espèce, appelée « Voralpen », où la fenaison ne se fait pas, est inconnue. Durant le séjour au mayen, la nourriture hivernale du bétail est remplacée peu à peu par la consommation d'herbe fraîche. Une petite réserve de foin sec y est presque toujours gardée. Elle est utilisée durant la période de pacage lorsque le mauvais temps interdit de

Les alpages du Val de Bagnes

Nom des alpages	Exposition	Les chalets situés le plus haut	Les chalets situés le plus bas	Différence d'altitude entre les chalets supérieurs et inférieurs	Nombre des chalets occupés par saison par le troupeau de vaches	Nombre des migrations par saison	Les séjours ininterrompus les maxima en jours	L'altitude du chalet situé le plus bas au-dessus du talweg	
Chermontane *		2410	1830	580	10	14	10	6-9	—
Mazériaz **		1830	1700	130	8	8	15-16	2	—
<i>sur le flanc gauche</i>									
La Liaz	est	2520	2121	399	8	8	21	3-4	320
Botzeresse	nord-est	2310	1820	490	8	11	15-18	2	220
Corbassière	nord	2326	1840	486	10-13	12	10-13	4-5	340
Sery (v)	nord	2590	2243	347	16				1240
La Lys	nord	2090	2010	80					1000
La Lys-Sery	nord	2590	1440	1150	16	16	30	3-6	440
Servay (v)	nord	2190	1920	270					1000
Servay (n)	nord	2190	1611	579	11	12	15	3-5	700
Mille (v)	est	2260	1920	340					1000
Mille (n)	est	2260	1680	580	9	9	20	4	800
Sixblanc (v)	nord-est	2120	1920	200					1070
Sixblanc (n)	nord-est	2120	1600	520	8	9	30	8	750
<i>sur le flanc droit</i>									
Giétroz	ouest	2400	2040	360	6	7	21	8-10	240
Crêt (v)	ouest	2380	1835	545					235
Vasevay (v)	sud-ouest	2280	1835	445					235
Crêt-Vasevay	sud-ouest	2380	1835	545	7	12	14	1	235
Sevreu	sud-ouest	2410	1680	730	4	5	45	8	180 ¹
Louvie	sud-ouest	2520	1680	840	4	5	30	5	180 ²
Grenier	ouest	2190	1750	440	5	7	23-25	5-6	550
Pierreire	sud	2200	1850	350	3	4	35-38	8	800
Chaux	sud	2310	2000	310	12	12	10	3	1100
Vatzeret (v)	ouest	2260	1770	490					940
Vatzeret (n)	ouest	2260	1660	600	11	10	12	6	830
Grands Plans (v)	sud	2270	2000	270					1170
Grands Plans (n)	sud	2270	1850	420	12	11	8	6	1020
Marlénaz (v)	sud-est	2237	1950	287					1120
Marlénaz (n)	sud-est	2237	1900	337	10	10	8	6	1070

* au fond de la vallée.

** sur le talweg.

(v) = vieux, c'est-à-dire avant l'agrandissement (avant 1928).

(n) = nouveau, c'est-à-dire après l'agrandissement (après 1928).

¹ respectivement 600 m.

² respectivement 800 à 900 m., voir le texte à page 31.

faire pâturer les bêtes en plein air. Presque tous les paysans possèdent un ou plusieurs de ces terrains d'exploitation, pourvus d'un petit chalet servant en même temps de grange, d'écurie et d'habitation. Le terme de mayen est employé aussi bien pour le terrain que pour le bâtiment. Le paysage doit à ces chalets un de ses traits les plus caractéristiques. Très nombreux dans la partie inférieure de la vallée, ils s'élèvent sur les deux versants au-dessus de 1000-1400 m. et atteignent à droite presque 2000 m. Là, au-dessus de Sarreyer, se trouve à 1958 m. le mayen de Cléronde, le plus haut situé de la vallée. Du côté gauche, la limite d'altitude se dessine à 1900 m. environ, elle est presque atteinte par l'ancien mayen de Protz Mitzau (1890 m.). Les mayens forment donc une zone nettement définie entre les champs cultivés et habitations permanentes d'une part et les alpages de l'autre ; entre la période de l'hivernage et celle de l'estivage.

Peu après Lourtier, les pentes deviennent soudain abruptes et les mayens étagés avec leurs granges en bois de mélèze dispersées prennent fin. Par contre, ils occupent, toujours réunis en petits groupes de 20 à 30, presque uniquement le talweg. Ils forment les hameaux de Planproz (1350 m.), Granges Neuves (1350 m.) (démoli en 1942 pour cause de danger d'éboulement et d'avalanches et reconstruit à Planproz), Revers 1380 m.), Fionnay (1497 m.), Brussoley (1560 m.) et Bonatchesse (1573 m.). Ils se détachent très nettement de la région des habitations permanentes par des éléments morphologiques comme des gradins ou des verrous, accusant leurs limites. Pour se garantir des avalanches, ils se réfugient au bas de forêts (Bannwald) ou de falaises, ou s'abritent derrière de gros rochers. Les chalets de Fionnay à rive droite par exemple, sont groupés sous les Têtes de Saflau, ceux à rive gauche sous l'arête du Bec de Corbassière et ceux de Brussoley parmi de grands blocs à côté d'un cône d'éboulis. Les « granges » ont été bâties presque toutes sur des communaux, ce qui a nécessité une permission de la commune. Entre les prairies se déploient des terrains rocheux recouverts de détritiques d'éboulement et de cônes d'éboulis. Les mayens se trouvent dans « La Combe » à une altitude de 1300 à 1600 m., donc moins hauts que ceux en aval de Lourtier ; mais comme eux, ils forment une région intermédiaire entre les habitations paysannes et les alpages d'été.

Les mayens appartenant aux habitants d'un même village voisinent en général sur un terrain situé à proximité. Parfois ils

s'étagent sur la pente, ne laissant guère apercevoir de limites entre eux et le village. Il en est ainsi pour le village de Sarreyer (1225 m.). La bande de culture l'entourant, composée d'une multitude de petits champs et de prés s'étendant jusqu'à près de 1400 m., est suivie par la zone des mayens. Au nord-ouest ils descendent jusqu'au niveau du village. Le versant est parsemé d'environ 200 chalets bruns, parfois isolés, parfois serrés en groupes de 2 à 10 bâtiments. Ils ne se trouvent souvent qu'à une petite distance de 50 à 100 m. les uns des autres et à une différence d'altitude de 30 à 40 m. seulement. Le même mode de groupement se répète pour Bruson. A l'ouest, ce village est dominé par une étendue de mayens qui vont se confondre au couchant avec ceux qui dominent Le Châble. Les plus élevés de tous sont ceux de Moaye (1714 m.) et Pazay (1640 m.) qui touchent l'alpage de Sixblanc. Les villages occupant le talweg disposent en général des deux versants pour l'emplacement de leurs mayens (Le Châble, Montagnier, etc.).

Les paysans de Sarreyer possèdent chacun plusieurs, très souvent cinq mayens qui se suivent à de différentes altitudes sur le versant. Lors de la désalpe, entre le 15 et le 20 septembre, chaque propriétaire va reprendre son gros bétail à la dernière rechange de l'alpage près de la cave à fromage et le mène à la plus haute de ses granges située entre 1850 et 1950 m., à une heure et demie environ du village¹. Après l'avoir habitée durant quelques jours, il la quitte pour gagner l'un après l'autre les mayens inférieurs. Partout il fait pâturer le bétail pendant 8 à 12 jours, selon l'étendue et la qualité des prés. Fin octobre, il atteint le village ou ses bestiaux broutent l'herbe des prairies qu'il y possède aussi longtemps que le temps le permet, c'est-à-dire jusqu'à la mi-novembre en général. Puis, l'hiver venu, le paysan réintègre avec ses bêtes les mayens inférieurs appelés « les remointzes » (entre le village et 1700 m. au maximum) pour consommer sur place le foin qu'il y a récolté et mis en grange en été. Ils portent donc le même nom que les différentes divisions de terrain sur les alpages où le bétail séjourne tour à tour en été². Mais cette appellation est donnée uniquement aux mayens utilisés en hiver et ne s'applique pas aux supérieurs. Tous les soirs, le paysan ou le membre de sa famille chargé de prendre soin du bétail, descend

¹ Il y a depuis peu quelques exceptions, voir page 60.

² Gabbud M. — La vie alpicole des Bagnards. Archives suisses des Traditions populaires. Bâle 1909, p. 46-63 et p. 105-126.

de la remointze au village pour y amener le lait et y passer la nuit. Tôt le matin, entre 4 et 6 heures, il retourne à sa tâche monotone qui se borne à soigner et nourrir les bêtes et à les traire deux fois par jour (à 8 heures et à 18 heures). Ces travaux sont quelquefois interrompus par des coupes de bois dans les forêts privées ou communales, à proximité. Le bois sert aux besoins du mayen, ou bien il est transporté au village. Une distance de plus de deux heures de chemin, surtout après des chutes de neige, doit être souvent parcourue du village à la plus haute remointze, occupée en premier lieu au début de l'hiver. Lorsqu'on veut la quitter, le chemin doit au préalable être déblayé de la neige pour faciliter le passage au bétail. Partout, les granges s'élèvent dans le voisinage immédiat d'un ruisseau ou d'une source intarissable. Leur eau, transportée dans des « brantes », sert à abreuver le bétail.

Ces chalets sont de simples constructions à un étage soit en bois ou alors plus solidement basées sur un mur. Le rez-de-chaussée contient l'étable à l'entrée souvent orientée vers le sud. Une petite cuisine dite « chavanne » est la pièce principale. Le premier étage est occupé par le fenil ouvrant sur le côté ou sur l'arrière de la grange. Il sert quelquefois de dortoir.

Le séjour à la plus haute remointze (troisième mayen) dure un mois, du 15 novembre au 15 décembre et de même à la seconde, du 15 décembre au 15 janvier. Les provisions de foin à la dernière station permettent d'y rester durant 40 jours, du 15 janvier au 25 février. Puis, le bétail est, pour la seconde fois depuis la désalpe, mené au village pour y demeurer jusqu'au moment de l'inalpe. Le foin et les regains récoltés en été sur les prés du village servent de fourrage. En outre, l'herbe coupée au mois d'août dans les hauts mayens est transférée en hiver au village par gros fagots, à la luge ou directement sur la neige. Sa consommation sur place n'est pas possible. Le chemin à faire serait en hiver trop long et pénible pour hommes et bêtes. A la mi-juin, la saison est assez avancée pour permettre de se préparer à l'inalpe. Le bétail est d'abord mis au vert sur d'assez maigres prairies aux alentours du village, puis on le mène aux deux plus hauts mayens qui sont successivement occupés durant huit jours avant la montée à l'alpage. L'on y pâture avant tout les prés moins bien situés, arides ou pierreux, ne se prêtant guère à la fenaison. Sur ces hauteurs, seuls les prés non pâturés peuvent être fauchés,

l'herbe ne pouvant plus croître suffisamment après avoir été ton-
due par le bétail. Ces prés sont engraisés au printemps ou en
automne, mais alternativement tous les deux ans seulement vu
le manque de fumure. Là, contrairement aux remointzes, les
prairies maigres sont bien plus nombreuses que les prairies gras-
ses. Les parties engraisées au printemps ne peuvent être utilisées
pour le pacage, le bétail évitant soigneusement d'y brouter. Même
si la fumure disponible suffisait pour tous les prés, un engraisse-
ment complet ne serait pas désirable, car il entraverait sérieuse-
ment la saison du pacage printanier ou le rendrait même impos-
sible. Le parcours des remointzes est évité au printemps ; l'on
s'assure ainsi une récolte de foin plus abondante pour le fourrage
d'hiver. Ces bas mayens paraissent correspondre aux « Vorwinter-
ungen » connues p. ex. dans le Prätigau, qui s'interposent entre
les habitations permanentes et les « Maiensäss ». En certains en-
droits des Grisons, la différence entre les expressions « Vorwinter-
ung » et « Maiensäss », comme à Bagnes celle entre « remointze »
et « mayen » proprement dit, n'est pas toujours très nettement dé-
finie ¹.

Exemples pour les migrations de bétail de Sarreyer

I.	Stations	Séjour	Durée
1.	Les Ciets	15 sept. 41 - 25 sept. 41	10 jours de pâturages
2.	Darbelet	25 sept. 41 - 28 sept. 41	3 jours de pâturages
3.	Chadjet	28 sept. 41 - 30 sept. 41	2 jours de pâturages
4.	Sarreyer	30 sept. 41 - 10 oct. 41	10 jours de pâturages
5.	Darbelet	10 oct. 41 - 9 nov. 41	30 jours d'étable
6.	Chadjet	9 nov. 41 - 9 déc. 41	30 jours d'étable
7.	Sarreyer	9 déc. 41 - 12 juin 42	185 jours d'étable
8.	Les Ciets	12 juin 42 - 26 juin 42	14 jours de pâturages
II.			
1.	Le Dalai	15 sept. 41 - 23 sept. 41	8 jours de pâturages
2.	Les Mio	23 sept. 41 - 3 oct. 41	10 jours de pâturages
3.	Le Slevi	3 oct. 41 - 15 oct. 41	12 jours de pâturages
4.	Crête à cotin	15 oct. 41 - 25 oct. 41	10 jours de pâturages
5.	Les Tzampi	25 oct. 41 - 2 nov. 41	8 jours de pâturages
6.	Sarreyer	2 nov. 41 - 17 nov. 41	15 jours de pâturages
7.	Le Slevi	17 nov. 41 - 17 déc. 41	30 jours d'étable
8.	Crête à cotin	17 déc. 41 - 16 janv. 42	30 jours d'étable
9.	Les Tzampi	16 janv. 42 - 25 févr. 42	40 jours d'étable
10.	Sarreyer	25 févr. 42 - 12 juin 42	106 jours d'étable
11.	Les Mio	12 juin 42 - 19 juin 42	7 jours de pâturages
12.	Le Dalai	19 juin 42 - 26 juin 42	7 jours de pâturages

¹ Weiss R. — Das Alpwesen Graubündens. Zurich 1941. 385 p.

Les lieux de séjour du bétail de Sarreyer sont donc des plus variés. Durant l'hiver déjà, passé dans l'enceinte du territoire d'exploitation privée, il change 12 fois de domicile, toujours accompagné de son possesseur. L'estivage sur l'alpage à fruit commun amène un nombre analogue de migrations. Deux fois par année (quatre mois en tout), il se trouve au village, en automne pour y brouter l'herbe des prés de son propriétaire et à la fin de l'hiver pour la stabulation. Des huit mois restants, cinq sont passés aux mayens et remointzes et trois sur l'alpage. Au printemps, quand le lait est abondant (9 à 10 litres par vache et jour), les paysans y préparent les « petits vacherins », fromages en moule. En automne le rendement de lait est insuffisant à cette opération ; on le destine alors à la nourriture du jour. Le même procédé est connu dans les mayens de Conches ¹.

Certains habitants de Sarreyer possèdent plus de cinq mayens, huit au maximum, dont cinq sont utilisés comme « remointzes ». Mais la migration s'y effectue selon les mêmes rites. Les provisions de foin suffisent pour un séjour de 20 à 30 jours dans chaque remointze, en tout donc jusqu'au début d'avril. Depuis ce moment jusqu'à la mi-juin, durant deux mois et demi seulement, le bétail est logé dans l'étable du village.

Pour quelles raisons ces migrations nombreuses sont-elles en somme exécutées ? D'abord, le séjour aux mayens au printemps et en automne prolonge sensiblement la durée de la saison de pacage. Puis, l'avantage essentiel est de disposer sur place de l'engrais naturel indispensable, surtout pour les remointzes, sans quoi il devrait être apporté du village, travail des plus longs et pénibles vu le manque absolu de chemins carrossables ². Autre avantage : en consommant le foin directement aux remointzes, l'on épargne l'inévitable déchet qu'il subirait par un transport soit en hiver sur la neige (comme celui des hauts mayens), soit en été à dos d'homme. Il est compréhensible que les paysans tendent à éviter de tels travaux de transport consommant du temps et des forces indispensables. Rappelons ici combien la main-d'œuvre est nécessaire pour prendre soin des innombrables petits champs et prés, des carrés de légumes, des bandes de cultures de fraises, recouvrant les pentes passablement raides aux environs du

¹ Biermann Ch. — La vallée de Conches. Lausanne 1907.

² Gabbud M. — La vie alpicole des Bagnards. Bâle 1909.

village. Le morcellement des terres est excessif. En voici un exemple : la famille Luisier possède, près de Sarreyer, 57 parcelles de terrain disséminées dont 36 de prairies, trois de fraises, quatre de froment, deux d'avoine, deux de seigle, six de pommes de terre et quatre de légumes. De plus, quatre mayens lui appartiennent dont un de trois parcelles à Vatzeresse, un de deux à Luy, un de cinq à d'Ablet et un de huit à La Tjet, en tout 18 parcelles. Ordinairement, un mayen a une étendue de trois parcelles. La plupart des familles ont encore à s'occuper de quelques petits arpents de vigne à Fully ou Charrat dans la vallée du Rhône.

Ce système de différentes étables, occupées à tour de rôle durant l'hiver, est connu aussi dans d'autres régions alpines. Il est pratiqué en première ligne en des endroits où les terres sont fortement morcelées. Le transport du foin depuis les diverses prairies au village et avant tout celui du fumier de l'étable du village aux prairies serait bien trop long et compliqué. De là ces migrations hivernales, particulièrement nombreuses (plus de 20) dans les Grisons (Prätigau). Dans les Alpes françaises, p. ex. dans la région de Belledonne et Beaufort, les mayens, appelés les « granges » là-bas, ont une certaine ressemblance avec les remointzes bagnarδες¹.

Pour les autres villages de la commune de Bagnes, les migrations s'effectuent selon un plan plus simple. Le nombre de mayens appartenant à une famille se réduit à un ou deux, p. ex. pour les paysans habitant Le Châble, Villette ou Cotterg. Leurs mayens se trouvent sur le plateau de Verbier, de préférence dans son bas, à Tentaz (1530 m.), Mondzeur (1470 m.) ou Moulin (1585 m.) pour éviter un trop grand éloignement. Ce terrain est parsemé de centaines de petits chalets bruns escaladant la pente entre la Pierre à Voir et la Tête des Etablons jusqu'à une hauteur de 1940 m. Ils sont tantôt disséminés au milieu des blocs erratiques atteignant souvent leur hauteur, tantôt groupés en villages comme « Les Planards » (1930 m.), « Le Brit » (1828 m.) et « Haut-Pretayres » (1814 m.). Durant ces dernières années, une cinquantaine d'habitations de villégiature sont venues s'y ajouter. Le célèbre bisse du Levron, désaffecté depuis 1921, mais partiellement repris en usage depuis peu, borde ce vaste déploie-

¹ Arbos Ph. — La vie pastorale dans les Alpes françaises. Bull. Soc. sc. de l'Isère. Grenoble 1922. 718 p.

ment de prairies ; il peut être considéré en quelque sorte comme limite supérieure des mayens. Ceux situés sur les pentes orientées à l'ouest entre la Tête des Etablons et l'alpage de Vatzeret n'atteignent que 1750 m. environ, ainsi « Les Eaux » (1740 m.) et « Proz-Bordzay » (1680 m.). Cette infériorité d'altitude est due à leur exposition moins favorable.

Le plan de migration, comme il est exécuté en général dans cette région de la vallée, peut être illustré par l'exemple suivant : la famille Besson de Verbier est propriétaire de deux mayens, l'un au Clou (1760 m.) sur le flanc de la montagne à une heure du village, l'autre à une distance de 20 minutes sur le plateau même près de Moulin (1585 m.). Après la désalpe, leurs deux vaches stationnent durant trois semaines au mayen supérieur et durant 10 jours à l'inférieur. Ensuite, elles gagnent les pâturages du village, puis l'étable, où elles restent durant tout l'hiver (sept mois environ). Le système des remointzes n'est donc pas pratiqué ici. Avant l'inalpe, le paysan mène ses bêtes au mayen supérieur pour huit jours, où elles pâturent, comme partout dans la vallée, les parties moins bien exposées et rarement engraissées. Les prés à l'herbe plus abondante, avant tout au mayen inférieur, sont fumentés assez régulièrement avec de la fumure apportée de l'écurie du village et parfois avec des cendres. L'on y récolte le foin partout et souvent même le regain.

L'emplacement des granges est choisi de préférence à proximité d'un chemin si possible carrossable pour faciliter le transport de la réserve de foin. Il en résulte que souvent 20 ou 30 chalets se trouvent groupés sur un terrain assez restreint. Souvent, le paysan ne possède ici que juste l'emplacement de son chalet, tandis que ses prés, parfois au nombre de 30, sont disséminés alentour. Il arrive aussi que deux familles se partagent une grange. Pour procéder rationnellement, il est d'usage sur le plateau de Verbier, que plusieurs familles (2 à 4) réunissent le lait de leurs vaches et le manipulent en commun, ou alors qu'un seul propriétaire se charge de la fabrication et que les participants retirent leur dû soit en fromage, soit en argent.

A l'exception de Sarreyer, la coutume des remointzes d'arrière-automne n'est plus que très rarement pratiquée dans le Val de Bagnes, ainsi par quelques habitants de Lourtier qui mènent en novembre ou décembre leur bétail pour 4 à 6 semaines

aux mayens de Roset ou La Taintaz à rive gauche, ou Les Planches à rive droite de la Dranse, tous situés non loin du village. Citons encore un exemple de Prareyer :

1. Mayen Moumi, à gauche de la Dranse, trois semaines de pâturage après la désalpe ;
2. Prareyer, trois semaines de pâturage jusqu'à fin octobre ;
3. Mayen Rotaz,, à droite de la Dranse, deux semaines de pâturage et ensuite un à deux mois de stabulation ;
4. Prareyer, stabulation jusqu'au mois de juin ;
5. Mayen Moumi, deux semaines de pâturage avant l'inalpe.

Vers le milieu du siècle passé encore, le système des remointzes était connu presque dans toute la vallée. Diverses raisons ont amené son abandon, en premier lieu l'entreprise de la manipulation en commun du lait durant l'hiver. Le lait devait être porté à la laiterie et progressivement l'on s'habitua à demeurer au village pour s'épargner les longues courses. Puis, l'engrais chimique, si facile à transporter, fit son entrée dans la vallée. L'on n'est donc plus obligé de se servir uniquement du fumier d'étable aux mayens et l'on préfère en faire profiter abondamment les champs entourant le village. Jadis, l'on retournait en novembre même dans les hauts mayens, non pas avec les vaches, mais bien avec des génissons et surtout avec des moutons qui y passaient parfois tout l'hiver. Mais les moutons sont dans la région en décroissance continue. Des causes économiques jouent également un rôle dans cette régression du nomadisme. Les courses journalières au mayen deviennent trop onéreuses si le propriétaire est occupé ailleurs. D'autre part, on dispose aujourd'hui de moyens de transport meilleurs, grâce aux chemins accessibles aux chars ou tout au moins aux « chargosses » (chars-traîneaux). Les paysans ont donc la possibilité de rentrer directement la récolte du mayen à la grange du village. La disparition successive du système des remointzes peut se constater aussi pour les granges des Alpes françaises ; elle y est due avant tout au manque de main-d'œuvre ¹.

Il y a cinquante ans, Fionnay n'était qu'un simple mayen, un groupe de grangettes, où des Bagnards venaient, comme aujourd'hui, quelque temps en juin et en septembre-octobre avec le

¹ Arbos Ph. — La vie pastorale dans les Alpes françaises, Grenoble 1922.

bétail. En 1890, deux hôtels furent bâtis l'un à côté de l'autre, un troisième plus tard, puis, quelques habitations d'été et un bureau de poste. Fionnay s'est donc développé en un petit endroit de villégiature renommé au point de vue touristique. Depuis la construction d'une route en 1929 il est accessible par auto postale. Dans la même année, l'eau de la Dranse y a été captée en partie pour l'usine d'électricité de Champsec. Le service d'écluse demande la présence de deux hommes pendant toute l'année, de sorte que ce premier mayen de « La Combe » ne peut plus absolument être appelé une habitation temporaire.

Les mayens de la haute vallée sont recherchés aujourd'hui presque exclusivement par les gens de Lourtier, du village le plus proche ; un petit nombre d'entre eux appartient à des habitants de Fregnoley, Champsec, Versegères ou Prareyer. Le mayen de Brussoley p. ex. se partage entre 17 familles de Lourtier et trois de Fregnoley, celui de Bonatchesse entre 20 familles de Lourtier et deux de Prareyer. Jadis, avant l'existence de l'alpage de La Marlénaz (au-dessus de Verbier) surtout, les gens de la basse vallée possédaient également des mayens dans « La Combe » à proximité des alpages où ils estivaient leurs vaches. Le jeune bétail par contre passait l'été sur des communaux du plateau de Verbier. Les paysans de Lourtier n'ont qu'un mayen, très rarement deux, de sorte que les migrations avec le bétail sont fort restreintes. Les prés sont pâturés durant 10 à 15 jours avant l'inalpe et de même après la désalpe, l'on y demeure aussi quelque temps lors de la fenaison, en tout 5 à 7 semaines par année. S'adaptant à ce séjour prolongé, les granges sont mieux bâties et aménagées ici qu'à Sarreyer, où les migrations sont si fréquentes. Les plus anciennes granges de « La Combe » datent de 1820 ; celles édifiées précédemment ont toutes été emportées lors de la catastrophe du glacier de Giétroz en 1818. Elles possèdent aujourd'hui une cuisine et parfois même une chambre chauffable.

A Brussoley seul, une exception est faite à la règle pour l'habitation des mayens. Une famille y passe tout l'été, de mai à octobre. Elle y tient quelques vaches, dont le lait est porté à Fionnay et vendu dans les hôtels et chalets de villégiature.

Bon nombre de hauts mayens de la vallée de Bagnes, annexés aux alpages dans le cours des dernières années, ont cessé d'exister. Ils ont passé d'entre mains privées en possession commune.

Les migrations périodiques du bétail qui obéissent en somme aux lois incontestées de la nature, ont donc été réduites et simplifiées, mais non pas abolies par leur abandon. Les mayens restants continuent à remplir leurs fonctions utiles, la prolongation de la saison de pacage et l'approvisionnement en fourrage pour le long et dur hivernage, aidant ainsi à maintenir en équilibre l'exploitation bovine.

Les agrandissements d'alpages

Les alpages se suivent le long de la vallée de Bagnes sans relations directes ; chacun d'eux forme un organisme indépendant. Presque toujours, leurs limites sont marquées par une crête, une arête rocheuse, un vallon ou un ravin, un cône d'éboulis, une zone de forêt, voire même un glacier. De tous temps, l'homme a dû respecter ces données naturelles et renoncer à départager le terrain selon sa volonté. Là seulement, où les limites naturelles font défaut, ont pu s'effectuer des changements. Inutile de relater ici les variations nombreuses, mais de peu d'importance, qu'ont subies certains alpages dans l'espace des siècles. Il ne sera question que des changements qui se sont opérés durant ces dernières dizaines d'années, notamment depuis 1928, changements qui ont véritablement bouleversé l'économie alpestre traditionnelle au Val de Bagnes et y ont amené de grands progrès.

Jusqu'au début de notre siècle, le haut de la vallée renfermait cinq alpages indépendants : celui de Chermontane ou Durand, de Vingt-Huit, de Torrembey, de Giétroz et de La Liaz. Chermontane comprenait les pâturages du fond de la vallée y compris Chanrion et ceux sur la rive gauche de la Dranse sur le talweg jusqu'au Pont Boussine. Ils étaient suivis par Vingt-Huit, qui se terminait au Pont de Quart (1833 m.). Puis, jusqu'à la gorge de Mauvoisin s'étendait Torrembey. Ces trois alpages n'étaient autre chose que les trois sections d'une unité morphologique, c'est-à-dire du tronçon supérieur de la vallée, nettement séparées les unes des autres, il est vrai, mais non pas par des obstacles insurmontables. La nature elle-même a ainsi facilité la fusion des trois montagnes en une seule. Ce changement était fort désirable au point de vue économique. Si, en été, on longe le territoire de Torrembey, on s'en aperçoit bien vite : les prés sont recouverts d'éboulis, semés là par une rivière sauvage et dérégulée, partagée en de

nombreux bras. Plusieurs catastrophes ont amené ces dévastations, notamment celles des années 1894, 1895, 1898 et 1923. Durant ces étés-là, dans la partie inférieure du glacier d'Otemma, un refoulement d'eau s'était formé. La fonte des neiges et de la glace aidant, la pression de l'eau devint toujours plus forte, jusqu'à rompre sa barre de glace. D'énormes masses d'eau, subitement libérées, se précipitèrent dans la vallée, roulant dans leurs flots cailloux et éboulis. Torrembey a, en 1818, souffert encore d'une autre catastrophe. Au début de l'été, l'extrémité de la langue glaciaire du Giétroz suspendue au-dessus du talweg près de la gorge de Mauvoisin s'était détachée et écroulée dans la vallée, la barrant complètement et refoulant la Dranse jusqu'à en former un lac de 2.3 km. de longueur. Mais le 16 juin, sous la pression énorme de l'eau, la glace céda. En un rien de temps le lac se vida, son eau causant jusque dans les environs de Martigny d'affreux dégâts. Les nombreuses tempêtes et inondations de torrents dévastant toujours plus le palier de Torrembey, son alpage acquit une bien mauvaise renommée. D'année en année, le problème d'estivage (charge en 1902, d'après A. Struby, 26 vaches et 31 têtes de jeune bétail) devenait plus difficile à résoudre. Enfin, en 1903, le remède si urgent fut trouvé. Par vote communal l'on décida de faire fusionner les deux consortages de Torrembey et de Vingt-Huit (charge de ce dernier alpage en 1902 26 vaches et 29 têtes de jeune bétail). Cet acte politique seul n'aurait naturellement été d'aucun secours, mais il était accompagné de l'importante décision de réduire la charge des deux alpages réunis d'un tiers environ. Il fallut ensuite trouver des pâturages pour les bêtes restant en surplus, car il ne pouvait être question de les supprimer. Une telle mesure aurait trop durement frappé les familles atteintes au point de vue de leur économie domestique. La question avait été agitée déjà plusieurs années auparavant et en 1894 l'on avait décidé d'aménager en pâturage pour les vaches les communaux situés à l'ouest du plateau de Verbier sous les versants de la Pierre à Voir. Ce projet fut avant tout chaudement approuvé par les habitants de la basse vallée qui étaient alors obligés de faire estiver leur bétail au delà du verrou de Mauvoisin dans « La Combe ». Cela représentait pour les villageois du Châble, de Villette, Cotterg, Médières et Verbier un chemin de 7 à 12 heures à parcourir avec le bétail. Comme il est peu recommandable de faire un tel trajet d'une traite avec les bêtes, les

consorts avaient le droit de faire, du moins lors de la désalpe, une courte halte sur les communaux de Plan Chalet près du mayen de Bonatchesse. Cette tradition s'est maintenue jusqu'à nos jours, bien qu'elle n'ait plus en somme de raison d'être, les bêtes venant maintenant des villages moins éloignés de Lourtier et de Champsec. Le troupeau de l'alpe Chermontane (en 1902 125 vaches et 96 têtes de jeune bétail) paît et se repose toujours durant deux jours et demi à Plan Chalet au retour de l'alpage et ceux de La Liaz et de Giétroz durant deux jours. Il est vrai que bien des habitants des villages de la vallée inférieure possédaient des mayens pas trop éloignés des alpages, à Fionnay surtout. De là, le chemin à faire avec le bétail n'était plus très long. Mais la distance entre le village et le mayen qui devait être couverte plusieurs fois par année, à l'époque de la fenaison p. ex., était encore trop considérable. Il est compréhensible que le désir d'alper le bétail plus à proximité des habitations devînt toujours plus vif. Une modification en ce sens fut amenée par la fondation en 1894 du consortage et de l'alpage de La Marlénaz ; enfin, en 1930, ce fut la solution définitive : les trois alpages sur les versants surplombant Verbier furent agrandis. Ainsi un nombre plus élevé de bétail put être estivé et les alpages surchargés de La Combe en profitèrent. La Marlénaz devint pâturage de vaches uniquement portant 131 pièces (en 1902 56 vaches et 85 têtes de jeune bétail). Chermontane et Vingt-Huit furent réunis sous le nom de Chermontane en un alpage beaucoup plus avantageux. La durée de l'estivage, auparavant souvent fort courte par un été mauvais, a été prolongée et l'exploitation des pâturages se fait de façon plus rationnelle. La charge comporte aujourd'hui 131 vaches (en 1902 Chermontane-Vingt-Huit-Torrembey 177 et en 1864 221 vaches). Les consorts qui ont fait preuve ici de clairvoyance et ont su s'adapter aux nécessités économiques, sont donc récompensés de leurs efforts.

En l'année 1913 les deux alpages voisins du Crêt et de Vasevay sur le flanc droit de la vallée entre le Mont Pleureur et la Tête de Saflau se virent obligés, vu la qualité toujours déclinante de leurs pâturages, de se réunir. Torrents et avalanches y amenaient sans cesse, surtout à Vasevay, cailloux et éboulis et la charge de bétail devait être réduite d'année en année (Crêt en 1902 30 vaches et 29 têtes de jeune bétail ; Vasevay en 1902 33 vaches et 28 têtes de jeune bétail). En 1925 cette région fut

déclarée comme district franc et, par la suite, les chamois s'y sont beaucoup multipliés. Il est vrai qu'ils demeurent généralement dans des hauteurs qui ne sont plus accessibles au pâtre et à son troupeau. Mais durant l'été ils s'avancent fréquemment jusque dans la zone même des alpages pour y brouter l'herbe des pâturages, ce qui, selon l'avis des consorts, nuit au bétail. Ce dommage est reconnu également par les autorités et un dédommagement est accordé. Il est de Fr. 120.— actuellement. Pour toutes ces raisons, dans les parties supérieures de Vasevay, aux environs du chalet « Remointze » surtout, les bons pâturages venaient toujours plus à manquer et le nombre du bétail dut être réduit considérablement. Pour faciliter l'exploitation, les deux alpages furent réunis ; chose facile, puisque, sauf dans leurs parties supérieures, ils forment une seule étendue de terrain (Crêt et Vasevay en 1864 120 vaches, en 1902 63 vaches et 57 têtes de jeune bétail, en 1913 selon ouï-dire 76 vaches, en 1941 55 vaches et 19 têtes de jeune bétail).

Durant ces dernières années, des efforts ont été faits sans cesse pour améliorer les pâturages. Il s'agissait de réparer inévitables les dégâts causés toujours à nouveau par les forces destructives de la nature : les prés devaient être épierrés et les mauvaises herbes enlevées, les chemins déblayés et réparés. Des adductions d'eau, si importantes, furent entreprises et sur certains alpages l'on construisit de solides étables bien aménagées. D'autres alpages furent légèrement agrandis par l'adjonction d'une bande de terrain communal. Toutes les tentatives d'amélioration furent certes utiles, mais ne réussirent pas à influencer sérieusement l'aspect et la structure économique des alpages. Les deux plus grands inconvénients demeurèrent : la surcharge des pâturages en vaches laitières et la trop brève durée de l'estivage. Le rendement du lait était par conséquent peu élevé. Tous les projets et propositions pour faire progresser l'économie alpestre de la vallée ne trouvèrent pas l'approbation des consorts. Enfin, en 1928, l'on décida d'entreprendre des agrandissements d'alpages bien plus considérables que jamais jusqu'alors. Le mérite d'avoir pris cette initiative remarquable revient à l'alpage de Sery, le plus haut situé de toute la vallée. L'estivage y était peu avantageux et insatisfaisant depuis des années. D'une part, bergers et bétail y étaient trop souvent exposés aux intempéries et chutes de température subites vu son altitude (2200-2600 m.) ; d'autre

part, ses pâturages, surtout ceux aux environs du glacier du Petit Combin et de ses moraines récentes, étaient fort maigres. Puis, la migration d'une rechange à l'autre était longue et pénible pour le bétail, du reste trop nombreux, le troupeau comptant 120 vaches et de nombreux génisses, génissons et veaux. Il est clair que, vu ces circonstances, le rendement en lait ne pouvait être que fort médiocre. Les consorts de Sery, plus que nuls autres de la vallée, se rendirent donc compte qu'il fallait absolument remédier à l'état actuel des choses et que le remède le plus sûr était un agrandissement de l'alpage. Cependant les limites naturelles ne permettaient pas une expansion en amont ou des deux côtés. Il ne restait donc que la possibilité d'un agrandissement en aval dans la zone des mayens, zone privée où chaque famille possédait son terrain et son chalet qu'elle occupait de tous temps trois fois par année, au printemps avant l'inalpe, en été durant la fenaison et en automne après la désalpe. Chaque paysan y était son propre maître et le mayen représentait une partie de son indépendance et de ses traditions. Malgré les désagréments du déménagement, les semaines passées là étaient goûtées comme une diversion agréable. La réalisation du projet se heurtait encore à une autre difficulté : entre l'alpage de Sery et la zone des propriétés privées s'étendait en 1900-2200 m. l'alpage de La Lys, surplombant la pente abrupte et boisée de la vallée. Il fallait avant tout se mettre d'accord avec les consorts de La Lys, sans quoi le rachat des mayens aurait été inutile, puisque l'alpage de Sery eût consisté en deux parties passablement éloignées et séparées l'une de l'autre. En outre, une bonne partie des mayens était précisément en possession de consorts de La Lys. Ceux-ci ne s'en déferaient pour rien au monde, sans être intéressés directement au nouvel ordre de choses. Il s'agissait donc de les gagner pour le projet.

Le projet d'agrandissement fut pour la première fois soumis au consortage de Sery lors de l'assemblée générale du 19 décembre 1926 à Versegères, et avec 103 voix sur 120 — correspondant aux 120 fonds de vache de l'alpage — l'on décida de l'examiner. Neuf consorts seulement déclarèrent d'emblée être contre le projet et huit s'abstinrent de voter. Ce résultat remarquable était le fruit d'années d'efforts continus et de persévérance de la part des initiateurs, M. Oswald Gard, receveur de la commune de Bagnes, et M. Alphonse Fellay, secrétaire communal, sous l'im-

pulsion de M. le conseiller d'Etat Maurice Troillet, car le plan se heurtait partout au scepticisme des habitants. Il fallut beaucoup d'énergie, de prudence et de talent de persuasion pour amener peu à peu les consorts à s'y intéresser. Déjà, l'on se croyait arrivé au but, mais lorsqu'il s'agit de préciser les détails, de nouvelles difficultés se présentèrent, de nouveaux doutes furent émis et l'opposition grandit. Le résultat du vote du 17 juillet 1927 en est la preuve : 74 voix (un peu plus de la moitié) votèrent pour l'agrandissement, 22 $\frac{1}{2}$ contre et 23 $\frac{1}{2}$ s'abstinrent. La décision du consortage de La Lys était encore moins favorable, bien que des partisans du projet eussent racheté des fonds au préalable pour influencer le résultat. Celui-ci était de 33 $\frac{1}{12}$ oui (même pas la moitié des voix), de 16 $\frac{1}{12}$ non et de 20 $\frac{10}{12}$ abstentions. Mais, grâce aux nombreuses abstentions, le premier but, la fusion des deux alpages, était tout de même atteint. L'on put maintenant entamer la tâche principale, le rachat des mayens. Le nouveau consortage de Sery-La Lys désirait avant tout entrer en possession des mayens de Plenaz Jeux, Tougne et Pissot, situés entre 1400 et 1650 m. sur le flanc de la vallée, en partie sur de petits replats. Cette démarche sensationnelle se heurta à une opposition décidée. Comment, les paysans seraient obligés de vendre leurs chalets, souvent héritage de famille et occupés deux fois l'an dès leur enfance ? Tant de vieilles habitudes, de traditions même, devraient disparaître pour faire place à une amélioration dont on ne savait si elle serait efficace ? Toute la vallée était en émoi. L'effort demandé à ces montagnards, si attachés à leur sol et à leurs mœurs et coutumes, était bien considérable. Bon nombre des 90 propriétaires de mayens ne purent se décider qu'à contre-cœur à se défaire de leur bien. Tels, puisqu'il fallait faire le sacrifice, profitèrent pour demander des prix exorbitants ; tels autres déclarèrent ne céder qu'à la condition d'un échange contre un mayen à proximité de leur village. Et il y eut ceux qui ne pouvaient se faire à l'idée d'un tel empiètement sur le domaine de l'économie privée, croyant malgré et envers tout qu'un agrandissement en amont ou des côtés aurait été possible. Enfin, il restait le petit nombre de ceux qui n'écoutaient aucun argument et ne pouvaient à aucun prix se décider à vendre leurs mayens et dont les chalets forment aujourd'hui encore de petits îlots de bien privé dans le territoire du consortage. La lutte contre les intérêts personnels et les traditions innées était dure, surtout là

où les propriétaires n'étaient pas directement intéressés à l'agrandissement parce qu'ils estivaient leur bétail sur un autre alpage. Certains consorts ont reconstruit un mayen plus en aval, d'autres y ont renoncé complètement et mènent au printemps leur bétail directement du village à l'alpage et en automne de l'alpage au village. Il est évident que par ce rachat de mayens une partie de l'économie alpestre a été bouleversée et a dû être réorganisée selon de nouveaux principes. Mais finalement, la bonne volonté et la raison aidant, la grande entreprise réussit et cela si complètement que la population de la vallée de Bagnes dut se rendre à l'évidence et reconnaître que tous les efforts faits n'avaient pas été vains. L'un des résultats les plus importants est la prolongation de la saison estivale de 20 à 30 jours environ, soit de 10 à 15 jours au printemps et d'autant en automne. L'inalpe précoce est avant tout importante, vu que les vaches donnent le maximum de lait au début de l'été ce qui permet une forte fabrication de fromage, à Sery p. ex. de 120 kg. par jour à cette époque. Dans le courant de l'été, le rendement de lait diminue avec la gestation des vaches et au moment de la désalpe il ne comporte plus guère que la moitié du rendement lors de l'inalpe. La fabrication de fromage en commun est beaucoup plus rationnelle que la fabrication privée et le fruit d'alpage emporté à la désalpe par chaque consort est bien plus considérable que naguère, où chaque famille fabriquait le fromage du lait de ses deux ou trois vaches dans son mayen au printemps. Non seulement les quantités étaient trop petites en comparaison de la peine et du temps que demandait leur fabrication, mais souvent aussi la qualité laissait à désirer. Chaque paysan n'est pas bon fruitier et les fromages, manipulés par des mains trop peu expertes, ne suffisaient qu'à l'usage particulier et ne pouvaient être vendus. En outre, la fabrication privée demandait une bien trop grosse quantité de bois. L'abandon des mayens représentait donc à cet égard une sérieuse économie, en première ligne aussi de bois de construction, car ces bâtiments si exposés aux intempéries devaient être fréquemment réparés et renouvelés de fond en comble après une cinquantaine d'années. L'agrandissement d'alpage a nécessité une réorganisation de l'estivage en ce qui concerne la durée et le parcours. Les hautes régions peu lucratives sont délaissées en faveur des plus riches pâturages inférieurs qui compensent largement le séjour plus court dans les hauteurs. Ainsi

l'ancien alpage de Sery n'est occupé que durant 46 jours (70 jours en moyenne jusqu'en 1928), celui de La Lys que durant 30 jours même (75 jours en moyenne jusqu'en 1928). Le terrain nouvellement acquis de Plenaz Jeux nommé « Montagne basse », peut par contre être exploité durant 45 jours. En cet endroit il s'est donc formé un nouveau centre de l'alpage et c'est avec raison que celui-ci est appelé aujourd'hui alpage de La Lys-Sery et Montagne basse. L'exploitation de ce terrain à l'herbage plus abondant et au climat plus doux a mis fin également aux longues et pénibles migrations qui avaient un effet si fâcheux sur le rendement du lait. Aussi, la production laitière a-t-elle sensiblement augmenté depuis que les pâturages supérieurs trop maigres ont été abandonnés uniquement aux veaux et génissons.

Sitôt après l'agrandissement, de nombreuses améliorations furent entreprises sur l'alpage de Sery-La Lys, dont une des plus importantes fut la construction d'une étable sur le territoire nouvellement adjoint de Plenaz Jeux à 1440 m. L'emplacement est des plus favorables, car les pâturages environnants se prêtent fort bien à une exploitation depuis un point central. Le bétail peut facilement être ramené tous les soirs à l'étable, ce qui permet la mesure régulière du lait. Durant le long séjour à Plenaz Jeux, les bêtes peuvent jouir d'un abri continu contre les intempéries, la chaleur d'abord, puis l'humidité et le froid à la fin de l'estivage surtout. Un meilleur état de santé et un lait plus abondant en sont les avantages. La grande étable bien aménagée consiste presque entièrement en matériel tiré du bois des greniers abandonnés et détruits lors de l'agrandissement. D'autres améliorations furent amenées par la construction d'une bonne route d'accès, la réparation des chalets et l'installation d'abreuvoirs pour le bétail. Un système ingénieux de canaux permet de répartir de façon rationnelle la fumure sur certaines parties de l'alpage et le sol trop humide de Plenaz Jeux a été soumis à un drainage efficace. Tous ces travaux ont en grande partie été exécutés en commun par les consorts en de nombreuses journées de corvée. Au printemps 1929 p. ex. chaque propriétaire d'un fonds de vache était tenu de faire toute une semaine de corvée.

Un des plus grands avantages de l'agrandissement reste encore à mentionner : l'estivage prolongé du bétail sous la garde et aux soins des bergers, permet aux paysans de gagner du temps

et de la main-d'œuvre pour les travaux du sol. Naguère, au printemps avant l'inhalpe et en automne après la désalpe, chaque famille était obligée d'envoyer deux de ses membres aux mayens pour une quinzaine de jours et se voyait ainsi privée de leur aide si nécessaire à l'époque où le travail abonde à la campagne. Et cela uniquement pour garder et soigner deux ou trois vaches et un ou deux veaux ou génissons, donc 4 à 6 bêtes au plus ! Aussi, l'abandon des mayens a-t-il libéré bon nombre de main-d'œuvre (à Sery-La Lys seul environ 180 personnes), ce qui est fort important au printemps surtout, lorsqu'il s'agit de cultiver les nombreux champs sur le fond de la vallée et d'aller soigner les vignes dans la vallée du Rhône. Ces multiples travaux demandent toutes les forces disponibles, car ils sont longs et pénibles vu la forte dissémination parcellaire des propriétés foncières.

L'abandon des mayens amena un soulagement, dont l'importance se fit sentir surtout à partir de l'année 1930, époque où la culture des fraises fut introduite dans la vallée de Bagnes. Un essai ayant réussi, ces cultures qui demandent des soins nombreux, prirent toujours plus d'étendue et ont même par endroits supplanté le blé et d'autres produits agricoles. Ce n'est guère étonnant car, livrées dans la vallée du Rhône, à Saxon ou Sion, elles rapportent davantage souvent que le fromage, seul autre produit qui puisse être vendu. Les revenus en argent comptant sont devenus indispensables aussi à ces simples montagnards. Ils ne se contentent plus, comme naguère, uniquement des produits de leur sol. Le sucre, le café, le tabac, objets de luxe jadis, font aujourd'hui presque partie du nécessaire. Pour les obtenir — en premier lieu aussi pour payer les nombreux impôts — il faut de l'argent et ce sont les fraises qui le rapportent. La vie économique de la vallée a donc été modifiée et amplifiée d'importance par la culture de ce fruit délicat. Ce sont avant tout les femmes et les enfants qui s'adonnent à cette tâche, libérés depuis l'agrandissement des alpages du devoir qui leur incombait presque toujours, de garder le bétail aux mayens. Le nouvel alpage aux troupeaux réunis de La Lys et Sery ne demande du reste guère plus de personnel masculin que ne le faisait chaque alpage séparément auparavant de sorte que là aussi, de la main-d'œuvre a été économisée. L'agrandissement a en outre occasionné un remaniement parcellaire des plus salutaires.

A côté des grands et nombreux avantages que présente

l'agrandissement d'alpage, les quelques désavantages n'ont que peu d'importance. Même la plus grande crainte, justifiée certes jusqu'à un certain point, était exagérée : celle de manque de foin en hiver. En effet, les paysans faisaient les foins dans leurs mayens en été et ramenaient la récolte au village. Elle servait de fourrage au bétail jusqu'au moment de l'inalpe au printemps et c'est grâce à cette réserve que l'on arrivait à lui faire passer le long hiver. Il est vrai que la moisson de foin sur le terrain en partie marécageux de Plenaz Jeux n'avait jamais été abondante ; la perte n'était donc pas lourde. Mais elle se ferait certes sentir tout de même et il fallait tâcher de la compenser. Comment faire ? Le projet de solution était audacieux et rencontra une résistance opiniâtre : la charge de vaches laitières des deux alpages réunis qui comportait 190 têtes devrait être réduite de 50 têtes environ. Les autorités responsables elles-mêmes firent opposition d'abord, car elles se rendaient compte qu'il serait impossible désormais de maintenir le droit de chaque bourgeois d'alper son bétail sur territoire communal comme il serait juste. Mais après avoir soigneusement pesé le pour et le contre, elles se déclarèrent d'accord de risquer un essai. Celui-ci réussit si complètement que les derniers doutes furent dispersés. Les deux anciens alpages avaient été surchargés et le rendement de lait y était médiocre. La nouvelle répartition des pâturages et la réduction du bétail permettaient de mieux nourrir chaque vache, ce qui augmentait son rendement de lait. L'estivage prolongé formait également une compensation, de sorte que la réduction de bétail infligée à certains consorts devenait sans doute supportable. Plusieurs saisons d'estivage écoulées depuis l'innovation ont même prouvé que la production de fromage est plus forte qu'auparavant. De toute manière, la perte financière aurait été compensée déjà par le rapport des cultures de fraises.

Les frais très considérables, occasionnés par l'agrandissement, représentaient naturellement une lourde charge pour ces paysans montagnards, toujours pauvres en argent comptant. Le rachat des mayens a coûté Fr. 81.000.—, les travaux d'amélioration sont revenus à Fr. 135,969.—. De cette dernière somme, 25 %, soit Fr. 33,992.— ont été couverts par la Confédération, Fr. 182,977.— restent à la charge des consorts, ce qui fait plus de Fr. 1000.— par fonds de vache. La vente de son mayen ne rapporta pas en général au paysan de quoi payer sa part de la grosse

somme et des intérêts. Il s'agit donc pour lui d'un grand sacrifice fait en premier lieu pour le bien de la prochaine génération qui jouira, elle, pleinement de tous les avantages du nouvel ordre des choses.

L'agrandissement a donné lieu à un remaniement fort utile de l'organisation du consortage. L'on en profita pour éliminer certains inconvénients, avant tout l'existence surannée des fractions de fonds, suite de l'ancien ordre d'hérédité. Le consortage racheta toutes les fractions pour les réunir en fonds entiers. Seul, le propriétaire d'un fonds complet a maintenant le droit d'estiver une pièce de bétail. Les fonds ont été déclarés indivisibles.

Le consortage de Sery, entreprenant et progressiste, a risqué une autre innovation importante et presque révolutionnaire qui a passablement échauffé les esprits bagnards. Comme sur tous les autres alpages, le fruit d'alpage était réparti à Sery lors de la désalpe. Chaque consort en recevait sa part proportionnée au rendement de lait de ses vaches. Ce vieil usage éprouvé depuis des dizaines d'années a été abandonné par le consortage en 1930. Dès lors, le fruit d'alpage ne fut plus réparti, mais le consortage se charge maintenant de le vendre en bloc. Les consorts ne sont donc plus obligés de s'occuper de la vente de leurs produits laitiers, de leur fromage avant tout. Ils sont également libérés de la tâche pénible de transporter les produits de l'alpage au village et de les y soigner. Le montant de la vente est naturellement réparti entre les consorts en proportion du rendement de lait de leurs vaches. Trois quarts de la production fromagère qui comporte 10,000 kg. environ par année sont rachetés ordinairement par la Fédération Valaisanne des Produits Laitiers (F. V. P. L.). Le reste est vendu aux consorts et autres habitants de la vallée. Presque tout le sérét est vendu parmi les consorts, vu que la F. V. P. L. n'en sollicite que de petites quantités. Malgré le succès incontestable de ce nouveau procédé de vente, les consortages des autres alpages n'ont pu se décider jusqu'ici à imiter celui de Sery qui a fait preuve de haute initiative et de beaucoup de sens pratique.

Depuis le premier essai de la vallée de Bagnes et du Valais même, d'agrandir un alpage, les périodes estivales écoulées ont largement prouvé tous les avantages résultant de cette innovation qui avait soulevé tant de scepticisme. Quelques chiffres

le démontreront : un fonds de vache de l'ancien alpage de Sery valait Fr. 160.—, un de l'ancien alpage de La Lys même Fr. 80.— seulement. Les droits de fonds de l'alpage agrandi sont fort recherchés aujourd'hui et reviennent à Fr. 1500.— environ par pièce ! Le grand succès remporté par l'agrandissement et la rationalisation dans l'exploitation de l'alpage de Sery, cette œuvre à laquelle l'Ecole cantonale d'agriculture de Châteauneuf a accordé sa précieuse assistance morale, ne laisse pas d'impressionner la population du Val de Bagnes. Les paysans, persuadés par les progrès évidents, se familiarisent avec l'idée de sacrifier de vieilles traditions et une partie de leur indépendance pour se soumettre à une loi commune pour le bien de tous. Cette nouvelle manière de voir se fait jour rapidement et d'autres consortages, suivant le bel et courageux exemple de Sery, se mettent à l'imiter.

Les premiers consortages qui se décidèrent, à la suite de Sery, à rompre avec l'ordre ancien, furent ceux de La Marlénaz, Les Grands Plans et Vatzeret. En 1931, le consortage de La Marlénaz entreprit un agrandissement considérable de son alpage. Les terrains communaux qui s'y joignent en aval entre 2000 m. et 1800 m., c'est-à-dire ceux de Planmarais (1800 m.), Pierraz, Toumaz et Plan Vatzeresse s'étendant jusqu'aux mayens de Bry et Preteyres (1850 m.) furent adjoints. Grâce à cette nouvelle étendue de pâturages, la charge de bétail put être haussée de 100 à 130 pièces. A la suite de cet agrandissement qui revint, y compris certains travaux d'amélioration, à Fr. 12,000.—, les droits de fonds montèrent en valeur. Coûtant jadis Fr. 100.— la pièce, ils reviennent aujourd'hui de Fr. 400.— à Fr. 500.—.

L'alpage des Grands Plans se trouvait à court de pâturages, depuis qu'il avait dû en 1930 et 1931 en céder à l'alpage de La Marlénaz. Le territoire de Clou, Sonalou et Planards (1930 m.) sur la partie est du plateau de Verbier, obtenu en compensation, était insuffisant et le consortage s'était par conséquent vu obligé de réduire le nombre de génissons durant les dernières saisons. Au lieu d'un génisson sur deux vaches, comme de coutume sur cet alpage, on ne put accepter qu'un génisson sur quatre vaches. Une partie des consorts était donc obligée de faire estiver ses génissons sur des alpages éloignés au fond de la vallée. L'on décida donc par vote avec $1573/12$ ($= 131 \frac{1}{12}$) de oui contre $215/12$ ($= 17 \frac{1}{12}$) de non, d'agrandir Les Grands Plans. L'on racheta

une partie des mayens les plus hauts du plateau de Verbier, quelques-uns du Bry aux environs du chalet de « Comba Vouatzi » (165 mesures de terrain et 5 granges en 1900 m. au prix de Fr. 18,206.—) et quelques-uns de Planards du Couchant (220 mesures de terrain et 8 granges en 1900 m. au prix de Fr. 17,300.—), en tout 385 mesures (à 380 m²) ou 15 ha. environ au prix de Fr. 35,506.—. Quatre des granges seulement restèrent sur place ; les autres furent vendues et transférées par leurs propriétaires en d'autres emplacements sur le plateau. Le terrain nouvellement acquis permit de prolonger la saison estivale de 8 jours au printemps et d'autant en automne, mais l'alpage présentait maintenant un désavantage : l'ancien terrain était séparé du nouveau par une bande de territoire communal, ce qui compliquait beaucoup l'exploitation. Pour mettre fin à cette situation, le consortage s'en assura le droit de jouissance en 1935. A part cela, une réorganisation générale s'imposait. Depuis longtemps, l'alpage souffrait d'une trop haute charge de bétail (200 vaches par moment), occasionnée par le droit d'alper avec des fractions de fonds. Il suffisait souvent de ne posséder que 2/12 de fonds pour estiver une vache. Pour mettre fin à cette surcharge, le consortage racheta en 1936 toutes les fractions comportant moins de 1/3 de fonds et les réunit en 8 fonds complets qui restent en sa possession. Ils ne sont loués qu'exceptionnellement aux consorts en cas de nécessité. Dorénavant, les fonds ne sont plus divisibles et la charge de l'alpage est fixée à 168 vaches. Par suite des améliorations, la valeur d'un droit de fonds est montée de Fr. 150.— à Fr. 400.— et même Fr. 500.—.

Pour l'alpage de Vatzet, situé sur les versants nord-ouest, donc moins favorablement exposé que les deux autres du plateau de Verbier, il s'agissait avant tout de prolonger sa trop courte saison estivale. Le consortage acheta donc, également en l'année 1931, pour la somme de Fr. 23,000.— les plus hauts mayens de Mayentze (1800 m.) et une partie de ceux des « Eaux » et « Proz-Bordzay », en tout 30 ha. environ de terrain des mains d'une douzaine de propriétaires privés. Comme aux Grands Plans, des communaux, ceux de Proz-Bordzay, s'interposaient entre l'ancien alpage et le terrain adjoint, et le consortage s'empressa d'en acquérir le droit de jouissance. Cet accroissement considérable en aval permit d'atteindre le but désiré : la durée de l'estivage égale maintenant celle des deux autres alpages. La charge de

bétail est restée la même, mais le prix d'un droit de fonds est aujourd'hui de Fr. 500.— en comparaison de Fr. 200.— naguère.

Les trois alpages de Bagnes qui s'étendent sur le versant gauche, Servay (en 1941), Mille (en 1941) et Sixblanc (en 1931), entreprirent également un agrandissement. Il est vrai que Servay avait augmenté en 1931 déjà ses pâturages du terrain et des quatre granges de Proz Mitzau (1900 m.) permettant au bétail un séjour de quinze jours en automne avant la désalpe. Celle-ci s'effectuait à l'altitude peu habituelle de 2060 m. près de la cave à fromage. Dix ans plus tard, les consorts acquirent les mayens de Pojodziet-Bottolet avec leurs 18 granges, dont 5 seulement appartenaient à un des leurs. Le prix d'un mayen était de Fr. 1500.— à Fr. 6000.— selon sa grandeur. Un des propriétaires n'a pu se décider jusqu'à l'heure actuelle à se défaire de son bien, mais à part cela la population s'est sans doute habituée à l'idée des agrandissements. La preuve en a été donnée lors de l'assemblée du consortage de Servay le 26 janvier 1941, lorsqu'il s'agit de voter pour ou contre cette innovation. Des 57 fonds représentés — le consortage en compte 60 — 54 votèrent en faveur du projet, deux s'abstinrent et il n'y eut qu'une seule voix d'opposition ! La commission chargée des achats reçut plein pouvoir pour une dépense de Fr. 750.— au maximum par droit de fonds. Les frais d'agrandissement, y compris l'acquisition du mayen la Piolayre (1700 m.) destiné à recevoir les veaux et génissons, se montèrent à Fr. 58,000.—. Un droit de fonds vaut actuellement Fr. 1100.— (Fr. 100.— auparavant). Le consortage espère pouvoir prolonger l'estivage de quatre à six semaines, soit de trois semaines au printemps en fixant la date de l'inalpe au 1er juin déjà et de trois semaines en automne en renvoyant la désalpe au 10 octobre environ. Pojodziet-Bottolet étant devenu le point central de l'alpage, l'on y a installé une cave à fromage et construit deux étables valant Fr. 40,000.— chacune.

De grands sacrifices sont faits par le consortage de Mille pour l'agrandissement et l'amélioration de son alpage. Un crédit de Fr. 160,000.— a été accordé, dont Fr. 85,000.— ont été dépensés pour le rachat des mayens de Tzeppi (1800 m.), et Moaye (1680 m.) comme pâturages de vaches et de Tzeppet (1760 m.) pour le jeune bétail. A Moaye seul 30 des 34 granges ont été ac-

quises avec leur terrain. Quatre propriétaires ont refusé de vendre et alpent leur bétail dans « La Combe ». La valeur d'un droit de fonds de l'alpage qui se nomme maintenant « Montagne de Mille, Tzeppi et Moaye » était de Fr. 700.— en 1942 (Fr. 200.— auparavant). Lorsque les étables, deux à Moaye et deux à Tzeppi, pouvant contenir 80 bêtes chacune, seront terminées, le fonds de vache montera certes à Fr. 1200.—. L'adjonction de pâturages bas situés à été fort avantageuse, Mille ayant compté parmi les alpages à l'inalpe tardive. Elle avait lieu le 25 juin au plus tôt, par temps défavorable même 8 à 15 jours plus tard. Grâce à la nouvelle étendue des gazons, l'on espère ici aussi prolonger l'estivage de six semaines. Le consortage a pu même augmenter la charge de 130 à 160 vaches. Comme le village de Bruson, juché sur une terrasse, dispose de prés irrigables et rapportant bien en général, ses habitants croient pouvoir hiverner un nombreux bétail.

A Sixblanc le jour de l'inalpe devait être fixé fort tard aussi. En 1930 son consortage décida de racheter pour la somme de Fr. 17,000.— les mayens de Pazay (1700 m. environ) pour pouvoir prolonger la saison de pacage de deux semaines au printemps et d'autant en automne. Le terrain de Pazay est formé par une large bande de pâturages qui s'étend en pente dans une clairière. Sept chalets s'y étagent, d'anciennes granges. Le prix des fonds a augmenté de Fr. 100.— à Fr. 800.—.

L'exécution d'un projet d'agrandissement pour l'alpage le plus important, celui de La Chaux, présente plus de difficultés que n'importe où dans la vallée. Pour obtenir une nouvelle étendue de pâturages suffisant au grand troupeau de 230 vaches, un nombre très important de mayens devrait être racheté. Tout au moins la partie supérieure de ce terrain jusqu'à la limite forestière à 1800-1750 m., devrait être mise à la disposition du consortage. Mais c'est à Sarreyer précisément que la population se montre le moins disposée à un remaniement de ce genre. Ici plus que dans tout autre village de la vallée, le nomadisme fait partie intégrante de la vie rurale. La migration avec le bétail d'un mayen à l'autre et de là au village ne cesse même pas durant l'hiver. L'attachement à cette vieille habitude comme à tout autre tradition est opiniâtre et l'opposition contre un empiétement dans le domaine de l'économie privée est difficile à surmonter. La disparition des mayens supérieurs ne toucherait du reste guère la pratique

des « remointzes », de sorte qu'une grande partie de l'ordre des migrations, surtout des hivernales, resterait à peu près intacte. Malgré cela, plus de la moitié des habitants ne veut pas encore entendre parler d'un agrandissement, craignant entre autres aussi les frais élevés qui comportaient Fr. 1000.— par fonds de vache. L'on n'a pu jusqu'ici s'entendre sur la manière de procéder. Mais une partie du moins des habitants tâche de s'adapter au nouvel ordre des choses. Parmi les consorts de La Chaux, deux groupes se sont formés qui ont entrepris chacun pour son compte une fusion de mayens. Le premier est constitué de tous les ayants droit à La Chaux qui habitent Montagnier. Un certain nombre d'entre eux possédaient des mayens à proximité de l'alpage, à la Combe sur Montagnier, appelés Combe-devant (1700 m. environ), Combe-derrière (1700 m. environ) et Charrière (1600-1800 m.). Les propriétaires décidèrent de racheter et de réunir ces granges et prés en vue de constituer un alpage exploité en commun qui servirait de pâturage de printemps et d'automne à leur bétail. Quelques mayens étant le bien de paysans n'alpant pas à La Chaux, il fallut décider leurs propriétaires à la vente. On accorda donc à chaque vendeur le droit de faire partie du nouveau consortage qui se constitua en 1941 sous le nom de La Combe-Charrière. Pour le rachat de 16 mayens Fr. 15,972.— furent dépensés ; le plus petit revint à Fr. 100.—, le plus grand à Fr. 1750.— Le consortage se compose donc d'une part des ayants droit de Montagnier (30) alpant à La Chaux et d'autre part des anciens propriétaires des mayens (n'alpant pas à La Chaux, 10). Cette montagne basse présente certaines particularités. Son terrain n'a pas été annexé par l'ancien alpage, il forme un alpage indépendant, servant de pâturage intermédiaire au printemps entre la période de stabulation au village et l'estivage à La Chaux, et en automne entre l'estivage et le retour au village. Les prés ne sont donc parcourus que durant quelques semaines par année (p. ex. en 1941 du 20 juin au 3 juillet et du 6 septembre au 1er octobre ; en 1942 du 1er au 22 juin et du 10 septembre au 3 octobre). En 1941 de même qu'en 1942, 40 vaches furent reçues à Combaz, en outre 20 veaux et génissons. Un personnel consistant en un maître-berger, un second-berger, un petit-berger et un fromager est chargé de les soigner. Une étable fut bâtie à Combaz (en 1941), une autre à Charrière (en 1942) pouvant héberger 60 bêtes chacune. Pour ces constructions réalisées en corvées, une partie du bois des gran-

ges des mayens démolies fut utilisée. Le reste servira à la fabrication du fromage durant les saisons à venir.

Le second groupe de consorts de La Chaux, ayant en 1942 racheté des mayens, est formé par des habitants de Sarreyer. Ils sont entrés en possession d'étendues de gazon touchant toutes à La Chaux, mais autrement dispersées çà et là sur le territoire des mayens de Pland et Vacheresse. L'on y séjourne deux semaines environ au printemps et autant en automne (en 1942 du 8 au 22 juin et du 10 au 20 septembre). Une vingtaine de granges ont été détruites, une étable pour 45 bêtes a été bâtie. (La construction d'une seconde de la même grandeur est projetée.) Ce nouvel alpage nommé Pland-Vacheresse-La Chaux peut disposer d'environ 90 fonds.

Pour les alpages de la haute vallée, un agrandissement est bien difficile à réaliser. Les uns manquent de territoire contigu qui puisse leur être incorporé ; d'autres sont, il est vrai, limités par des mayens (p. ex. Fionnay, Bonatchesse, Brussoley), qui pourraient à la rigueur être rachetés malgré les différents droits de possession fort compliqués qui y règnent. Mais la raison majeure est que l'on ne peut renoncer à la provision de foin acquise par la récolte aux mayens. Car c'est cette région-là qui fournit en première ligne au village de Lourtier le fourrage nécessaire pour l'hivernage de son bétail. S'il venait à manquer, les conséquences en seraient fâcheuses et tout l'équilibre de l'approvisionnement mis en danger.

Cependant, un alpage de la haute vallée, Corbassière, a entrepris en 1944 un agrandissement en achetant quelques mayens sur le flanc gauche de la vallée inférieure, au-dessus de Champsec (1300-1400 m.), donc à une certaine distance de la montagne proprement dite. Il en résulte là aussi une réduction de la charge de bétail et même des fonds, l'augmentation du prix d'un fonds et la prolongation de l'estivage.

Depuis l'année 1928 jusqu'à aujourd'hui, 8 des 19 alpages ont procédé à un agrandissement. En tout, 400 ha. de terrain ont été adjoints aux anciens pâturages. Les frais d'achat, d'amélioration et les intérêts se montent à la somme de Fr. 500,000.—, ce qui représente une lourde charge pour les finances restreintes de ces paysans montagnards. D'autre part, la valeur des alpages s'est accrue d'une somme au moins équivalente.

Partout, à l'exception de La Marlénaz, le territoire adjoint appelé « Montagne basse », auparavant entre les mains de propriétaires privés, a passé en possession des consortages. Par cet empiétement progressif de l'économie collective dans le domaine de l'économie privée, toute cette zone de la vallée se trouve en pleine évolution. Non seulement les granges brunes ont disparu des anciens mayens pour faire place à une large étendue gazonnée où s'élève çà et là une vaste étable aménagée selon les exigences modernes, mais encore bon nombre d'habitudes et de traditions ont été bouleversées. Depuis que le paysan n'est plus forcé de suivre ses bêtes aux mayens durant les premières et dernières migrations de la saison estivale, il peut s'adonner plus intensément à la culture de la terre aux environs du village. Avec l'abandon des plus hauts mayens, la limite supérieure de ceux-ci et avec eux la limite même des habitations temporaires privées s'est abaissée du côté gauche de la vallée de 1900 m. à 1720 m. environ.

Le principe d'agrandir les alpages par rachat de mayens a été éprouvé et se confirme dans la vallée de Bagnes. Le succès en est évident et les nombreux avantages compensent largement les quelques désavantages. L'effort fait par ces montagnards pour s'adapter aux exigences nouvelles bouleversant si profondément leur manière de vivre est d'autant plus louable qu'ils sont fort attachés aux vieilles coutumes respectées de père en fils et gardent jalousement leurs anciennes traditions.

L'exploitation

L'élevage de bovins

Les troupeaux du Valais central donc aussi du Val de Bagnes sont constitués par la race d'Hérens. Ces vaches de petite taille, à l'œil vif, au pied léger, à la robe brune ou fauve, à la santé robuste, semblent avoir été créées exprès pour le climat rude et le sol accidenté des alpages valaisans. Ardentes et belliqueuses, elles gravissent avec agilité les pentes raides. Dépensant ainsi une bonne partie de leurs forces, elles ne peuvent naturellement pas livrer des quantités de lait très considérables.

A Bagnes, 79 sur 100 ménages (en 1942) sont intéressés à l'exploitation bovine (53 % en Valais et 19 % en Suisse en 1936). Les 21 % qui ne possèdent pas de bétail bovin, se recrutent parmi les ménages des hôteliers, des chauffeurs d'autos postales, des commerçants, etc. En 1866, les ménages tenant des bovidés représentaient 89 % ; la régression est forte de 10 %. Le nombre des possesseurs de bovins a diminué depuis 1886 de 126 ou de 15 % et comporte depuis 1930 le nombre presque constant d'un peu plus de 700. Le maximum atteint en 1916 comportait 847 possesseurs.

Le nombre de tous les propriétaires de bétail est un peu plus fort, d'une quarantaine environ, c'est-à-dire de ceux ne possédant que du petit bétail, des chèvres surtout. Il s'agit d'habitants sans exploitation agricole (femmes seules, vieilles gens). Depuis des années, 75 % de ces possesseurs exercent comme profession principale l'agriculture seule, 20 % environ s'occupent d'agriculture avec une profession accessoire et 5 % ne font pas d'exploitation agricole. Ce pourcentage est du reste valable pour tout le district d'Entremont.

Année	Possesseurs de bétail	Possesseurs de bétail av. exploit. agric., exerçant l'agriculture comme profession princip.:		sans exploitation agricole
		sans prof. accessoire	avec prof. accessoire	
1901	866 ou 100 %	654 ou 75,5 %	180 ou 20,8 %	32 ou 3,7 %
1921	841 ou 100 %	610 ou 72,5 %	177 ou 21,0 %	54 ou 6,4 %
1926	812 ou 100 %	631 ou 77,7 %	137 ou 16,9 %	44 ou 5,4 %
1931	781 ou 100 %	595 ou 76,2 %	143 ou 18,3 %	43 ou 5,5 %

De 1886 à 1942, l'effectif en bovidés a diminué de 337 pièces. Ce chiffre est d'ordre relatif, car comparé à l'année 1941 la régression n'est que de 143 pièces ¹. Le tableau à page 69 démontre, que des variations du nombre de bétail s'opèrent d'année en année. Elles sont dues à diverses raisons, comme à l'apparition répétée de la fièvre aphteuse dans le cours des années, à l'offre et à la demande plus ou moins fortes en bestiaux et en viande et

¹ Les chiffres concernant le bétail sont tirés en partie des statistiques de la Suisse des années 1886-1942, en partie ils nous ont été indiqués au bureau communal. Ce travail a été terminé avant la publication du recensement de 1943. Ses résultats n'ont donc pas pu être pris en considération. Nous n'avons pu que les mentionner occasionnellement. Cela ne nous paraît guère être un désavantage, l'année 1943 ayant présenté, par suite de l'hivernage si difficile, des circonstances exceptionnelles. Les indications de l'année 1942 correspondent donc mieux à l'état normal. Nous faisons suivre ici les chiffres de 1943 : 713 possesseurs de bovins, effectif des bovins en tout 2669, bovins pour 1000 habitants 741, effectif des vaches 1544, vaches pour 1000 habitants 429.

notamment à la quantité de fourrage disponible. De 1941 à 1942 une régression de 6 % (194 pièces) s'est effectuée par suite de l'extension des cultures prescrite par l'Etat d'une part et d'autre part par le rationnement des concentrés. Le maximum fut atteint en 1916 grâce au fourrage abondant en cette année et à l'écoulement facile des produits laitiers en temps de guerre. Le nombre de bovins dépassait de 1007 bêtes l'effectif actuel.

La diminution de quelque cents têtes, surtout comparé à 1916, est au point de vue de l'économie alpestre plutôt un bienfait, car les pâturages étaient trop chargés.

La densité des bovins par rapport au nombre d'habitants est restée très stable. En interprétant les chiffres obtenus lors des recensements de bétail dans la commune, seul matériel que nous ayons à notre disposition, nous constatons un minimum de 716 têtes pour 1000 habitants en 1920 et un maximum de 965 têtes pour 1000 habitants en 1916. La moyenne pour la période de 1866-1942 est de 810 pièces pour 1000 habitants et dépasse celle du Valais. Nous citons en exemple :

1936 Suisse	386 têtes pour 1000 habitants				
1936 Valais	465	»	»	»	»
1936 Bagnes	732	»	»	»	»
1942 Bagnes	796	»	»	»	»

(= 190 % de 386 et 157 % de 465)

Plus de la moitié du gros bétail, c'est-à-dire 56 % en moyenne, consiste en vaches (en 1886 55 %, en 1916 51 %, en 1936 60 %, en 1942 57 %). Cette moyenne coïncide avec celle du Valais (en 1936 56 %) et celle de la Suisse (en 1936 également 56 %) et démontre que l'importance économique d'une vache est plus considérable que celle d'un jeune sujet.

Le tout considéré, le nombre des vaches est resté stationnaire : en 1886 1793 pièces, en 1941 1794 pièces, en 1942 cependant 1664 pièces seulement. De telles variations sont inévitables et ne portent pas à conséquence. L'état stable s'exprime aussi dans la densité qui comporte en moyenne 449 pièces pour 1000 habitants (maximum en 1916 492 têtes, minimum en 1896 392 têtes ; en 1936 444 têtes), donc la moyenne du Valais (262 en 1936) et celle de la Suisse (217 en 1936) sont dépassées de beaucoup.

En 1942, on comptait à Bagnes sur 1664 vaches 511 veaux et 718 génissons (âgés de 6 mois à 1 an) et génisses (plus de 1

an) et 18 taureaux. L'ensemble du jeune bétail représente 74 % de l'effectif des vaches, en 1886 81 % (1793 vaches, 664 veaux et 784 jeunes sujets), c'est-à-dire en général 70 à 80 %, proportion valable pour tout le district d'Entremont (en 1936 80 %). A Bagnes, presque tous les veaux sont destinés à l'élevage ; 3 à 5 % seulement vont à la boucherie (en 1886 664 veaux, dont 632 pour l'élevage (95 %) et 32 pour la boucherie (5 %) ; en 1920 534 veaux, dont 518 pour l'élevage (97 %) et 16 pour la boucherie (3 %). Dans la vallée, l'on pratique l'exploitation laitière avec élevage régulier qui vise, outre la production laitière, à remplacer par le propre élevage les bêtes réformées.

Un propriétaire possède à Bagnes en moyenne 4,4 têtes de bovins (1941), dont 2,5 vaches (en 1942 4,1 têtes et 2,3 vaches). 30 % des possesseurs environ en ont 1 ou 2, 60 % 3 à 6 et 10 % 7 à 10 pièces. Donc, les petites exploitations sont les plus fréquentes.

Avant l'inalpe, un certain nombre de bétail, des veaux avant tout, est vendu, une petite partie est alpée en dehors de la vallée et quelques pièces seulement sont retenues aux villages durant l'été. Des 3105 têtes de gros bétail en 1941, 2738 têtes ont été estivées sur les 19 alpages de Bagnes, dont 1622 vaches et 1116 veaux et génisses. En 1902, l'on en comptait d'après A. Struby ¹ 2678 têtes sur les alpages, dont 1735 vaches et 943 pièces de jeune bétail, et en 1864 ² 1800 vaches et pour 692 fonds du jeune bétail, dont le nombre n'est pas déterminé. D'après ces chiffres, des variations importantes ne se sont pas opérées dans l'effectif des bovidés. Nous constatons une diminution de vaches (178 têtes) depuis 1864, et une augmentation du jeune bétail (173 têtes depuis 1902). Ces chiffres ne peuvent être interprétés trop rigoureusement, car malheureusement les statistiques complètes manquent presque totalement pour le temps intermédiaire. En consultant des protocoles d'alpages, l'on découvre çà et là quelque indication qui démontre que sans doute les charges des pâturages étaient plus fortes il y a un certain nombre d'années. Ainsi à Sery furent estivées en 1902 83 vaches et 35 pièces de jeune bétail (total 118), en 1908 ³ 110 vaches et 45 pièces de jeune bétail

¹ L'économie alpestre du Bas-Valais. Soleure 1902.

² Statistiques de la Suisse. — Die Alpwirtschaft der Schweiz im Jahre 1864. Berne 1868. 432 p.

(total 155) et en 1927 120 vaches et 50 pièces de jeune bétail (total 170). Durant ces dernières années, les charges, avant tout celles des vaches, ont été réduites pour bon nombre d'alpages, surtout pour ceux bien éloignés de « La Combe », fait qui a influencé très favorablement la production laitière. Chermontane (y compris Vingt-Huit et Torrembey) n'estivait en 1941 plus que 131 vaches et 166 têtes de jeune bétail (total 297 bêtes) au lieu des 177 vaches et 156 têtes de jeune bétail (total 333) en 1902, et 221 vaches et au moins 116 têtes de jeune bétail en 1864. La réduction en vaches a été très forte à Giétroz et à La Liaz. Après l'agrandissement de 1928, les deux troupeaux de 190 vaches en tout des alpages de Sery et de La Lys ont été réunis en un seul, réduit à 140 têtes. Louvie ne reçoit depuis 1930 plus de vaches du tout. Sur d'autres alpages, ceux plus favorables de la basse vallée surtout par contre, l'étendue accrue a occasionné une augmentation des fonds, p. ex. à Mille, à Servay ou à Sixblanc.

Les alpages du Val de Bagnes peuvent être désignés comme montagnes à grandes charges. Tous, excepté Louvie, estivent des troupeaux de vaches, appelés « vétuires », forts en moyenne de 90 têtes ; le plus grand alpage (La Chaux) en porte le maximum de 230 et La Liaz le minimum de 33. La charge moyenne d'un alpage est de 144 pièces de gros bétail. Les Grands Plans, Chermontane, Sery-La Lys et Mille portent plus de 200 et La Chaux plus de 300 têtes, le jeune bétail inclus.

Tous les alpages, excepté Louvie et La Marlénaz, acceptent des troupeaux mixtes ; ils nourrissent outre les vaches, des génissons ou des veaux ou d'ordinaire tous les deux. Sur les plus petits alpages, toutes ces bêtes ne forment qu'un seul, sur les plus grands deux troupeaux, un de vaches et un de veaux et génissons, le dernier presque toujours moins important que le premier. Le jeune bétail ne suit que par endroits la vétuire, se contentant souvent de pâturages partiellement tondus déjà. En général, il paît séparément sur les prés difficilement accessibles aux vaches et plus maigres, comme le plateau de Tzofferay à Giétroz. De légères variations dans la consistance des troupeaux s'effectuent çà et là ; ainsi Giétroz n'estivait durant plusieurs

³ Gendre de F. et Wuilloud H. — Rapport sur les inspections faites dans les alpages des communes d'Isérables, Riddes, Saxon, Vollèges et Bagnes pendant l'été 1907. Sion 1908. 75 p.

années que du jeune bétail. En 1930, le consortage de La Marlénaz racheta l'alpage de Louvie et profita de l'occasion pour transformer l'alpage plus riche de La Marlénaz en des pâturages à vaches uniquement, tandis que Louvie servit dorénavant exclusivement au troupeau de veaux et de génissons. Quatre vaches seulement lui sont adjointes pour fournir le lait nécessaire aux bergers. Ce consortage est le seul qui puisse faire paître deux troupeaux sur deux territoires séparés.

Suivant le désir fort naturel des paysans de faire estiver leur bétail à proximité de leurs mayens, un ordre logique s'est formé au cours des années pour la charge des alpages. Ainsi, les habitants de Lourtier, du dernier village, alpent de préférence leurs bêtes sur les pâturages de « La Combe » ; ceux des villages sis à droite (Verbier, Médières) envoient les leurs sur les alpages du flanc droit, ceux des villages du côté gauche (Bruson, Champsec) les leurs sur le flanc gauche de la vallée. Les 200 vaches de Sarreyer, dont les mayens surplombent immédiatement le village, passent toutes l'été à l'alpage de La Chaux.

Comme nous l'avons déjà constaté, chaque famille bourgeoise a le droit d'acquérir des fonds de vaches ; chacune en possède 2 à 3 en moyenne¹, six au maximum, mais ce dernier cas est très rare. A Chermontane, presque 70 % des consorts possèdent actuellement 2 à 3 fonds, à Pierreire 17,4 % des consorts ont quatre, 8,7 % trois, 52,2 % deux, et 21,7 % un fonds.

Jadis, le nombre des consorts était fréquemment plus grand, beaucoup d'entre eux ne possédant que des fractions de fonds. Lorsque les fonds furent déclarés indivisibles, le nombre des consorts fut restreint en général. Ainsi, aux Grands Plans les fonds étaient partagés de façon suivante : en 1895, 146 fonds entre 150 consorts, en 1941, 168 fonds entre 90 consorts. Par contre pour l'alpage de La Pierreire, d'une renommée excellente et par conséquent fort recherché, le nombre des consorts a doublé depuis 1887. Le fait est dû en partie certes aussi aux droits d'héritage, bien qu'un fonds ait été déclaré indivisible il y a des années déjà. Les propriétaires de fonds nombreux ont fait place à ceux possédant un ou deux fonds. En 1887, la moyenne était de 4,6 fonds

¹ Crêt-Vasevay 60 fonds, 23 consorts, en moyenne 2,6 fonds par consort ; Sery-La Lys 140 fonds, 59 consorts, en moyenne 2,4 fonds par consort ; Vatzeret 132 fonds, 73 consorts, en moyenne 1,8 fonds par consort.

par consort, en 1916 de 2,5 et actuellement elle est encore de 2,2 fonds.

Année	Total des fonds	Nombre de consorts avec fonds :							Total des consorts
		7 ¹ / ₄	5 ¹ / ₄	5	4	3	2	1	
1887	51	2	2	3	2	1	—	—	10
1916	51	—	—	2	3	2	10	3	20
1932	51	—	—	—	4	1	13	6	24
1942	51	—	—	—	4	2	12	5	23

Charge en bovins des alpages bagnards

1864 ¹			1902 ³			1941 ⁴		
Noms des alpages	Nombre des vaches	pr fonds de jeune bétail ²	Nomb. des vaches	Nombre de jeune bétail	total	Nombre des vaches	Nombre de jeune bétail	total
1. La Marlénaz	—	—	56	85	141	131	—	131
2. Grands Plans	153	7	154	118	272	175	105	280
3. Vatzeret	129	6	140	35	175	132	65	197
4. La Chaux	230	10	260	30	290	230	81	311
5. Pierreire	40	20	51	42	93	51	20	71
6. Grenier	30	15	41	17	58	38	13	51
7. Louvie	66	34	54	88	142	—	120	120
8. Sevreu	66	34	42	31	73	38	11	49
9. Crêt	60	30	30	29	59	55	19	74
10. Vasevay	60	30	33	28	61			
11. Giétroz	66	34	75	26	101	34	55	89
12. Torrembey	28	14	26	31	57	131	166	297
13. Vingt-Huit	33	17	26	29	55			
14. Chermontane	160	85	125	96	221	33	36	69
15. La Liaz	66	34	72	39	111			
16. Mazériaz	45	25	60	4	64	42	40	82
17. Botzeresse	36	19	20	31	51	38	27	65
18. Corbassière	66	34	60	44	104	52	49	101
19. Sery	120	70	83	35	118	140	126	266
20. La Lys	86	44	89	53	142			
21. Servay	66	34	60	25	85	80	52	132
22. Mille	134	66	134	—	134	160	100	260
23. Six-Blanc	60	30	44	27	71	62	31	93
Total	1800	692	1735	943	2678	1622	1116	2738

¹ d'après la statistique d'alpages de 1864.

² nombre exact du jeune bétail pas déterminé.

³ d'après A. Struby.

⁴ d'après le registre communal de 1941.

*Principaux résultats des recensements fédéraux
des bovins, de 1866 à 1942 à Bagnes*

Année du recensement de la population	Population de résidence	Année du recensement du bétail	Possesseurs de bétail en tout	Possesseurs de bovins	Effectif des bovins en tout	Bovins pour 1000 habitants	Effectif des vaches	Vaches pour 1000 habitants
1870	4266	1866	—	—	3427	803	—	—
1880	4257	1886	873	834	3248	763	1793	421
1900	4127	1896	883	826	3210	778	1618	392
1900	4127	1901	866	832	3467	840	1954	473
1900	4127	1906	897	834	3512	859	1888	457
1910	4062	1911	851	799	3207	789	1705	420
1910	4062	1916	885	847	3918	965	1997	492
1920	3997	1920	836	778	2862	716	1670	418
1920	3997	1921	841	775	3127	782	1779	445
1920	3997	1926	812	758	3372	844	1835	459
1930	3722	1931	781	710	3015	810	1700	457
1930	3722	1936	746	710	2723	732	1653	444
1941	3601	1941	—	706	3105	862	1794	498
1941	3601	1942	—	708	2911	808	1664	462

L'élevage de chèvres

En 1942, 77 % des ménages bagnards étaient en possession de chèvres, pourcentage beaucoup plus élevé que celui indiqué pour le Valais (39 % en 1936, Bagnes 72 % dans la même année). Cela fait une moyenne de 2,3 têtes par possesseur. En effet, il a été constaté que 60 % environ d'entre eux ont une ou deux et 40 % 3 à 5 chèvres. Alors que l'on compte en Suisse 54 et en Valais 225 chèvres pour 1000 habitants (1936), la proportion à Bagnes est de 458 en 1936 et de 444 en 1942. Cette abondance s'explique par la situation financière très modeste des agriculteurs. Comme partout, ce sont ici aussi les petites gens avant tout qui s'occupent de cet élevage moins onéreux que celui des vaches et qui les pourvoit du lait nécessaire. Les uns ne disposent pas de terrains suffisants pour l'exploitation des bovins et les autres font estiver leurs vaches sur des alpages très éloignés. Le fait est que le meilleur indice de la prospérité d'un pays, c'est l'augmentation du bétail bovin au détriment des effectifs du petit bétail cornu.

Le plus grand nombre de chèvres est tenu à Lourtier (324), Sarreyer (234) et Médières (134). Dans ces villages, presque cha-

que famille a ses trois chèvres. C'est au Châble que leur nombre est le plus petit en comparaison de celui des habitants ; 64 seulement des 120 ménages en tiennent en tout 126 pièces. Elles doivent partout remplacer en été les vaches nourricières envoyées à l'alpage. Les personnes n'ayant pas de chèvres, cherchent à se fournir de lait chez les quelques paysans, le plus souvent à famille nombreuse, qui ont gardé une vache à l'étable. Le cas est assez peu fréquent. En été 1942 il y en avait p. ex. à Sarreyer 2, à Bruson 10. Bien que l'effectif en chèvres subisse d'assez fortes fluctuations à Bagnes, l'on ne peut constater une régression prononcée dans l'exploitation caprine. Durant la guerre mondiale, en 1916, la vallée a vu un maximum de plus de 2000 têtes. Deux tiers environ des chevreaux sont destinés à l'élevage. Un dénombrement de 1919 p. ex. cite 1460 laitières, 25 boucs, 129 cabris de boucherie et 355 cabris d'élevage. Ces chèvres appartiennent à la race valaisanne à col noir.

L'été venu, les paysans font un triage de leurs chèvres. Les laitières sont gardées au village, tandis que les cabris de l'année, nés en février et mars, et les boucs (150 à 200 en tout actuellement) vont rejoindre les troupeaux de vaches ou de moutons sur les quelques alpages où ils y sont autorisés. Ils y forment des groupes de 20 à 30 pièces en moyenne.

Dans la vallée il n'y a plus de chevrier depuis longtemps excepté à Sarreyer. La cause en est d'une part l'extrême exigüité des communaux pour la plupart encore interdits au parcours des chèvres, d'autre part la difficulté de trouver un chevrier. Ce métier est délaissé toujours davantage pour des emplois plus lucratifs et moins rustiques. Cette pénurie se fit sentir d'abord dans la vallée inférieure, puis elle gagne peu à peu le haut également. Pour y remédier tant bien que mal, l'on organise les « tours », c'est-à-dire que les chèvres sont gardées à tour de rôle par leurs propriétaires. Ce devoir leur incombe dès après l'inalpe. Auparavant, les chèvres sont nourries à l'étable, puis elles paissent au printemps les prés de leurs propriétaires et sont ensuite emmenées aux mayens. Là déjà, du moins dans la haute vallée, des tours de rôle sont organisés. Chaque matin, un des propriétaires rassemble les chèvres en groupe et les chasse dans les communaux alentour. Durant la journée, il n'a pas à s'en occuper, mais il doit les chercher le soir si elles ne rentrent pas elles-mêmes.

Les tours sont connus à Verbier (troupeau de 42 têtes en 1942), Versegères (47), Prarayer (50), Bruson (80), Montagnier (45). Les chèvres de Lourtier sont divisées en deux troupes de 100 têtes environ chacun. Pour leur garde, il n'existe point de règlement. La tradition se continue d'année en année sans lois écrites. Lors d'une assemblée qui a lieu au printemps après l'inalpe du gros bétail, les obligations de chacun sont fixées et inscrites au protocole. L'on procède de façon suivante : un nombre de fiches datées en se suivant et correspondant au nombre de chèvres est préparé. Chaque propriétaire tire autant de fiches qu'il possède de chèvres. Qui en a une, gardera le troupeau durant un jour, qui en a quatre, durant quatre jours, toujours aux dates indiquées. Les habitants d'un bout du village commencent le tirage, leurs voisins continuent et ainsi de suite jusqu'aux habitants de l'autre bout du village. Si l'on ne veut pas garder le troupeau, l'on peut se décharger sur une tierce personne en la dédommageant de Fr. 5.— par jour.

Comme les chèvres sont laissées au pâturage jusqu'au 15 novembre environ, les tournées de garde sont épuisées avant cette époque, généralement vers la fin de septembre. A cette date, une seconde assemblée organise un second plan pour les 40 ou 45 jours qui restent. Selon l'importance du troupeau, une journée de garde doit encore être faite pour trois ou quatre chèvres ; qui en possède moins, fait une fraction de journée. Souvent, plusieurs propriétaires réunissent leurs fractions ; l'un d'eux fait la journée et les autres lui payent un petit dédommagement.

Le berger de fonction rassemble chaque matin son troupeau en allant de maison en maison. Si jamais il arrive qu'un beau matin personne ne vienne réclamer les bêtes, l'on s'empresse d'en informer le recteur. Celui-ci consulte le protocole et peut sur-le-champ constater qui a oublié son « tour ». Ce recteur est élu chaque année en automne pour la saison suivante ; son unique tâche consiste en ce contrôle des « tournées ».

Les chèvres sont autorisées à pâturer sur les terrains bourgeoisiaux appelés communaux où seuls les bourgeois ont le droit de faire paître leurs chèvres et leurs moutons. Exception est faite pour la région à gauche du village, du côté de Revers, où les travaux de reboisements doivent être garantis. Pour éviter les dégâts, le libre parcours aux alentours des villages est défendu dans

toute la vallée, à l'exception de Sarreyer où il est permis, mais en automne seulement. Par contre, l'on peut faire paître le menu bétail aux mayens et sur les alpages en automne après le départ du gros bétail.

Toute chèvre du troupeau est assurée. Au printemps, chaque bête est marquée à l'oreille d'un signe de reconnaissance. Vers l'automne, les chèvres perdent en valeur, vu la diminution de leur lait par suite de gestation.

Pour le village de Verbier l'estivage des chèvres est organisé d'une façon analogue à celle de Lourtier. L'on ne tire pas de fiches, mais l'on commence tout simplement les tours de rôle au bas du village et, procédant de maison en maison, chaque propriétaire avertit son voisin lorsque son tour est venu. Qui possède plusieurs chèvres, prend en général la garde pour autant de jours successifs. Tous les soirs les chèvres sont ramenées dans une étable où chaque propriétaire vient reprendre ses bêtes pour les traire chez lui.

Sarreyer confie ses chèvres (107 en 1941) à un chevrier qui est nommé lors d'une assemblée au début de juin. Ce poste n'est guère recherché. En 1941 deux chevriers, père et fils, se partageaient les fonctions. Le salaire est de Fr. 5.50 par chèvre pour la saison estivale qui dure en général du 16 juin au 20 septembre environ. Durant ce temps, les bêtes pâturent sur les communaux et sur les parties de l'alpage de La Chaux que les vaches ont déjà quittées, mais qui sont parfois encore occupées par le jeune bétail. Tous les soirs, le berger ramène son troupeau dans trois étables du village où il arrive vers 21 heures. Là, les propriétaires reçoivent leurs bêtes et les mènent chez eux pour la traite. Pour les étables occupées, nul dédommagement n'est payé puisque les propriétaires peuvent profiter de la fumure qui y est laissée. Le jour suivant, à 7 heures du matin, le chevrier remonte de l'étable du village sur l'alpage avec ses bestiaux. Après la désalpe du gros bétail (10-20 septembre) le troupeau, augmenté de 40 à 50 bêtes gardées jusque là au village, reste sur l'alpage jusqu'à l'époque des premières neiges (15 novembre environ). Le chevrier n'est plus payé en argent après la désalpe, mais il a droit au lait produit à ce moment. Aussi, les chèvres ne sont plus ramenées au village le soir, mais seulement au mayen habité par le berger. Il y fabrique le fromage qu'il peut vendre à son profit et cela constitue la meilleure part de son salaire.

Certains villages, comme Le Châble, Villette, Cotterg ou Champsec, ne connaissent plus depuis quelques années la bergerie, parce que les communaux manquent en partie ou alors sont trop éloignés. L'on ne regrette pas trop cet abandon, car les chèvres gardées à l'étable donnent un lait meilleur, parce qu'elles ne doivent pas se fatiguer à la marche et brouter des herbes peu favorables. En hiver, elles sont nourries à l'étable de feuilles de frênes et d'ormes séchées.

L'élevage de moutons

La race ovine diminue constamment dans la Suisse entière depuis plus d'une centaine d'années. L'importance numérique de l'exploitation en 1936 n'atteint plus que le 39 % de l'effectif enregistré en 1866. Cet affaiblissement a progressé malgré le nombre d'habitants augmentant et cela grâce au développement de l'industrie, grâce aussi surtout à l'extension de l'élevage sur d'autres domaines. Le bétail bovin augmentait à vue d'œil.

Au Val de Bagnes, l'élevage des moutons est de plus en plus abandonné, bien que la configuration du pays s'y prête à merveille. La raison primordiale en est l'abandon des campagnes et le délaissement de la vie rurale. Le dépeuplement a non seulement gêné l'agriculture dans son développement, mais l'élevage du petit bétail en a le plus souffert. La mode qui ne connaît plus le drap préparé et tissé sur place, est une raison de la décadence de la race ovine, une autre la pénurie des bergers. La diminution est due en partie aussi à la limitation des pâturages en commun par suite des agrandissements d'alpages, à l'interdiction stricte (depuis 1933) de faire pâturer les moutons dans la forêt, vu les dégâts considérables qu'ils y ont occasionnés, à l'hivernage relativement coûteux, à la disette de fourrage et aux bas prix de la laine avant la guerre.

La réduction du bétail ovin comporte entre 1886 et 1942 en tout 2491 pièces ou 84 % (voir le tableau à page 77). La recrudescence passagère de 1919 est due au fait que durant la guerre de 1914-18 notre pays manquait de matières premières, entre autres de laine. Elle a été observée aussi dans d'autres vallées alpines, dans le Domleschg p. ex. La demande croissante en viande et la hausse des prix avaient également stimulé l'élevage des moutons. « Il convient de souligner le fait remarquable que la produc-

tion des moutons s'est développée plus fortement durant la dernière guerre mondiale que depuis 1939. » Les modifications intervenues dans l'exploitation ovine ressortent clairement aussi des chiffres indiquant le nombre des moutons pour 1000 habitants. Il n'atteint pas la moyenne valaisanne de 187 en 1936 (Suisse 43 en 1936). Il est facile de prédire une disparition totale de la gent ovine du Val de Bagnes dans un certain temps. La régression est très considérable surtout entre 1921 et 1936.

Des 893 ménages bagnards, 114 ou 12,7 % seulement tiennent des moutons (en moyenne quatre pièces), pour la plupart des habitants de Verbier (140 moutons), Sarreyer (84), Médières (75), Lourtier (46) et Champsec (44), donc des plus hauts villages sis à proximité des alpages et communaux. Dans les autres habitats, l'on ne rencontre plus guère de moutons.

En 1902 encore (d'après A. Struby), presque tous les alpages recevaient 200 moutons en moyenne, Sery même 450, Giétroz 420, au total 3845 pièces. En 1910, 7 alpages seulement estivaient des troupeaux atteignant 1851 têtes en tout, donc à peu près 2000 de moins. Aujourd'hui, il en reste 1300 environ, en 1941 p. ex. à Chermontane 400, Giétroz 230, Grenier 180, La Chaux 350, Pierreire 270. De cet effectif, à peine la moitié se recrute de Bagnes, l'autre vient du dehors, surtout de Vollèges.

A Sarreyer et à Verbier, un syndicat organise l'estivage. A la mi-avril, mi-mai, les moutons sont taillés à l'oreille d'une marque de reconnaissance. Puis, chaque village constitue son troupeau qui va paître sous la garde d'un berger engagé par le syndicat des propriétaires sur les communaux à peine reverdis (prés maigres et marécageux). Au début, le troupeau est ramené aux écuries du village tous les soirs, mais lorsque la saison s'avance, on le fait camper à la belle étoile sur une petite étendue de terrain au-dessous de rochers. Cette saison de printemps se termine à l'époque des inalpes. Alors, les deux troupeaux se disloquent et sont amenés à La Chaux, où il est permis d'établir une bergerie sous un nouveau pâtre faisant partie du personnel de l'alpage, nourri et logé par le consortage. Par contre, ce sont les propriétaires des moutons qui paient son salaire. Une taxe de Fr. 1.60 est prélevée pour chaque pièce alpée. Les pâturages trop maigres et pierreux pour le gros bétail sont assignés aux moutons, ou bien ils finissent de tondre les gazons où les vaches ont passé. Le consortage a tout intérêt à tenir ce troupeau qui

amène une fumure très riche et efficace sur les pâturages. Lors de la désalpe, en septembre, les moutons sont menés au village pour la seconde tonte (la première a lieu en mars), puis renvoyés sur les hauteurs avec un berger de nouveau engagé par le syndicat. Ils sont autorisés maintenant à paître aussi bien sur l'alpage entier que plus tard sur les mayens que le gros bétail a quittés. Ils y restent jusqu'à la première neige, puis chaque propriétaire enferme pour l'hiver au village ou dans quelque remointze (à Sarreyer) les moutons qu'il a destinés à l'hivernage.

A Lourtier, le troupeau de moutons (70 pièces en 1942) est gardé à tour de rôle selon le même système que les chèvres. La saison de garde dure de la mi-mars jusqu'à l'inalpe — moment où les moutons sont envoyés à l'alpage avec les vaches — et de la désalpe jusqu'à la mi-novembre. Durant la seconde période, le troupeau demeure sur l'alpage d'ordinaire, livré à lui-même. Le gardien se contente d'une visite journalière de contrôle.

Jadis il arrivait que les Bagnards achetassent des moutons bergamasques au delà du Col de Fenêtre dans la vallée d'Aoste. L'importation n'était guère importante et se produisait surtout aux périodes de renchérissement du petit bétail en Valais, parce que le bétail valdôtain était de beaucoup meilleur marché. Ces moutons bergamasques à la robe blanche, de plus grande taille mais à la viande moins fine que les valaisans, entraient le plus souvent sans subir de quarantaine. Cela rendait ces importations — œuvre exclusive de marchands spéculateurs — impopulaires, car souvent la région était de ce fait infestée de fièvre aphteuse.

L'élevage de porcs

A Bagnes, l'exploitation porcine sert principalement aux besoins domestiques. En automne, après la consommation des réserves récoltées, l'abattage à domicile s'effectue dans presque chaque famille d'agriculteur. Dans ces hautes altitudes, la pénurie des fourrages naturels ne permet guère l'hivernage des porcs. Depuis que la guerre a éclaté, le nombre des possesseurs ainsi que l'effectif en porcs ont augmenté. L'on tend à se fournir en viande par cet élevage. En 1942, on comptait 595 possesseurs, soit 67 % des ménages (en 1936 50 % ; moyenne valaisanne en 1936 42 %, moyenne suisse 14 %), et 908 porcs, soit 252 têtes pour 1000 habitants (en 1936 à Bagnes 171, en Valais 176 et en Suisse 216).

A Bagnes comme dans tout le district d'Entremont, la possession de un ou deux porcs est de règle (en 1936 dans le district d'Entremont, 93,5 % des possesseurs en avaient une ou deux têtes).

La plupart des alpages de Bagnes font l'élevage de porcs. Leur nourriture se compose de la « recuite », du liquide laissé dans la chaudière après l'extraction du fromage et du séret et que l'on assaisonne d'herbes cueillies sur les pâturages. De cette manière, le lait est utilisé jusqu'à la dernière goutte. Si l'on veut engraisser les porcs, on ne peut naturellement en accepter qu'un nombre réduit. Les 51 fonds de l'alpage de La Pierreire p. ex. ne permettent que l'estivage de 10 porcs, donc d'un sur cinq fonds. C'est à peu près la proportion normale pour tous les alpages, non seulement de Bagnes mais de toute la Suisse¹. Mille estimait en 1941 33 porcs sur 160 vaches, Sery-La Lys 30 porcs sur 140 vaches, d'autres moins, comme Sixblanc (8 porcs, 62 vaches), ou Vatzeret (17 porcs, 132 vaches), donc un porc sur 7 à 8 vaches.

L'élevage présente certaines difficultés. Souvent, le troupeau est décimé par des maladies. Puis, plus l'été avance, plus il est difficile de le nourrir, car la diminution de la production laitière fait baisser la quantité de recuite disponible. D'autre part, les porcs en grandissant deviennent plus voraces et souvent on se voit obligé d'en renvoyer une partie au village avant la fin de la saison. Si le troupeau dépasse en nombre une douzaine de têtes, on est obligé d'engager un « petit-berger pour les pores » pour les surveiller. Ainsi, cet élevage n'est pas toujours lucratif. L'alpage de La Chaux a décidé en 1941 d'y renoncer complètement, après avoir tenu jusqu'en 1940, 35 porcs chaque année. La recuite chaude est maintenant employée par les aides-fromagers pour nettoyer la chaudière et les ustensiles. Le bois nécessaire à la préparation de l'eau chaude est ainsi économisé.

A Sery, on a renoncé à fabriquer le séret deux fois par jour pour pouvoir engraisser les porcs avec le petit-lait d'une traite. A Grenier, où l'approvisionnement en bois est si difficile, le séret n'est pas fabriqué du tout. Cela permet de nourrir de petit-lait un nombre considérable de porcs, c'est-à-dire 14 pièces sur 38 vaches.

¹ Stebler F. — Alp- und Weidewirtschaft. Berlin 1903. 471 p.

*Principaux résultats des recensements fédéraux
du menu bétail, de 1886 à 1942, à Bagnes*

Année du recensement du bétail	Possesseurs de chèvres	Effectif de chèvres	Chèvres pr 1000 habitants	Possesseurs de moutons	Effectif de moutons	Moutons pr 1000 habitants	Possesseurs de porcs	Effectif de porcs	Porcs pour 1000 habitants
1886	—	1281	301	—	2959	695	—	562	132
1896	—	1665	403	—	2711	657	—	1154	280
1901	—	1260	305	—	2583	626	—	656	159
1906	—	1724	418	—	2333	565	—	676	164
1911	771	1953	488	288	1598	393	511	791	195
1916	775	2022	498	288	1665	410	571	933	230
1921	759	2110	528	358	2106	527	511	965	241
1926	715	2015	504	197	1043	261	490	735	184
1931	663	1800	483	168	1078	290	470	668	179
1936	649	1704	458	88	575	154	456	637	171
1942	688	1599	444	114	468	130	595	908	252

Les chevaux et les mulets

On ne rencontre que peu de chevaux à Bagnes, par contre des mulets. Ce sont eux qui sont les bêtes de somme et de travail par excellence. Leur nombre n'a pour ainsi dire pas varié durant des dizaines d'années, excepté la période de 1930-1942.

1886	174 mulets	49 chevaux
1916	171 mulets	50 chevaux
1931	164 mulets	38 chevaux
1936	155 mulets	39 chevaux
1942	137 mulets	42 chevaux

En 1942, il y avait en tout 179 bêtes, une pour cinq ménages. Les 42 chevaux se partagent entre autant de possesseurs ; pour les mulets, le nombre exact de propriétaires est difficile à déterminer. On sait que dans beaucoup de localités valaisannes la plupart des bêtes de somme sont la propriété commune de plusieurs particuliers, parfois même jusqu'à six. Ils se sont réunis pour la dépense considérable que représente l'achat d'un mulet et ils en jouissent selon la part qui leur est due durant un demi-jour ou un ou plusieurs jours de la semaine, tous les mardis matin p. ex. ou tous les vendredis et samedis.

Pour illustrer ce fractionnement, citons en exemple les conditions dans le village de Lourtier, il y a peu d'années : 3 juments, 6 chevaux, 13 mulets et 14 mules, en tout 36 bêtes de somme étaient réparties entre 67 propriétaires de façon suivante :

Propriétaire unique d'un animal	18
» d'une moitié (3 jours par semaine) de mulet	19
» d'un tiers (2 jours) de mulet	16
» de 5/12 (deux jours et demi) de mulet	2
» d'un quart (un jour et demi) de mulet	5
» d'un sixième (un jour) de mulet	6
» d'un douzième (une demi-journée) de mulet	1
Total des propriétaires :	67
Mulets appartenant à 1 propriétaire	18
» » à 2 »	9
» » à 3 »	7
» » à 5 »	2
Total des mulets	36

Les fractions sont souvent partagées de façon inégale, celles des deux mulets ayant 5 propriétaires ainsi par exemple : pour le premier mulet trois portions d'un quart, une d'un sixième et une d'un douzième ; pour le second mulet une portion d'un tiers et quatre d'un sixième.

Ainsi, un mulet change de propriétaire trois ou quatre fois par semaine et parfois même quotidiennement. Ce changement continu d'écurie et de traitement ne l'incommodé aucunement. C'est une bête endurante et modeste qui se contente d'eau, de paille et de foin comme nourriture. Aussi est-il tenu en haute estime. Sa tâche est dure généralement, car chaque paysan se réserve naturellement d'exécuter certains travaux (transports, labours) les jours où il a le mulet. Le dimanche la bête est nourrie par ses divers propriétaires à tour de rôle. Lorsque les travaux de la vigne appellent ceux-ci à Fully, ils ne peuvent se contenter d'une ou deux journées de mulet. Le long trajet du village au vignoble est fait sur une charrette où s'empilent tonneaux et ustensiles et que la bête résignée traîne sur une distance d'environ 25 km., mais à une allure fort modérée. Le voyage seul, par conséquent, demande des heures. L'on s'arrange donc à faire des échanges de journées entre copropriétaires, ou plusieurs familles descendent en plaine en même temps pour se partager le mulet là-

bas. L'hiver venu, l'animal ne sert plus guère. L'usage de le mettre en hivernage chez quelque paysan du vignoble vaudois ne se pratique plus que très rarement. D'habitude, il est gardé à l'étable du village, car sa fumure est fort estimée. On dit même dans le pays que « le mulet paye son hiver lui-même ».

Le nombre des mulets varie passablement de village en village. Il dépend fortement des conditions de transport. Là où les bons chemins et les routes manquent, comme à Sarreyer, les charges se transfèrent avant tout à dos d'homme. Un paysan se contentera donc facilement d'une journée de mulet par semaine. Le plus grand nombre de mulets se trouve à Verbier (en 1942 27 sur 72 ménages), le plus petit au Châble (en 1942 quatre sur 120 ménages). Villette possède le plus de chevaux, huit.

La durée d'estivage

D'habitude, l'inalpe sur tous les alpages de la vallée supérieure a lieu entre le 24 juin (la Saint-Jean) et le 29 juin (la Saint-Pierre), deux jours fériés à Bagnes. Un printemps propice à la fonte rapide des neiges et à une croissance de l'herbe prématurée, permet de monter aux alpages dès la mi-juin ; si la saison est peu favorable, p. ex. après un hiver riche en neige suivi d'un printemps tardif, cela n'est pas possible avant le 1^{er} exceptionnellement même avant le 7 juillet. La date de l'inalpe peut donc différer, selon les conditions atmosphériques, de 10 à 15 jours. Ainsi, La Chaux a été occupée en 1934 le 21 juin, en 1937 le 28 juin, en 1939 le 1^{er} juillet et en 1941 le 3 juillet. La désalpe se fait entre les 15 et 20 septembre, lorsque la saison avancée et les pâturages devenus maigres, forcent les troupeaux à la retraite. Il est rare que le séjour puisse être prolongé au delà du 20 septembre, souvent même il doit être abrégé. Un été froid et pluvieux ou alors torride et sec force le bétail à quitter les pâturages avant terme. Un tel été fut celui de 1911. Les paysans étaient désolés de la sécheresse des mois de juillet et d'août. Les journées furent sénégalienues du matin jusqu'au soir et quelques nuages orageux parus dans les après-midi s'évanouirent sans laisser tomber la moindre averse. Les pâturages furent brûlés par le soleil impitoyable et la marche à suivre dut être abrégée. En 1941, vu la pénurie de fourrage, occasionnée par la sécheresse de juin, l'on dut quitter l'alpage de Crêt le 10 septembre, celui de La Chaux le 6

septembre déjà. De telles saisons lamentables se fixent pour longtemps dans la mémoire des montagnards. M. Gabbud¹ a recueilli les souvenirs de celle de 1816 p. ex. : « La saison des estivages fut excessivement piteuse. Les hauts chalets ne furent même pas habités. Le maximum du séjour du bétail à la montagne fut de 42 jours. On alpa très tard en juillet, puisque des particuliers montés dans les mayens avec leurs troupeaux en juin, y restèrent 40 jours avant de pouvoir réunir ce bétail au troupeau commun de la montagne ». Par contre, l'été de 1822 dut être particulièrement favorable. « On aurait fait du fromage en mai à Chermotannaz ».

En ce qui concerne la date des inalpes et désalpes, l'on doit presque toujours s'en tenir aux témoignages oraux. Sur les alpages non agrandis, les bonnes saisons permettent un séjour de 88-90 jours, les mauvaises un tel de 65-70 jours et moins encore (à La Chaux en 1941 65 jours, sa moyenne ne surpasse guère 75 jours). Ces courtes saisons estivales peuvent être occasionnées autant par le froid et la pluie que par une chaleur et une sécheresse excessives. Jadis, avant les agrandissements, les alpages haut-situés de Sery et de La Lys étaient occupés durant 70 jours seulement en moyenne, 80 durant les bonnes années, 60 durant les mauvaises. La saison de pacage également trop courte à Botzeresse, occasionnée par l'inalpe tardive, mécontentait ses consorts. Afin de la prolonger, le consortage obtint la permission de mettre son bétail au pâturage sur les communaux de Plan Chalet durant 10 à 12 jours au printemps. Grenier et La Pierreire par contre, grâce à leur exposition excellente sur les pentes rapides et ensoleillées où la neige disparaît tôt, étaient naguère les plus printaniers de la commune et l'inalpe s'y faisait entre les 8 et 15 juin, donc 15 jours plus tôt qu'ailleurs. Pendant ces dernières années, l'estivage a duré 100 jours en moyenne ce que prouvent les indications suivantes pour La Pierreire :

1933 101 jours	1936 96 jours	1939 99 jours
1934 103 jours	1937 101 jours	1940 102 jours
1935 96 jours	1938 99 jours	1941 101 jours
1942 103 jours		

Les dates précitées s'appliquaient jadis également aux alpa-

¹ L'an de misère au Val de Bagnes. Annales Valaisannes. Sion 1927. P. 12-25.

ges agrandis aujourd'hui. Cela ne peut étonner, car tous les pâturages de la vallée se ressemblent en ce qui concerne leur altitude, leur climat et la composition de leur sol. Qu'un alpage soit situé sur le flanc gauche (orientation est et nord-est) ou droit (orientation sud et sud-ouest), la durée d'estivage ne varie guère. Une exposition spécialement favorable n'est d'influence que dans un ou deux cas. Mais la durée de l'estivage ne dépend pas uniquement de ces données naturelles, l'influence humaine n'est pas sans importance. Certes, ce sont uniquement le temps plus ou moins favorable et l'état de la végétation qui décident de la date de l'inalpe et en premier lieu aussi de celle de la désalpe, mais cette dernière peut être retardée légèrement par les soins d'un maître-berger habile aidé d'un personnel capable. Il choisira avec soin l'emplacement des pâturages à exploiter et les divisera minutieusement en « repas » pour le bétail, prolongeant ainsi la saison estivale de quelques jours. D'habitude, les maîtres-bergers mettent leur amour-propre à ne pas quitter leur alpage avant le 20 septembre, à moins que l'herbe ne soit devenue par trop maigre ou le temps par trop mauvais. Des corvées exécutées consciencieusement, une répartition appropriée de l'eau et de la fumure, une marche à suivre éprouvée, l'entretien d'étables, tous ces facteurs peuvent contribuer considérablement à prolonger l'estivage. La charge de l'alpage est évidemment d'importance majeure. Ainsi l'alpage jadis surchargé (plus de 200 vaches) des Grands Plans devait terminer sa saison estivale dès les premiers jours de septembre.

Par l'annexion des mayens et terrains bourgeoisiaux sis à proximité, bon nombre d'alpages de la vallée inférieure ont pu prolonger passablement leur saison de pacage. Cet agrandissement permet pour quelques-uns d'entre eux, comme Servay, Mille ou Sixblanc, une montée plus précoce, c'est-à-dire entre les 10 et 18 juin (jadis 20-29 juin), pour Sery-La Lys même déjà entre les 1^{er} et 10 juin, il est aujourd'hui le premier de l'année ; c'est La Pierreire qui prend la seconde place. La désalpe de ces montagnes s'effectue 10 à 15 jours plus tard que naguère, soit entre le 25 septembre et le 5 octobre. Elles ont donc gagné 20 à 30 jours d'estivage et atteignent une moyenne de 110 à 120 jours. Ce résultat est des plus favorables. En 1943 un maximum a été atteint à Sery-La Lys avec 123 jours (inalpe le 31 mai déjà, désalpe le 30 septembre).

La différence entre les durées d'estivage avant et après l'agrandissement est moins importante pour les trois alpages situés au-dessus de Verbier, La Marlénaz, Les Grands Plans et Vatzeret. Elle ne comporte que 8 à 15 jours, haussant le nombre de 80 à 92-93 journées de pâturage. La montée s'effectue entre les 18 et 25 juin, la descente aux environs du 20 septembre (pour Les Grands Plans en 1932 et 1933 le 24 septembre, en 1939 le 25 septembre).

Depuis les agrandissements, la moyenne de la durée d'estivage au Val de Bagnes s'est accrue et atteint aujourd'hui 90 jours en comparaison de 82 jours en 1864 (statistique d'alpages) et de 84 jours en 1902 (A. Struby).

Pour certains alpages (Les Grands Plans p. ex.), c'est le rec-teur qui fixe la date de l'inalpe après consultation du maître-berger et après avoir vérifié avec lui l'état des pâturages. Pour d'autres (Mille p. ex.) ce sont les consorts qui décident du moment propice. « La plupart des consorts alpants sont représentés sur la montagne les jours de corvée et bien des fois, profitant de cette réunion, on y fixe le jour de l'inalpe, après avoir jugé si l'état de la végétation permet d'y amener bientôt les vaches ». (M. Gabbud).

Les étés froids et humides entravent le parcours des pâturages, surtout s'il s'effectue en des altitudes dépassant 2200-2300 m. où le climat est, de toute manière, peu favorable. Presque toujours les plus hauts chalets, situés entre 2300 et 2600 m., ne peuvent être occupés que durant peu de jours, 6 à 8 au maximum, excepté à La Pierreire, et en plein été seulement, vers la fin de juillet ou au commencement d'août, au moment où le temps est relativement favorable et où la maigre poussée d'herbe atteint le maximum de sa croissance. On ne prolonge souvent pas le séjour, même si le temps le permettait, car certains pâturages situés plus bas n'ont été que rapidement ou pas du tout touchés à la montée pour donner à l'herbage la possibilité de croître encore (p. ex. à Chermontane). Ces parties sont exploitées à la descente, ainsi que celles où la seconde poussée d'herbe est assez avancée pour permettre le pacage. A La Pierreire, les rechanges qui ne sont qu'au nombre de trois, sont occupées pour une durée de temps à peu près la même. Elle est de 10 à 15 jours au printemps et de 15 jours en automne à la plus basse, de 20 jours au prin-

temps et de 10 jours en automne à celle du milieu et de 35 à 40 jours successifs à la plus haute, au milieu de la saison d'estivage. Sur les pâturages bien exposés du plateau de Verbier, moins dépendants des conditions atmosphériques, les troupeaux n'avancent que lentement de rechange en rechange et ne gagnent les plus hautes entre 2200 et 2300 m. qu'au début de septembre. Ainsi, on laisse à l'herbe le temps de croître. Après une halte de 8 jours dans ces hauteurs, la descente se déroule rapidement.

Depuis les chalets supérieurs, les troupeaux vont pâturer jusqu'à des altitudes de 2600-2700 m., mais rarement plus haut. Si le temps se gâte, les bergers gagnent avec le bétail les rechanges inférieures, descendant souvent jusqu'à celle comprenant l'écurie, car hommes et bêtes ne peuvent s'exposer trop longtemps aux intempéries sans en souffrir. Ces migrations répétées entre les rechanges les plus hautes et celles inférieures compliquent de beaucoup la tâche déjà difficile des bergers. Quelques exemples serviront d'illustration : le matin du 7 août 1941, le chalet le plus haut de l'alpage de Sevreu, « Remointze » (2410 m.), fut occupé ; l'après-midi, la température baissa subitement et la neige se mit à tomber. Le troupeau dut quitter le pâturage pour regagner la rechange « Les Ecuries » (2130 m.) et y attendre le retour du beau temps. Quelques jours plus tard, il put remonter à « Remointze ». Durant le même été, la rechange de « Colachon » (2380 m.) à Crêt-Vasevay ne put être habitée que pour trois jours au lieu des huit jours habituels. La chute de température fut telle que l'on décida à 2 heures de la nuit de quitter le chalet pour gagner la rechange du « Crêt » portant une étable. La même période de mauvais temps força les bergers et le bétail de Sery-La Lys à changer trois fois de domicile dans le courant d'une semaine entre le chalet « Pindin » (2360 m.) et « Ecurie Sery » (2243 m.), de même à Grenier entre l'écurie des « Resses » (2080 m.) et le chalet « Aux Plans » (2190 m.). Si la période de mauvais temps se prolonge, on n'hésite pas à descendre encore, même jusque dans les mayens. Quelques alpages (p. ex. Sevreu et Grenier) font durant l'été une petite réserve de foin sauvage qui est utilisée durant les journées qui ne permettent pas le pâturage en plein air. En cas de nécessité, les paysans amènent aussi pour deux ou trois jours de fourrage qu'ils ont gardé à cet effet au mayen ou au village. Durant les journées froides des 19 et 20 juillet 1942, les vaches de l'alpage de La Pierreire se trouvèrent

à la plus haute rechange (2200 m.). Depuis Lourtier (1080 m.), chaque consort fut obligé d'y porter environ 25 kg. de foin.

Sur les alpages aux rechanges nombreuses (La Chauv, Les Grands Plans, Vatzeret), les séjours dans les divers chalets ne sont que de courte durée, d'une semaine en général, de 10 à 15 jours exceptionnellement. Fréquemment, on n'y reste que 2 à 4 jours. Seuls les alpages portant une étable, les nouvelles montagnes basses notamment, reçoivent souvent bergers et bétail au début et à la fin de l'estivage, pour 1-1 ½ mois en tout, ainsi Sery-La Lys ou Servay.

L'estivage et l'hivernage

La commune de Bagnes peut estiver sur ses alpages tout le bétail ayant passé l'hiver dans les écuries de ses villages. S'il arrive néanmoins que quelques bestiaux passent l'été en dehors de la commune, ce sont des cas exceptionnels. Quelques particuliers estivent une vingtaine de vaches dans le Val d'Entremont, p. ex. à l'alpage « Les Planards » sur Orsières. D'autre part un nombre à peu près équivalent est amené du dehors ; mais ces hôtes ne sont pas reçus régulièrement. Ainsi à Giétroz ont été alpées en 1942 des vaches de Saillon (vallée du Rhône) et à Sery quelques-unes appartenant à l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf. Les Bagnards n'aiment guère à louer leurs fonds à des étrangers. Ils désirent jouir eux-mêmes de leurs alpages qui suffisent juste à leurs besoins. Seul, l'alpage non bourgeoisial de La Pierreire reçoit chaque année une vingtaine de vaches de Vollèges.

Bien des régions alpines possèdent aux alentours des villages des prés où chaque citoyen a le droit de faire pâturer une ou plusieurs têtes de gros bétail. Ces communaux villageois sont inconnus dans la vallée de Bagnes. S'ils existaient naguère, ils ont été joints aux alpages ou partiellement abandonnés. Les bestiaux, y compris le petit bétail, ne sont pas non plus, comme ailleurs, autorisés à paître librement en automne (exception est faite à Sarreyer pour le petit bétail).

L'estivage ne présente en général pas de sérieuses difficultés. La question qui préoccupe surtout les paysans, est celle du gain du fourrage nécessaire pour les sept mois environ que le bétail séjourne à l'étable. Ce fourrage doit être livré en majeure partie par les prés insérés entre les bandes de champs cultivés

sur le talweg et au bas des pentes¹. Cette zone agricole habitée en permanence se compose de 60 à 70 % de prés et 30 à 40 % seulement de champs cultivés. Les temps de guerre amènent actuellement, comme en 1914 déjà, une augmentation passagère des cultures ; plus tard l'on retournera sans doute à l'ancien régime. Il s'agit là de prés gras régulièrement bumentés dont l'herbe peut être fauchée deux fois par an, la première fois dans la vallée inférieure à la mi-juin, dans la vallée supérieure au commencement de juillet, la seconde fois aux deux endroits au début de septembre. Chaque fenaison dure à peu près quinze jours. Pour engraisser ces prés, l'on se sert en partie du fumier des étables, en partie d'engrais chimiques. Souvent, on procède de la façon suivante : une année, l'on étend de la fumure, puis on laisse passer la seconde pour répandre de l'engrais chimique la troisième et ainsi de suite. Une partie de la réserve d'hiver ($\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$ environ) provient de la récolte faite aux mayens de fin juillet à mi-août. Etant de qualité supérieure, elle sert en première ligne de fourrage aux vaches après le vêlage, car il stimule la production laitière.

Le nombre de bétail à hiverner doit être adapté aux possibilités qu'offre la récolte. Même en temps normaux, l'hivernage est difficile, car jamais il n'y a abondance de fourrage. Aussi, l'on s'aide comme on peut pour le faire durer. Le bétail est nourri de betteraves dont la culture a beaucoup augmenté depuis la guerre, puisque les concentrés manquent presque complètement. Les feuilles font la pâture des pores, qui sont nourris aussi de farine de fèves. En de rares endroits (au Châble p. ex.), l'on cultive le maïs pour en utiliser les feuilles et les tiges comme fourrage. Le petit bétail mange des feuilles d'ormes séchées et mélangées à une bouillie de farine et d'eau ; pour le gros, de la paille de blé finement coupée est parfois mélangée au foin, pour les mulets à l'avoine. On ne rencontre donc qu'exceptionnellement des litières de paille dans les étables. Ce sont avant tout des branches et des aiguilles de pin, de mélèzes surtout, parfois aussi des feuilles qui servent à cet usage.

¹ La statistique des cultures de la Suisse, Berne 1943, indique pour Bagnes pour 1939 les chiffres suivants : total des cultures 150.264 a., cultures herbagères en tout (sans les pâturages pour l'estivage) 127,983 a., prés naturels 52,628 a., prés à faible rendement 41,914 a., prairies artificielles 1265 a., champs de luzerne 529 a., autres plantes fourragères 59 a., pâturages fauchés périodiquement 4 a., pâturages (mayens) 31,584 a.

Malgré toutes les précautions prises, il arrive trop souvent que les provisions de foin sec, paille et regain ne suffisent pas. C'est pourquoi les montagnards s'en vont à la recherche du foin sauvage poussant dans les régions rocheuses, sur des pentes abruptes qui dominent parfois d'effrayants précipices. Il est permis de faucher partout, sauf sur les alpages et naturellement sur territoire privé. « Lourtier, dernier village de la vallée, possède moins de terrain cultivable que les villages inférieurs ; ses habitants se voient obligés de compléter leurs récoltes par le foin sauvage des rochers que le bétail des pâturages ne peut atteindre. Ces terrains appartenant à la commune sont utilisés librement ; les premiers qui arrivent choisissent les places qui leur conviennent ». (I. Mariétan). Ce foin, gagné à grand'peine, est transporté à dos d'homme par grandes charges aux villages par des chemins souvent presque impraticables. Vu la mauvaise récolte de 1942 et de 1944, certaines familles de Lourtier furent obligées ces étés-là de ramasser pour leurs deux vaches et leur génisson jusqu'à 130 charges de foin sauvage de 25 à 30 kg. chacune, en comparaison de 20 charges pour les années normales.

Dans toute la vallée, l'on pratique aussi à l'occasion le système de faire hiverner le bétail chez des paysans disposant d'un surplus de foin, de le « donner en pension ». Certains habitants, même de Lourtier, envoient le leur jusqu'à Martigny. Mais le cas est assez rare. Celui qui nourrit une vache étrangère reçoit en dédommagement le lait de sa pensionnaire et le veau qui naît dans le courant de l'hiver.

D'habitude, une pièce de gros bétail est vendue en automne. Puis, au mois de novembre, chaque ménage tue un porc et une chèvre, parfois aussi un génisson. La viande est salée et fumée. Chacun se pourvoit ainsi en automne avec ses propres bêtes et pour l'année entière.

En temps normaux, à Bagnes, le nombre de bétail hiverné équivaut à peu près à celui du bétail estivé. Mais il suffit de quelque circonstance exceptionnelle, de temps de guerre comme nous les vivons aujourd'hui, ou d'une saison de sécheresse qui amène une mauvaise récolte et une désalpe prématurée, pour amener des dérangements sensibles. Une telle année a été celle de 1942, la première depuis 1921, où la fenaison qui eut lieu un mois plus tôt qu'à l'ordinaire, ne donna qu'une demi-récolte. La sécheresse des mois de mai et de juin (54 mm. de précipitation au

total) fut désastreuse pour la fenaison. Les habitants assurent que de mémoire d'homme l'on ne vit aussi maigre récolte de foin dans la vallée. Une telle pénurie de fourrage devient presque une catastrophe. Aussi la Fédération Valaisanne des Produits Laitiers a-t-elle lancé un appel urgent pour la rapide adaptation des troupeaux aux circonstances, afin que chacun n'ait, au seuil de l'hiver, que le troupeau pour lequel il possède du fourrage en suffisance par les moyens de l'exploitation vu le rationnement des concentrés dont les dernières réserves vont s'épuisant. Les paysans ont donc été obligés de vendre une grande partie de leur bétail en automne et de plus d'en faire hiverner bon nombre dans des endroits plus favorisés pour la récolte des fourrages. C'étaient spécialement les communes voisines du canton de Vaud qui entraient en question. Ainsi la coutume presque abandonnée de mettre les vaches en pension en hiver a été pour une fois reprise dans la vallée entière, comme du reste dans tout le Bas-Valais. Il s'agissait de maintenir un effectif en bovins qui garantirait pour l'été suivant une charge appropriée aux alpages et un rendement suffisant de l'estivage. Pour ne pas trop entraver la production laitière durant l'hiver 1942-1943, l'on envoya aussi en hivernage autant de jeune bétail que possible. Pour ce dernier le prix de pension était fixé proportionnellement au poids augmentant, p. ex. Fr. 2.— par kilo pris durant l'hiver. L'organisation de cet hivernage trouva l'appui et la pleine approbation du Département de l'Intérieur du Valais grâce à l'initiative du conseiller d'Etat Maurice Troillet, ainsi que celle de la Fédération Valaisanne des Produits Laitiers et de la Fédération des Syndicats d'élevage de la race d'Hérens.

Malgré les précautions prises, la vente et la mise en pension des vaches ont eu des suites lamentables pour la fabrication des produits laitiers en hiver. Les laiteries des petits villages n'ont guère pu être mises en train. La réduction des quantités de lait a été très forte, de 30 à 35 % en moyenne, pour la commune entière de 350,000 l. approximativement. Dans la « Laiterie en haut » de Versègères p. ex. au lieu de la moyenne habituelle de 56,000 l. de lait par saison, on n'obtient que 40,000 l.

Le manque de foin et la réduction du bétail ont influencé fortement l'estivage de l'année suivante. Bagnes comptait au printemps 1943 2669 pièces de bovins, dont 1544 vaches, 1107 pièces de jeune bétail et 18 taureaux, c'est-à-dire 242 têtes de moins

qu'en 1942 (120 vaches et 122 têtes de jeune bétail). D'après le matériel dont nous disposons, ce chiffre désigne l'effectif en bovins le plus bas qui ait été noté dans la vallée depuis 1866, époque des premiers recensements fédéraux. Les charges normales, en vaches notamment, ne purent être atteintes sur tous les alpages en 1943. A l'encontre du règlement, l'on dut permettre çà et là d'estiver une tête de jeune bétail à la place d'une vache, circonstance fâcheuse pour la production laitière. Le manque de fourrage de 1942 a donc amené pour les paysans bagnards des pertes sensibles. Il en était de même pour l'année 1943 qui, après une fenaison médiocre, n'apporta que très peu de regains par suite de la grande sécheresse. De nouveau on a été forcé de vendre une bonne partie du bétail et d'en envoyer une autre en hivernage. Le nombre des bestiaux dut encore être réduit fortement (d'environ 20 %). La conséquence désastreuse en a été une charge insuffisante des alpages durant l'été 1944 (p. ex. à La Chaux 195 vaches au lieu de 230). Pas assez de cela, cet été a causé une sécheresse déplorable. En plusieurs endroits la récolte de foin est misérable et ne comporte que la moitié ou même un tiers seulement d'une récolte normale. Les paysans devront se borner à hiverner à l'étable la moitié seulement de leur bétail. Et que faire du reste ?

L'état d'entretien et le rapport des alpages

L'entretien des alpages était au début de notre siècle encore loin d'être modèle. Les rapports d'inspection datant de cette époque le confirment, car ils énumèrent bon nombre d'imperfections : négligence générale, pierres et mauvaises herbes pas ou insuffisamment enlevées, pas d'étables, chemins et chalets en mauvais état, manque d'eau, fumure peu rationnelle, manque de personnel bien préparé à ses devoirs.

Le laps de temps relativement court qui s'est écoulé depuis, a amené quantité d'améliorations, notamment dans la basse vallée ; l'on s'en aperçoit fort bien en parcourant les alpages. Ce mieux sensible est dû au bon sens et à la bonne volonté des conjoints qui se sont courageusement mis aux travaux de corvée réguliers et efficaces. De grandes quantités de mauvaises herbes ont été enlevées, des tas de pierres se dressent un peu partout et sur certains alpages le sol a été aménagé en « banquettes », petites terrasses artificielles parcourant le terrain. « Par ce pio-

chage, le sol gagne énormément en fertilité et les frais du travail sont largement compensés. De plus, ce sol remué se recouvre en une année d'une bonne couche de gazon et les banquettes conservent leur bienfaisante action jusqu'à 40 et 50 ans. » (A. Struby). Néanmoins, sur certains alpages les améliorations pourraient être poussées plus loin encore en augmentant le nombre des corvées, par vache. Le nettoyage devrait porter aussi sur les buissons, les broussailles et toutes les plantes délaissées par le bétail. L'herbe est bonne en général, avant tout sur les pâturages de la vallée inférieure. Ceux de la vallée supérieure portent parfois passablement de mauvaises herbes, genévriers, rhododendrons et poils de chien ; ensuite, bien des endroits sont abîmés par les éboulis et recouverts de pierres. Il semble bien que par endroits la lutte contre cette dévastation du terrain soit inutile, comme à Corbassière. Tout récemment encore, le 13 mai 1943, la partie inférieure de cet alpage a souffert des suites d'un glissement de terrain (de schistes), qui s'est opéré sur la pente nord des Becs de Corbassière (à l'est du point 2547 m.). Un chalet s'y est effondré. De plus, une partie des mayens de Fionnay a été recouverte. Des blocs de quelques centaines de m³ ont été détachés ; le plus grand mesure environ 3000 m³ (10 m. de haut, 10 m. de large et 30 m. de long). Par bonheur, les masses d'éboulis ont été arrêtées juste avant Fionnay, effleurant presque les premières maisons. Quelques blocs sont tombés sur les mayens de Revers. Une étendue de terrain d'environ 50 mesures (20,000 m²) a été dévastée et les dommages atteignent près de Fr. 20,000.— une somme considérable pour ces paysans montagnards. Une partie des frais a été couverte par le Fonds Suisse de Secours pour les dommages non assurables causés par des forces naturelles. Par ce glissement de terrain, l'aspect de Fionnay et de Revers a sensiblement changé¹. A. Mazériaz, des éboulis descendent sans cesse des pentes du Mont Pleureur. Les torrents amènent quantité de déjections et les avalanches sont nombreuses. Les travaux pénibles d'épierre-

¹ Le 5 août 1943 nous avons eu l'occasion de visiter les lieux de l'accident en accompagnant la Commission (M. le colonel Albisetti et M. le conseiller national Escher, de Brigue), chargée de faire l'appréciation des dommages. Malgré les dommages causés toujours à nouveau par les éléments, les avalanches, les crues des torrents ainsi que les éboulements, les paysans restent attachés à leur terre. La preuve en est qu'au printemps 1943, peu de temps avant l'éboulement, lors d'une vente aux enchères à Fionnay, Fr. 1.60 furent offerts et payés pour le mètre carré de mayen. Par suite du glissement de terrain, l'estivage à Corbassière est rendu plus difficile encore et réduit de plusieurs jours

ment doivent être repris sans relâche printemps après printemps et souvent en vain. Aussi quelques rechanges à droite de la Dranse, se trouvant dans la zone même des éboulements et cônes de déjections, ont dû être abandonnées. La valeur de l'alpage a fortement diminué. Bien que sa charge de vaches ait baissé (en 1902 60 vaches, en 1941 42 vaches), elle est encore trop haute.

D'autres travaux d'amélioration entrepris durant ces dernières années consistaient en la captation d'eau et la construction de fontaines dans les régions pauvres en cours d'eau naturels. Nombre de chemins menant aux alpages ont été remis en état ou construits à neuf. Des chemins carrossables mènent aujourd'hui p. ex. même jusqu'à l'écurie de Sery à 2243 m. d'altitude. Souvent il est presque impossible, vu le terrain aride et escarpé, d'ouvrir et de tenir en état de bons chemins. L'on se contente donc de sentiers à peu près praticables et souvent dangereux pour le bétail. Là où ils traversent une gorge ou longent un précipice, les bêtes doivent parfois être surveillées et aidées par des personnes engagées à cet effet. C'est d'usage sur les alpages de Grenier, Giétroz, La Liaz et La Pierreire. A Grenier, un défilé particulièrement difficile ne peut guère être franchi par temps de pluie sur le terrain glissant. Les avalanches, les fontes de neige et les écroulements de roche le recouvrent périodiquement de boue et d'éboulis. Chaque printemps l'on épierre et remet en état certaines parties du chemin. Mais c'est peine perdue ; le premier orage détruit de nouveau tout ce pénible travail. La construction d'un nouveau chemin serait par trop coûteuse. En ce qui concerne les chalets, beaucoup laissent à désirer, bien qu'il en ait été construit un certain nombre récemment. Il importe de mentionner que les deux tiers des alpages sont pourvus de belles étables. A l'aide de bisses à purin qui en partent, la fumure diluée d'eau est amenée aux alentours. Rien que pour la commune de Bagnes, les dépenses des entreprises d'améliorations s'élèvent d'après Ed. Jacky¹ à plus de un million et demi de francs.

Pour obtenir un rendement satisfaisant, il ne suffit évidemment pas d'améliorer le terrain des alpages et de veiller à leur bon entretien. Il s'agit tout autant d'influer sur les consorts en les éclairant sur les avantages d'une exploitation raisonnable et rationnelle et en les intéressant à des innovations salutaires. Ain-

¹ L'élevage des espèces bovines, chevalines et mulassières en Valais. Châteauneuf-Sion 1943. 600 p.

si, toutes les corporations ont remédié à certains inconvénients de leur organisation. Des règlements strictement observés limitent la charge de chaque alpage et donnent les directives pour le mode d'exploitation et le meilleur entretien des pâturages. L'arbitraire, le hasard et l'exploitation au petit bonheur ont été bannis. Nous trouvons partout aujourd'hui un personnel d'alpage bien préparé à sa tâche. Les fromagers avant tout ont été instruits à fabriquer un fromage d'excellente qualité, très apprécié bien au delà du pays. D'ores et déjà, de nombreux propriétaires font partie d'associations ayant pour but l'élevage rationnel du bétail comme la Fédération des Syndicats d'élevage de la race d'Hérens¹. Elle comptait en 1940 63 sections avec 2719 sociétaires dont 441 de la commune de Bagnes (comprenant cinq sections), donc plus de la moitié de ses propriétaires de bestiaux, avec au total 939 vaches inscrites, 265 pièces de jeune bétail et 13 taureaux, en tout donc 1217 animaux. Il ressort de ces chiffres que près de 40 % du troupeau total sont actuellement immatriculés dans les registres généalogiques. C'est une proportion très élevée.

Depuis l'année 1928, d'imposants agrandissements d'alpages ont été réalisés et depuis des dizaines d'années on travaille sans relâche à l'amélioration des pâturages. Durant la période de 1904 à 1928 déjà, on a dépensé pour ces travaux dans la commune de Bagnes 250,000 fr. et depuis environ 600,000 fr. encore. Il est vrai que la Commune, le Canton et l'Etat ont accordé des subventions, mais la majeure partie des dépenses a été couverte par les consorts. Cet esprit de sacrifice, la faculté d'adaptation à des innovations salutaires, ont ouvert la voie au progrès et garantissent pour l'avenir la prospérité de l'économie alpestre.

La valeur des alpages est assez difficile à déterminer ; il n'est pas opportun de traiter dans cet essai géographique cette matière passablement délicate et complexe et d'y faire des calculs compliqués ; nous laisserons ce soin aux inspecteurs d'alpages, plus compétents que nous.

Les pâturages de la commune de Bagnes s'étendent d'après A. Struby (1902) sur une surface totale de 8136 hectares (27,5 % de la superficie communale), dont 5160 hectares de terrain productif (17,5 % ou environ 1/6 de la superficie communale). Ce

¹ Fellay A. et Luisier A. — Rapport de la Fédération des Syndicats d'élevage de la race d'Hérens. St-Maurice 1940. 15 p.

sont là naturellement des chiffres approximatifs. L'extension est supérieure d'à peu près 300-400 ha. depuis 1928, époque des agrandissements. Les 19 alpages peuvent nourrir environ 2700 têtes de gros bétail (en 1941 : 2738, dont 1622 vaches) et 1400 têtes de menu bétail pendant 90 jours de pacage en moyenne (depuis les agrandissements). La valeur d'un pâturage peut être évaluée d'après l'étendue de terrain, appelée pâquier, nécessaire à l'estivage d'une vache pendant la belle saison (90 jours). Ce sont en montagne 2 à 2,3 ha. environ. Vu la durée d'estivage moyenne de 84 jours (avant les agrandissements) cela fait d'après A. Struby 2917 pâquiers ; pour la durée moyenne de 90 jours, citée plus haut, leur nombre serait de 2718. Depuis 1928 ils se sont accrus de 200 pâquiers environ.

Le rendement d'un alpage s'exprime aussi par la quantité des jours de vache par hectare, c'est-à-dire que l'on détermine le nombre des jours pendant lesquels un hectare peut nourrir une vache. Pour l'obtenir, il faut multiplier le nombre de fonds de vache par le nombre moyen des journées de pacage et diviser le résultat par le nombre des hectares de pâturages productifs. D'après le schéma créé par la Société suisse d'économie alpestre, une vache vaut un pâquier, une génisse $\frac{5}{6}$, un génisson $\frac{1}{2}$, un veau $\frac{1}{4}$ et une chèvre ou un mouton $\frac{1}{5}$ de pâquier. En fixant le nombre de jours de vache, il faut donc traduire les pâquiers de jeune et petit bétail en pâquiers de vache. Pour les alpages bagnards A. Struby obtenait en 1902 244,683 (en 1864 203,364) jours de vache et 47 jours par hectare. Ce chiffre est valable sans doute aujourd'hui encore. Il n'atteint pas la moyenne de 55 jours par hectare indiquée pour la Suisse dans la statistique des alpages de 1864. — De tous les alpages, Crêt-Vasevay accuse le moins de jours de vache par hectare (26), il est suivi de Louvie (32) ; Botzeresse (73), Les Grands Plans, Mazériaz (69) en possèdent le plus ¹.

Pour traduire la valeur des alpages en argent, on peut se baser sur la valeur et le nombre des fonds de vache. Elle dépend de la qualité des montagnes. Pour celles éloignées et de qualité moyenne, quelquefois même sans étable, l'on paye actuellement

¹ La Société suisse d'économie alpestre a établi en 1943 un nouveau tableau de pointage pour alpages et pâturages. L'on y désigne comme pâquier normal 100 jours d'estivage. Un alpage y est jugé à trois points de vue : 1. appréciation des conditions de production de l'alpage ; 2. appréciation des installations de l'alpage et 3. appréciation de l'exploitation de l'alpage.

Fr. 100.— environ par fonds, p. ex. à Botzeresse, La Liaz ou Chermontane ; pour celles mieux situées Fr. 200.— p. ex. La Chaux ou Crêt-Vasevay et pour celles s'étendant au-dessus du plateau de Verbier Fr. 400.— à Fr. 500.—, p. ex. Les Grands Plans ou La Marlénaz. Pour La Pierreire, on obtient Fr. 600.— à Fr. 700.—. La valeur des fonds de vache des meilleurs alpages, agrandis récemment, a beaucoup augmenté, p. ex. pour Sery-La Lys de Fr. 100.— avant l'agrandissement à Fr. 1500.— actuellement ; pour Servay de Fr. 100.— à Fr. 1100.—, pour Mille de Fr. 150.— à Fr. 700.— (1942) et une fois les étables terminées, à Fr. 1200.—. La valeur totale de tous les fonds de vache est d'environ Fr. 700 mille à Fr. 750,000.— Cela fait par fonds de vache Fr. 400.— à Fr. 450.— en moyenne. En 1864, cette moyenne était de beaucoup inférieure ; elle s'élevait de Fr. 100.— (Torrembey et Vingt-Huit) à Fr. 200.— et à La Pierreire au maximum à Fr. 250.—.

A la valeur des fonds des alpages bourgeoisiaux vient s'ajouter celle du territoire appartenant à la commune bourgeoisiale. N'étant pas compétents pour cette évaluation, nous n'approfondirons pas la question. Les alpages sont une source de revenus pour la commune. La caisse bourgeoisiale retire pour les tailles en moyenne Fr. 2300.— à Fr. 2400.— par an outre les impôts communaux.

Le rapport net d'une vache durant les années 1928-39 après déduction des frais d'estivage (taxes, améliorations d'alpage, salaires des domestiques) et d'impôts était de Fr. 120.— à Fr. 130.— (en 1864 Fr. 18.— à Fr. 21.—) en moyenne. Durant les années moins bonnes, il s'abaissait à Fr. 104.— (en 1934 à Sery-La Lys p. ex.), durant les années meilleures (depuis la guerre !) il s'élevait jusqu'à Fr. 200.—. Une partie de cette somme représente naturellement l'intérêt de l'action qu'est un fonds de vache. En se basant sur le nombre de 1700 vaches, l'on obtint un rapport net de Fr. 221,000.— pour tous les alpages avant 1940 et de Fr. 340,000.— depuis 1940. A cette somme s'ajoute la valeur que représente l'estivage des autres bestiaux.

L'exploitation agricole

Après avoir traité en détail l'exploitation alpestre, nous désirons donner un court aperçu de l'exploitation agricole, mais seulement en tant que sa connaissance peut être utile dans le cadre

de ce travail. Le rôle secondaire qu'elle joue dans la vie économique bagnarde fait ressortir clairement la position dominante qu'y occupent l'élevage du bétail et la fabrication des produits laitiers. Néanmoins, les paysans pourvoient presque entièrement à leurs besoins en denrées alimentaires. Il est donc évident qu'une partie du terrain doit être réservée aux champs cultivés.

En été, la vallée de Bagnes présente une vraie mosaïque de champs petits et moyens et de bandes gazonnées. On y compte environ 50,000 parcelles. Un cadastre existe depuis 1880, il n'a cependant pas encore été dressé de plan cadastral communal. La surface totale des terres arables est d'après le recensement de la commune de Bagnes de 1943 de 195 ha., dont 70 ha. de céréales, 78 ha. de pommes de terre, 19 ha. de betteraves, 19 ha. de légumes et 9 ha. de fraises¹. Beaucoup plus importante, la superficie des prairies atteint 1028 ha. D'après le recensement fédéral des entreprises agricoles de 1929² le nombre total des exploitations agricoles est de 804, dont 746 où le chef est principalement agriculteur. Une exploitation a une grandeur moyenne de 2,7 ha. ; il s'agit donc en première ligne de très petits domaines. Parmi eux il en existe 134 (16,7 %) qui n'atteignent pas plus d'un hectare ; la plupart, c'est-à-dire 575 (71,5 %) comptent 1,1-5 ha. et 91 (11,3 %) 5,1-10 ha. ; 4 seulement (0,5 %) dépassent 10 ha. Le nombre moyen de parcelles par exploitation est de 60, mais souvent un paysan en possède 100-150, exiguës pour la plupart. La grandeur moyenne d'un fonds n'est que de 400 à 500 m², beaucoup n'ont que 100 à 200 m² de surface. A Verbier p. ex., lors d'un héritage en 1940, une parcelle de 18 m² dut être partagée ! Il en est donc à Bagnes comme à Münster p. ex. dans la vallée de Conches. A part les droits d'hérédité, cette subdivision de la propriété s'explique par la nature variée du sol qui est parfois fertile, parfois stérile, froid ou ensoleillé, aride ou fangeux, herbu ou boisé. Chacun veut posséder sa part du terrain riche et doit en compensation se contenter d'un certain nombre de parcelles moins favorisées. Dans le temps, la vallée était beaucoup plus isolée et moins ouverte à la circulation et au commerce qu'aujour-

¹ La statistique des cultures de la Suisse, Berne 1943, indique pour Bagnes pour 1942 (en parenthèses pour 1939) les chiffres suivants : terres arables 186 ha (165 ha.), céréales 75 ha. (61 ha.), pommes de terre 81 ha., légumes 11 ha., fraises (25 ha.).

² Statistiques de la Suisse. — Les exploitations agricoles en Suisse. Berne 1933.

d'hui et chaque famille était obligée de tirer de son propre sol les produits indispensables comme le blé, les fruits, les produits laitiers. Pour obtenir de cette terre souvent si parcimonieuse de quoi vivre, il fallait bien cultiver du terrain à de différentes altitudes : les champs et les prés sur le fond de la vallée ou à la base des versants, les pâturages dans les hautes régions et les vignobles dans la vallée du Rhône à 25 ou 35 km. de distance. Ces petits champs à Bagnes portent du blé, des pommes de terre et des légumes. Prenons comme exemple les fonds du paysan Alfred Fellay, à Lourtier. Des 100 parcelles qu'il possède, 15 sont cultivées (dont 5 de pommes de terre et 10 de céréales et de légumes), le reste consiste en prairies.

Jadis, le blé que l'on vendait à Martigny rapportait l'argent comptant, aujourd'hui c'est la vente du bétail. Depuis l'ouverture des voies ferrées, le blé étranger, meilleur marché, est importé¹. Les habitants se vouent avant tout à l'élevage. Les bêtes sont beaucoup mieux soignées que naguère et le rapport en lait a augmenté en conséquence. Autre fois, on se contentait d'une vache donnant 4 à 6 litres par jour, aujourd'hui l'on attend d'une bonne vache laitière qu'elle en produise au moins 7 à 8 litres journallement en hiver même.

Le rendement des pommes de terre est excellent. Bagnes en est suffisamment pourvu et n'en importe plus depuis plusieurs années déjà. Les légumes aussi s'y trouvent en quantité suffisante². La culture du lin a cessé entièrement, tandis que l'on trouve encore du chanvre sur quelques parcelles. Mais les métiers à tisser et à filer ont disparu.

En 1930, la culture des fraises a été établie avec succès et a pris une ample extension. Ces fruits prospèrent fort bien sur les flancs ensoleillés jusqu'à une hauteur de 1400 m. On peut évaluer à Fr. 100,000.— et même à Fr. 150,000.— la valeur moyenne des fraises expédiées chaque année. En 1934, une route reliant Sarreyer à Lourtier a été construite. Depuis, les plantations de fraises ont beaucoup augmenté aux environs de ce premier village, le transport délicat pouvant se faire maintenant par auto.

¹ Voir Suter K. — Blé et pain au val de Bagnes. Les Alpes. Berne 1944. p. 34-40.

² D'après la statistique communale, l'étendue de sol cultivé comportait en 1941 6975 ares de céréales, 7778 ares de pommes de terre, 1896 ares de betteraves, 1916 ares de légumes, 828 ares de fraises et 102758 ares de prairies.

En 1943, la somme de Fr. 50,000.—, fort considérable pour ce petit village, a été obtenue par la vente des fraises, ce qui représente un subside très estimé en argent comptant.

A part celle des fraises, la culture des fruits est de quelque importance à Bagnes. Nous y trouvons quelques pommiers, poiriers, pruniers, cerisiers et noyers jusqu'à Lourtier (1200 m.) et sur la pente ensoleillée jusqu'à Verbier. Il est remarquable que le raisin mûrisse jusqu'à une altitude de 1100 m. à La Forclaz au-dessus du Châble. Les gens de Cotterg et Villette y possèdent de petits vignobles sur les pentes ensoleillées. L'existence d'un certain nombre d'arbres fruitiers explique sans doute le nombre assez fort de ruches d'abeilles. Il y en avait en 1936 420 appartenant à 32 possesseurs ¹.

En ce qui concerne la volaille, nous pouvons nous borner à indiquer qu'on comptait en 1936 506 propriétaires de poules, soit 57 % des ménages, et 3123 poules, soit 6 pièces en moyenne par possesseur. L'effectif est donc peu important.

Le Valais central, y compris le Val de Bagnes, est une des zones au climat le plus sec de la Suisse où la culture n'est possible que grâce à l'arrosage artificiel. L'irrigation à Bagnes est organisée selon des statuts spéciaux qui indiquent des règles générales. L'emprise des torrents, les canaux, bisses (canaux d'arrosage que les gens du pays connaissent spécialement sous ce nom), banquettes et talus sont propriété communale et leur surveillance est confiée à des gardes spéciaux. La disposition des plans d'arrosage se fait par villages ou sections de commune. Les bisses ou torrents étant communs à deux ou trois sections, la répartition des eaux se fait sur la base de la superficie des terrains à irriguer. Le Châble p. ex. utilise l'eau du torrent de Bruson entièrement jusqu'au 8 juillet. A partir de cette date, elle est répartie comme suit : deux jours ouvrables par semaine à la section du Châble et quatre à la section de Bruson, y compris le Sappey. Le dimanche, l'eau est utilisée à tour de rôle par les deux villages, soit un dimanche chacun ².

Dans de nombreux villages, un gardien ou « rayeur » (raye = bisse) s'occupe de l'irrigation. Cet homme ouvre les canaux amenant l'eau, fait le partage et arrose les prés selon les règles. Il

¹ Statistiques de la Suisse. — Recensements fédéraux du bétail de 1886-1942. Berne.

² Commune de Bagnes. — Règlements de la Commune de Bagnes. 1928.

est dédommagé pour son travail, à Cotterg p. ex. par 60 cts. pour une mesure de terrain (en 1942). L'arrosage ne se fait là que par les années de sécheresse. Les paysans n'en usent pas volontiers ; ils trouvent que l'eau emporte trop de fumier et de principes nutritifs du terrain. Deux ou trois irrigations par été demandent un engraissement intense le printemps suivant. Presque dans toute la vallée les regains sont arrosés une ou deux fois selon les besoins en juillet et en août, mais non pas la première herbe.

À Sarreyer, l'on n'occupe pas de gardien des eaux. Sur un registre est inscrit le nombre d'heures d'arrosage auxquelles chaque paysan a droit selon l'étendue de ses fonds. Lors d'une période de sécheresse, le conseiller du village rassemble tous les habitants. Des billets portant une date et indiquant un certain laps de temps (p. ex. un quart de journée) sont tirés au sort. Chacun tire un, deux ou plusieurs billets, selon ses droits à l'irrigation. Il sait ainsi à quelle date et pour combien d'heures il est autorisé à se servir du précieux liquide. L'on suit ainsi l'ordre chronologique jour pour jour, l'arrosage ne se faisant pas ici durant la nuit ; un propriétaire après l'autre amène l'eau sur ses champs et prés. Lorsque les « tours » sont épuisés, l'on recommence la série si la sécheresse dure toujours. L'on procède de façon analogue à Prareyer, où un recteur élu chaque année prépare les sorts et convoque l'assemblée des habitants.

Le plus grand bisse (long de 21 km.) est celui du Levron, datant de l'année 1500, mais en partie hors d'usage aujourd'hui. Il doit être constamment surveillé par deux gardes ; une fois pour faire les réparations nécessaires et ensuite pour empêcher que certains usufuitiers ne captent une plus grande quantité d'eau que celle qui leur est due. Cette garde est montée à tour de rôle par tous les habitants profitant du bisse. Mais l'entretien coûte cher. Il revient à Fr. 6000.— par an, vu les fréquentes réparations occasionnées par des éboulis, surtout dans les environs du torrent de Merdenson.

Presque chaque paysan bagnard est aussi vigneron¹. Il possède quelques arpents de vigne dans la vallée du Rhône, à Fully ou Charrat, parfois aussi près de Martigny, à Plan Cerisier. Il ne

¹ D'après le recensement de la commune de Bagnes en 1943 324 exploitations de vignes, surface totale 28 ha., pour ainsi dire toutes les vignes situées sur le terrain d'autres communes.

les cultive que pour son propre usage. Il doit descendre en plaine périodiquement pour vaquer aux soins nombreux que demande la vigne. Il mène donc cette vie de nomade entre village, mayens et vignoble, typique pour le Valais, moins prononcée cependant que celle des Anniviards. A Lourtier, un tiers seulement des habitants possède encore des parcelles de vigne dans la vallée du Rhône trop distante. Dès la fonte des neiges, entre fin février et fin mars, l'on descend une première fois pour remettre le vignoble en état après l'hiver, tailler les ceps, remuer la terre et étendre la fumure que l'on amène souvent du village, si l'on ne préfère pas se servir d'engrais chimique. Ces travaux se poursuivent durant plusieurs jours. En été, les propriétaires viennent une fois en quinze jours environ pour soigner la vigne, avant tout pour la sulfater. Puis, en automne, ce sont les jours de vendange. Ces descentes à Fully sont généralement les bienvenues. Elles donnent l'occasion d'échanger le cadre habituel de la vallée étroite contre celui plus large de « la plaine » comme disent les gens.

Durant les journées passées dans le vignoble, chaque paysan habite son « mazot », maisonnette d'où il part pour son travail. Les mazots réunis par groupes forment des villages charmants et pittoresques comme Châtaignier, où viennent avant tout les gens de Sarreyer, puis Vers l'Eglise ou Branson. Il n'y a là que peu de maisons qui soient habitées en permanence par des gens de Fully. Ces lieux sont donc déserts durant la plus grande partie de l'année et ne s'animent qu'au printemps et en automne lorsque des familles entières arrivent pour entreprendre les travaux printaniers ou les vendanges. Souvent les mazots se suivent par rangées. Ce sont des villages de route, dont les maisons bordent le chemin. Parfois une maisonnette est partagée entre trois ou quatre propriétaires, soit qu'ils fassent ménage commun, soit que les pièces soient départagées. Ces simples constructions de bois se composent d'une cave de plain-pied ouvrant sur la rue, contenant le pressoir et les cuves et tonneaux et, à l'étage, d'une petite cuisine et d'une simple chambre à coucher. Les sarments de vigne fournissent le bois pour la cuisine et le chauffage. Une petite étable pour le mulet est fréquemment jointe au mazot. Elle contient une réserve de foin amenée du village, si son propriétaire ne possède pas dans la vallée du Rhône un petit pré fournissant du fourrage. L'on rencontre aussi çà et là des étables pour plusieurs mulets, propriété commune de trois ou quatre familles.

Les produits laitiers

La quantité de lait produite par une vache durant l'estivage est à peu près la même sur tous les alpages de la vallée de Bagnes, dont la qualité ne varie guère. Cette quantité va déclinant de mois en mois. Une vache donnant 7 l. de lait par jour au début de la saison (mi-juin) sur l'alpage n'en donnera plus que 3 à 4 l. environ à la fin (mi-septembre). La diminution de 1 litre par mois environ est due avant tout au fait que toutes les vaches arrivent sur l'alpage en état de gestation ; elles mettront bas entre la fin novembre et le début de janvier. L'herbage moins riche à la fin de la saison peut également influencer le rendement. La moyenne de production laitière estivale est de 4,5 l. par vache et par jour. Les meilleures laitières, les « reines du lait », comme on les appelle, atteignent à une moyenne de 11, 12 et même 13 l. par jour au début de l'estivage.

Jadis, sur la plupart des alpages à vaches de la commune de Bagnes (en 1864 sur 14 de 22) on produisait le fromage demi-gras et le beurre. Aujourd'hui, à l'exception de Mazériaz, l'on fabrique du fromage gras deux fois par jour, immédiatement après la traite. La production fromagère par vache et saison (75 à 85 jours) varie généralement entre 40 et 50 kg. et entre 60 et 70 kg. pour les alpages agrandis (110 à 120 jours d'estivage). Sery-La Lys p. ex. obtenait en 1940 de ses 140 vaches 10316 kg. de fromage gras (73,7 kg. par vache en 112 jours) et 1430 kg. de sérét (10 kg. par vache). Les montagnes produisent au total une moyenne annuelle de 90,000 à 100,000 kg. environ de fromage gras et 30,000 à 35,000 kg. de sérac. La production laitière s'est accrue de un litre par vache et jour en moyenne, comparé à l'année 1902, où la traite était d'après A. Struby de 3,5 l. par jour. Cette augmentation est due, outre aux agrandissements, aux améliorations nombreuses et aux cours préparatoires que doivent suivre les fromagers. Le rendement laitier des alpages atteint, en comptant une durée moyenne d'estivage de 90 jours (après les agrandissements) et une production moyenne de 4,5 l. par vache et jour et un nombre de 1650 vaches, 668,250 l. L'on s'efforce surtout d'obtenir le maximum de produits laitiers¹, avant tout de

¹ Le lait des vaches de la race d'Hérens fournit par 100 l. 10 à 12 kg. de fromage gras, selon l'altitude de l'alpage. Sur les alpages haut-situés à l'herbe savoureuse, le lait est plus riche et permet une extraction maximale.

fromage (100 l. de lait donnent environ 12 kg. de fromage gras). L'élevage en lui-même est moins important

Les grands alpages, chargés de 140 à 230 bêtes, produisent 9 à 12 tommes par jour, (p. ex. Mille avec ses 160 vaches 8 ; environ 800 tommes par saison ; Sery-La Lys 900 à 1000 tommes par saison, dont 350 à Plenaz Jeux), les alpages moyens (60 à 140 têtes) 5 à 8 et les petits alpages (moins de 60 têtes) 2 à 4 tommes (p. ex. Corbassière 4). Leur poids varie également selon la saison : les grandes tommes du commencement pèsent 15 à 16 kg., les plus petites, fabriquées à la fin de l'été, 7 à 8 kg. seulement. Le poids moyen d'une tomme est de 10 à 12 kg. Lorsque la production laitière atteint son maximum, au mois de juin, la chaudière peut souvent à peine contenir tout le lait sur les grands alpages. Aux Grands Plans (168 vaches) p. ex. l'on est alors forcé d'user de deux chaudières. Ce système est du reste appliqué durant tout l'estivage à La Chaux (230 vaches). C'est une particularité de cette montagne. Son consortage est divisé en deux groupes, appelés « mottes », aux troupeaux d'à peu près égale importance, dont le lait est soigneusement trié dans deux chaudières. Le fromage est fabriqué séparément par deux fromagers et traité ensuite dans deux compartiments différents de la même cave. A la fin de l'estivage, il est réparti séparément aux deux mottes de consorts. Les deux fromagers entrent ainsi en concurrence : chacun d'eux veut fournir à sa motte le plus de fromage, même au risque d'en diminuer la qualité. Ce système n'est donc pas absolument heureux¹.

Journellement, souvent en deux courses, le fromage est transporté du chalet à la cave. Il est pesé, son poids immédiatement noté, puis il reste à la cave pour y être traité jusqu'à la veille de la répartition des produits laitiers. Le liquide qui reste dans la chaudière après l'extraction du fromage, le petit-lait, sert à la fabrication du sérac ou séret (fromage blanc). Partout pour ainsi dire elle se fait deux fois par jour, immédiatement après celle du fromage et l'on obtient journellement, selon la grandeur de l'alpage, 2 à 8 tommes de 4 à 5 kg. La recuite ou « la chaude », beaucoup plus maigre que le petit-lait, laissée maintenant dans la chaudière, est donnée en pâture aux porcs.

Depuis des années, Vatzet comme seul alpage de la vallée

¹ Michelet C. — Le régime économique des alpages du Valais central. Châteauneuf 1929. 36 p.

fait le commerce direct d'une partie de son lait. Il en fournit à Verbier, dont la réputation comme endroit de villégiature va augmentant. Durant la saison, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} septembre, un laitier monte deux fois par jour à Vatzeret et même à ses plus hautes rechanges, et redescend à Verbier, conduisant sur son char à mulet 100 l. de lait chaque fois. L'alpage de Mazériaz est le seul où l'on s'adonne régulièrement à la fabrication du beurre. Le lait demeurant permet encore l'extraction de fromage demi-gras.

Dans cette vallée alpestre, le fromage a littéralement la valeur d'argent comptant. Chez les marchands du village, les paysans font souvent inscrire au carnet leurs achats et les comptes se font en automne, après la désalpe. Le débiteur paye son dû en fromage gras que le marchand vend au dehors. En hiver, les paiements se font en beurre et au printemps parfois en œufs.

Pour permettre une répartition correcte des produits laitiers à la fin de la saison estivale, le lait doit être mesuré ou pesé périodiquement sur les alpages. « On appelle mesure l'évaluation précise de la quantité de lait fournie par les vaches de chaque consort à certains jours donnés, afin que les résultats obtenus puissent servir de norme pour la répartition » (M. Gabbud). Il y a peu d'années encore, le pesage s'effectuait partout à peu près de la même manière. Les vaches étaient mesurées quatre fois par saison aux deux traites journalières. Les résultats s'inscrivaient à double et pour chaque vache séparément, comme on le fait encore aujourd'hui. La première opération avait lieu une dizaine de jours après l'inalpe, puis les trois autres suivaient à distances régulières. Les consorts procédaient parfois eux-mêmes à ces mesures, p. ex. à Sixblanc, où les quatre pesages étaient faits par les propriétaires ou à Corbassière, où le lait était pesé deux fois par les propriétaires et deux fois par les bergers. Souvent, c'était le maître-berger qui fixait la date de la mesure. Des censeurs au nombre de deux d'habitude et nommés pour trois ans par l'assemblée générale du consortage, montaient à l'alpage pour assister et contrôler.

Durant ces dernières années, de grands progrès ont été faits en ce qui concerne la mesure du lait. Seul à La Liaz encore, les mesures ne se font que six fois par saison. Elles sont fixées par le maître-berger et surveillées par des membres de la direction du consortage. Les consorts peuvent eux aussi assister à deux

mesures, la première et celle qui a lieu le lendemain de la Fête d'août (15 août).

Le rendement désirable n'étant pas atteint avec le système de 4 à 6 mesures, un grand nombre de consortages a passé à celui du pesage d'un jour par semaine ou d'un jour par « chalet » ce qui garantit plus d'exactitude. L'on maintient encore les quatre mesures de contrôle, p. ex. à Chermontane sous la surveillance des censeurs, ou à La Chaux sous celle des « recteurs de motte » aidés de trois membres du consortage.

Au pesage hebdomadaire (chaque mardi p. ex.) le lait des troupeaux respectifs est mesuré, c'est-à-dire le lait réuni de toutes les vaches d'un même propriétaire. Le mesurage individuel ne se fait que par exception, à Servay p. ex. deux fois par saison. La Pierreire connaît le régime du pesage de chaque troupeau à chaque traite. La tâche est facilitée par l'existence des étables qui abritent bétail et bergers par le mauvais temps. Sur d'autres alpages aussi (à Mille p. ex.) les vaches doivent être mesurées journellement matin et soir, lorsqu'elles sont à l'étable. Ce système se pratique également sur les pâturages nouvellement adjoints et pourvus d'étables, ainsi à Plenaz Jeux (Sery-La Lys), à Pojodziet-Bottolet (Servay), à La Combe-Charrière et à Plans-Vacheresse.

L'exemple suivant cite les quatre mesures faites en 1938 à l'alpage de Chermontane, chargé alors de 128 vaches :

mesure du	matin	soir	total journalier	moyenne par vache
2 juillet	521,5 l.	414,8 l.	936,3 l.	7,3 l.
25 juillet	508,0 l.	400,2 l.	908,2 l.	7,1 l.
16 août	429,1 l.	360,2 l.	789,3 l.	6,2 l.
3 septembre	340,8 l.	233,4 l.	574,2 l.	4,5 l.

Les quatre mesures ont donné un total de 3208 l. de lait. La production journalière moyenne d'une vache résultant de ces mesures se monte à 6,3 l. C'est là un résultat très bon, plutôt exceptionnel. Les chiffres ci-dessus démontrent clairement la diminution du rendement vers l'automne ; elle comporte 40 %.

Pour obtenir le partage des produits, on divise le total de leurs poids par le nombre total de litres constatés aux mesurages et il en résulte le nombre de kilos de produits à répartir par litre mesuré. La production totale de la saison à Chermontane était

de 6801, 3 kg. de fromage gras et de 2152,5 kg. de sérac. Cela fait par litre mesuré 2,12 kg. de fromage gras (6801,3 kg. : 3208) et 0,671 kg. de sérac (2152,5 kg. : 3208). Un consort possédant une vache qui a fourni p. ex. aux quatre jours de mesurages 8,0 l. ; 7,5 l. ; 6,8 l. et 4,9 l., soit au total 27,2 l. de lait, recevait 57,664 kg. ($27,2 \times 2,12$ kg.) de fromage gras et 18,251 kg. ($27,2 \times 0,671$ kg.) de sérac. En 1938, le partage des produits a donné par vache une moyenne de 53,14 kg. de fromage gras et 16,82 kg. de sérac.

Les laiteries d'hiver

Chaque village de la commune de Bagnes possède une ou deux laiteries où se fait, durant l'hiver, la manipulation du lait en commun. La date de l'ouverture dépend en partie des conditions de vente. Si les produits laitiers sont recherchés, les laiteries s'ouvriront plus tôt ; si au contraire la demande en jeune bétail est plus forte, l'ouverture n'aura lieu qu'assez tard. En général elle est remise au delà de la saison du vêlage (novembre-décembre) et de celle de l'élevage où la plupart du lait disponible est consommée par les veaux. Parfois, c'est l'assemblée générale du consortage qui décide de la date de l'ouverture. Plus souvent, l'on attend simplement que le lait ait atteint une quantité suffisante, 80 l. par jour p. ex. A partir de ce moment-là la fabrication en commun des produits laitiers à la laiterie se poursuit jusqu'aux premiers jours de juin. C'est alors que le paysan gagne les mayens avec ses vaches et y prépare pour son compte le beurre et le fromage durant une quinzaine de jours. La clôture des laiteries s'effectuait jadis à date fixe (le 4 ou 5 juin p. ex.) ; aujourd'hui c'est le plus souvent la quantité de lait fournie qui décide de cette date, lorsque l'apport journalier, par suite de la migration des troupeaux aux mayens, tombe p. ex. à moins de 150 ou 100 l.

Les laiteries appartiennent à des consortages analogues à ceux des alpages et également régis par des statuts. A la tête de ces sociétés se trouve l'assemblée générale, qui, comme celles des consortages d'alpage, est chargée des fonctions les plus importantes. Elle se réunit deux fois par an d'habitude, au commencement et à la fin de l'exercice. Les affaires courantes sont liquidées par le comité, présidé par un recteur. C'est généralement le sociétaire le plus fort en lait et n'ayant pas encore rempli cette

fonction qui est nommé recteur pour l'année suivante. Le recteur a la surveillance des sociétaires, du fromager et de ses aides. Il inspecte, de concours avec le fromager, tous les vases à lait employés par les consorts pour la laiterie et assiste, accompagné des autres membres de la commission de temps à autre (une fois par mois p. ex.) aux traites des vaches dans les écuries dont l'entrée ne peut lui être refusée.

La plupart des laiteries sont « désignées », c'est-à-dire que le sociétaire momentanément le plus fort en avoir tient la laiterie pour un jour et dispose du beurre et du fromage tirés du lait de cette journée, comptée d'un soir à l'autre. Selon l'importance de son apport en lait, son tour reviendra une ou même plusieurs fois par saison. Le sérac n'est généralement pas fabriqué ; le petit-lait est distribué chaque soir aux consorts au prorata du lait fourni (p. ex. 5 l. de petit-lait pour 7 litres de lait) et utilisé dans les ménages ou pour l'élevage des veaux et porcs. Le beurre est emporté chaque soir par le tenant de la laiterie ; le fromage cependant est laissé aux soins du fromager et n'est distribué qu'au courant de l'exercice. Ce fromage maigre sert presque exclusivement à la consommation indigène.

Pour être considéré comme consort, il faut posséder au moins un fonds social ou fonds de vache. Quiconque peut en acquérir moyennant une cotisation de Fr. 25.— par fonds. Les candidats nouveaux ne peuvent pas être refusés sans raisons importantes. Le consort quittant la société est remboursé de deux tiers de sa cotisation. Le droit à la société passe aux enfants après le décès des parents. Un seul enfant succède au droit de la laiterie ; celui-ci doit être agréé par la société. Chaque consort dispose d'une voix dans l'assemblée générale.

Il est défendu à tout sociétaire de manipuler chez lui le lait de ses vaches et chèvres, il peut garder seulement la quantité nécessaire à l'usage de son ménage. Matin et soir, à heure fixe, le lait doit être apporté à la laiterie dans des vases propres. Il est défendu de livrer du lait acheté ou emprunté, falsifié ou écrémé. Les consorts contrevenant aux articles du règlement sont punis d'amendes allant de 50 centimes à Fr. 50.—. Les amendes de 50 centimes sont prononcées par la commission du consortage et les autres par l'assemblée des consorts réunis à cet effet, le tout sans appel et irrévocablement. Si les contraventions sont com-

mises par les membres de la commission, l'amende est doublée. Le consort qui suspend de porter le lait pour le motif qu'il n'a pas de vache, ne perd pas son droit à la laiterie et reçoit annuellement même une petite rente (Fr. 1.— à 2.—). Le consort ayant son « tour » aide le fromager à faire le contrôle du lait. Il fournit ce jour-là le bois pour la fabrication des produits et sa chaudière dont il se sert au mayen pour la manipulation privée. Elle contient 20 à 25 l. et l'on y conserve le lait apporté. Pour fabriquer le beurre et le fromage, on se sert des grandes chaudières.

Un fruitier est occupé en permanence à la laiterie. Il est engagé par le recteur après consultation des consorts et dédommagé par le sociétaire tenant la laiterie. A Sarreyer, son salaire est payé par les consorts en commun au prorata du lait délivré. Le compte est dressé à la fin de la saison ; celui qui aura apporté une grande quantité de lait payera une part équivalente du salaire. Il en est de même au Châble, où toutes les dépenses courantes d'exploitation annuelle sont réparties de cette manière : intérêts du capital, traitement du fromager, sel, présure, brosses, balais, toiles, etc. Par contre, les frais majeurs sont couverts par égales parts selon les fonds.

D'habitude, le fromager est nourri par le consort tenant la laiterie qui l'invite à sa table. Ainsi, il est à tour de rôle une ou plusieurs fois par saison l'hôte de presque chaque famille du village. Mais cette coutume tend à se perdre, car d'une part le fromager, surtout s'il est chef de famille, préfère se nourrir chez soi, d'autre part les paysans sont souvent prêts à payer un salaire un peu plus élevé pour éviter tout dérangement chez eux. Les « tours de rôle » du fromager sont encore connus aussi dans d'autres communes du district d'Entremont. Ainsi au Levron (commune de Vollèges), le fruitier d'une laiterie va de maison en maison prendre ses repas, tandis que celui de l'autre laiterie y a renoncé. A Vençe (commune de Vollèges) les sociétaires peuvent à leur choix nourrir le fromager et lui payer un salaire de Fr. 3.— par jour ou payer Fr. 5.— et ne pas le nourrir. De toute manière, le consort ayant son « jour » offrira au fruitier un verre de vin et une collation qu'il apportera à la laiterie dans le courant de la journée.

Le fromager tient la comptabilité quotidienne, inscrivant au registre le lait apporté par chaque consort à chaque traite. Fai

sant la balance des avoirs et devoirs, il obtient le nom du sociétaire ayant droit à tenir la laiterie. En cas d'égalité, ce droit revient à celui qui a commencé le premier l'apport. Le fruitier est chargé de la police du local. Il veille à ce que les règlements soient strictement observés. Il doit faire chaque jour l'épreuve du lait d'un ou de deux consorts pour constater s'il est absolument sans défaut. On ne peut p. ex. porter le lait d'une vache que sept jours après son vêlage ; il est défendu naturellement de porter celui d'une vache malade. Toute fraude ou contravention venant à la connaissance du fromager est dénoncée à la commission sous peine d'en être rendu responsable lui-même. Il a le droit d'avertir la commission de toutes les difficultés qui pourraient lui être suscitées dans l'accomplissement de ses fonctions. Parmi celles-ci figurent aussi la réquisition des chaudières chez les consorts si la nécessité s'en présente et celle de « pourvoir à ce que le local de la laiterie ne s'encombre pas de personnes oiseuses », ainsi p. ex. pour la laiterie de Morgnoz ¹.

Durant l'hiver les fromages, après la salaison, sont livrés aux propriétaires contre quittance. Mais deux pièces par consort sont retenues pour assurer le paiement de sa part de prestation et ce n'est qu'après la clôture de la laiterie et la reddition des comptes que s'opère la distribution de ces fromages. Assisté du secrétaire du consortage, le fruitier appelle par son numéro chaque consort et prend note des livraisons. Deux membres de la commission vérifient si le numéro de chaque pièce est conforme à celui indiqué par le fruitier. Au cas où des fromages manqueraient, le fruitier est rendu responsable.

Des 19 laiteries du Val de Bagnes, 14 encore sont désignées tandis que 5 ont abandonné ce système (p. ex. Bruson en 1929, Le Châble en 1939, Cotterg en 1941) qui est sans doute destiné à disparaître complètement avec le temps, car il présente un désavantage qui n'est pas de peu de poids : si un jour, par malheur le fromage ne réussit pas, un seul consort est frappé de la perte, celui qui tient la laiterie ce jour-là. Tout son fromage est alors perdu et ne peut être vendu ou consommé. Si la laiterie est non désignée, le lait y est manipulé journellement sans que les produits appartiennent à un consort déterminé. Le partage se fait à la fin de l'exercice et une perte éventuelle se répartit parmi

¹ Commune de Bagnes. — Règlements de plusieurs alpages et laiteries d'hiver.

tous les sociétaires. Le nouveau système présente en outre l'avantage que chaque membre peut se pourvoir de beurre selon ses besoins ; il n'est plus obligé d'attendre son jour. Ses avoirs et devoirs sont inscrits jusqu'à la fin de la saison. Enfin, des comptes définitifs peuvent être établis lors de la clôture printanière tandis qu'auparavant ils continuaient, le consort le plus fort en avoir ayant le droit de reprendre le premier la laiterie à la saison suivante.

Ces divers avantages ont, dans plusieurs villages, décidé à introduire le système non désigné. Mais ce n'est que peu à peu que ce nouvel ordre est accepté, car ici aussi les gens se méfient des méthodes nouvelles et préfèrent s'en tenir aux traditions. Parfois, un incident inattendu vient les éclairer. Ainsi le village de Villette possédait, il y a peu d'années, deux petites laiteries désignées au rapport journalier de 200 à 250 l. chacune. Puis, la fièvre aphteuse se répandit, le rendement du lait diminua fortement et les deux laiteries durent se réunir en une seule, non désignée, pour un hiver. Les résultats excellents obtenus décidèrent les sociétaires à maintenir définitivement le nouveau système. Mais les vieilles habitudes ne sont pas facilement mises de côté et souvent l'on rencontre la laiterie désignée, réduite il est vrai, mais existant à côté de la « Laiterie nouvelle ». Le local se trouve fréquemment au rez-de-chaussée de la maison d'école. Certains villages ont obtenu des subventions cantonales pour bâtir de nouvelles laiteries (p. ex. Le Châble ou Bruson) à condition qu'elles soient non désignées.

Les consortages d'alpages et ceux de laiteries se ressemblent fort, mais ils se composent de membres différents. Il est logique que tous les habitants d'un même village fassent partie de la société de laiterie, puisqu'ils ont intérêt à apporter leur lait au local le plus proche. Mais il arrive souvent que ces habitants soient membres de consortages d'alpages divers. Ainsi les gens de Montagnier estivent leur bétail soit à Corbassière, soit à Botzeresse, Chermontane ou La Chaux. Par contre ils se réunissent tous en une société de laiterie. Lourtier en possède trois, chacune comprenant une section déterminée, qui ouvrent leurs locaux à la fin de janvier, celui de Lourtier dans le village même, puis deux à Morgnoz, une « Laiterie du Sommet » et une « d'En bas », dénommées selon leur situation. Durant l'hiver, chacune d'elles manipule journellement 500 à 1000 l. de lait. A Verbier, dans la

section de Crettaz, les deux laiteries désignées ont été réunies en une seule, non désignée. D'une part, cela permet une fabrication plus rationnelle des produits laitiers et d'autre part toute concurrence est exclue. Ce dernier fait est remarquable, vu que la vente des produits va augmentant depuis que Verbier prend toujours plus d'importance comme endroit de villégiature. Grâce à la fusion, la date d'ouverture a pu être avancée vu qu'une plus grande quantité de lait est maintenant disponible dès le début. L'on n'est plus obligé d'attendre pour l'ouverture jusqu'au mois de janvier ou de février. Pour éviter cette longue attente, certains villages à deux laiteries ont conclu un arrangement. A Sarreyer p. ex. l'une des deux ouvre le 1^{er} janvier déjà, lorsqu'on occupe avec les bêtes les mayens les plus rapprochés du village, ce qui permet l'apport du lait soir et matin. Les membres des deux sociétés peuvent la fréquenter sans qu'il y ait obligation. Jusqu'à l'ouverture de la seconde laiterie en février, la première est non désignée, un premier pas sans doute vers une fusion et rationalisation future ! Il en est de même pour Versegères.

Le système coopératif (désigné ou non désigné) pour l'exploitation du lait s'est depuis des années ancré dans la vallée. Toujours on a réussi à éliminer les inconvénients et à éviter des irrégularités, contrairement aux alpages des vallées alpines françaises où certains phénomènes de décadence et de corruption ont réussi à détruire peu à peu le système coopératif. Là aussi, les deux procédés, à quelques différences près, étaient connus à la fin du XIX^e siècle. La répartition des produits se faisait soit suivant le système du « grand carnet » ou du compte commun, qui rémunérait chaque sociétaire en argent ou en nature proportionnellement à ses apports de lait, soit suivant le système « du petit carnet » ou « du tour ». Mais cette ère de la production en commun a été courte, et a fait place pour des raisons différentes à l'entreprise individuelle. Fréquemment, les consortages étaient mal organisés et avant tout les consorts manquaient de confiance les uns envers les autres. Souvent, ils ne pouvaient pas se fier au fruitier ; les abus et tromperies n'étaient pas rares. Dans ces circonstances, les paysans prêtèrent volontiers l'oreille aux propositions de gens qui, cherchant leur profit, désiraient s'installer comme entrepreneur dans les fruitières. Il n'y a plus que de rares communes, où l'organisation coopérative subsiste encore ¹.

¹ Arbos Ph. — La vie pastorale dans les Alpes françaises. Grenoble 1922.

L'organisation

L'administration des alpages

Des 19 alpages de la vallée, 17 font partie d'une catégorie spéciale d'alpages bourgeoisiaux. Leur terrain appartient à la bourgeoisie et pour obtenir le droit d'herbage, il faut être bourgeois de Bagnes et domicilié dans la commune. Ce sont là les conditions préliminaires ; en outre, il faut entrer en possession d'un fonds de vache, soit par achat, soit par héritage. Néanmoins, tout ménage bourgeoisial qui est dans l'impossibilité de s'en procurer un, peut alper provisoirement son bétail sur des fonds restés vacants dans l'une ou l'autre montagne de la bourgeoisie, s'il s'annonce à l'administration communale avant le 1^{er} mai. Ces locataires n'ont en comparaison des possesseurs de fonds qu'un droit de vote restreint, touchant les questions de l'exploitation annuelle. Les propriétaires de fonds forment un consortium qui possède les meubles (ustensiles) et immeubles (bâtiments) de la montagne ; pour le terrain qui est la propriété à perpétuité de la bourgeoisie, le consortium a seulement le droit de la jouissance. Jusqu'en 1930, quatre alpages, La Marlénaz, Louvie, Chermontane et Crêt étaient complètement en possession de la bourgeoisie qui les louait pour des périodes déterminées (pour quatre ou six ans p. ex.) au plus-offrant, soit à des particuliers, soit à des consortiums. Les premiers en sous-louaient ensuite les droits de pacage et engageaient les bergers, à l'entretien desquels ils pourvoyaient durant la saison estivale. Lors de la mise en vigueur du règlement des montagnes de 1930 (8 pages) les meubles et immeubles de ces quatre montagnes furent vendus aux enchères publiques. Pour éviter tout accaparement de fonds, les intéressés durent se constituer en consortiums ; un ménage ne put se rendre acquéreur de plus de quatre fonds. Les prix de vente atteignirent pour La Marlénaz Fr. 50,200.—, pour Louvie Fr. 6,150.—, pour Crêt Fr. 5,200.— et pour Chermontane Fr. 9,000.—. Ainsi disparut un inconvénient depuis longtemps éprouvé comme tel : celui des deux sortes d'alpages bourgeoisiaux, les uns vendus, les autres loués seulement. Les avantages de la vente sont évidents. Un consortium qui possède définitivement le droit d'estiver son bétail sur certains pâturages, aura un tout autre intérêt à bien les entretenir et à les exploiter rationnellement que s'il ne

fait que les louer pour quelques saisons. En outre, la charge de l'entretien des bâtiments, des chemins, du mobilier et des canaux a passé de la bourgeoisie au consortage. De cette manière, l'on obtint une unification de tous les alpages qui sont en même temps bourgeoisiaux et à consortages, donc à régime mixte.

D'après le règlement des montagnes de la commune, le mode de jouissance dure aussi longtemps que l'assemblée des bourgeois ne désirera pas le modifier. Cette assemblée aurait donc en cas de nécessité le droit de dissoudre les consortages et de partager à nouveau les alpages.

Les agrandissements ont amené à certains endroits le cas particulier suivant : les consortages ont adjoint à leurs alpages du terrain exploité privément auparavant (la montagne basse). Ils en sont les propriétaires légitimes, tandis que l'ancien terrain, donc la partie majeure de l'alpage, reste en possession de la bourgeoisie. A Mille p. ex. les avoirs de l'association consistent en 160 actions. Ils comprennent les fonds de meubles et les biens-fonds, bâtiments et mobilier de la partie inférieure, soit Tzeppi, Tzeppet et Moaye, acquis en commun.

Des 17 alpages bourgeoisiaux, deux sont actuellement pour ainsi dire en mains privées : Giétroz et Grenier. En 1932, la possibilité s'offrait aux consorts de Giétroz d'alper sur des pâturages meilleurs et à proximité de leurs demeures. Aussi le consortage s'est-il dissous et ses 80 fonds ont été rachetés par deux personnes qui possèdent aujourd'hui les meubles et immeubles bâtis, tandis que le sol est resté en possession de la bourgeoisie. Il en est de même depuis 1938 pour Grenier. Ses pâturages de qualité inférieure étaient peu recherchés et les 33 fonds de son consortage furent vendus à bon marché à une famille.

Les consortages y compris les propriétaires des alpages de Giétroz et Grenier, payent en décharge de la bourgeoisie tous les impôts communaux, cantonaux et fédéraux dont sont chargés leurs alpages respectifs. Comme la jouissance des avoirs bourgeoisiaux est basée sur le principe d'égalité entre les bourgeois, pour toute pièce de bétail bovin (vache, génisse, veau) paissant sur les alpages ou pâturages communaux, un impôt bourgeoisial annuel, appelé « taille », de 70 cts. est prélevé ; pour les chèvres et moutons cet impôt est de 30 cts. Quant au bétail étranger, la taxe est fixée chaque année. Ces revenus sont répartis de la façon suivante : la moitié est appliquée à des travaux d'amélioration.

du sol et du bétail, l'autre moitié est divisée entre tous les ménages de bourgeois domiciliés, sans distinction de sexe.

Chaque consortage a son règlement approuvé par la commune et l'Etat. Autant de liberté que possible lui est accordée pour lui assurer une certaine viabilité. Mais le conseil bourgeois a la haute direction et la surveillance de toutes ces montagnes. Le but des consortages (associations, corporations) est l'exploitation rationnelle et une meilleure utilisation des alpages par le pâturage, la fabrication des produits laitiers en commun et l'exécution des améliorations nécessaires. Le règlement fixe le nombre des vaches qu'il est permis d'estiver sur l'alpage (à La Chaux p. ex. 230).

Jadis, il était de règle de n'admettre à l'alpage que les vaches hivernées dans la commune. Afin que ce bétail trouvât toujours place dans les alpages bourgeoisiaux, le conseil avait le droit d'augmenter au besoin le nombre des droits d'herbe, en répartissant le surplus entre les différents alpages. Ces modifications annuelles ont disparu aujourd'hui grâce à la réglementation définitive des charges et à la limitation des fonds. Toute exception et tout changement doivent être sanctionnés par le conseil bourgeoisial. Si la charge n'est pas atteinte dans un alpage, il peut imposer à ce consortage l'obligation d'estiver du bétail de bourgeois non-consort, contre paiement d'une équitable indemnité. A défaut de bétail dans la commune, le consortage peut estiver des bestiaux étrangers moyennant avis au conseil bourgeoisial pour le 31 mai de chaque année. Le conseil bourgeoisial a aussi le droit d'ordonner les adjonctions de communaux appelés « mayentzes » sis à proximité des montagnes et même des fusions d'alpages. Lui seul est compétent pour décider des agrandissements.

Depuis des dizaines d'années (au moins depuis 1864), deux alpages n'appartiennent pas à la bourgeoisie et ne sont par conséquent pas soumis au règlement bourgeoisial des montagnes : La Pierreire et Sevreu. Leurs propriétaires possèdent non seulement les meubles et immeubles, mais aussi le fonds. Ils ne paient pas de « taille ». La Pierreire appartient à un consortage de propriétaires, dont la moitié environ se recrute de bourgeois de Vollèges. En ce qui concerne son organisation, elle est analogue à celle des alpages bourgeoisiaux à régime mixte. Une seule famille par

contre possède l'alpage de Sevreu. Comparée à la propriété corporative, la propriété privée disparaît donc presque entièrement ¹.

La corporation est formée en général par les possesseurs d'au moins une action dite droit de fonds ou fonds de vache ou encore fonds de meuble. Par là on entend les actions que chaque consort possède en meubles et bâtiments sur un alpage. La propriété du fonds de meuble entraîne le droit d'herbe ou d'alpage pour une vache. Jadis, ces droits avaient été divisés à l'infini par vente, échange ou héritage, de sorte qu'il existait des $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{6}$, $\frac{1}{8}$, $\frac{1}{12}$ et même $\frac{1}{24}$ (demi-douzième) de fonds. Un particulier possédait de minimes fractions sur un grand nombre de montagnes et souvent il n'alpait sur aucune d'elles, mais sur un alpage où, quoique n'étant pas consort, il devenait consort alpant moyennant le payement d'une petite indemnité représentant l'intérêt du fonds occupé. Sur d'anciens registres d'alpages on peut lire souvent qu'un tel a « acquis à titre d'héritage de son père $\frac{4}{12}$ de fonds ». Ces fractions compliquaient fort les droits d'estivage. Il y a relativement peu de temps encore, une fraction donnait droit à l'estivage. A Giétroz, il fallait, en 1907, être possesseur de $\frac{3}{12}$ de fonds seulement pour pouvoir alper une vache, à Sery, Corbassière ou La Liaz, $\frac{1}{12}$ suffisait même pour pouvoir estiver tout son bétail. On ne connaissait donc pas la limite de charge. Aussi, ces alpages étaient-ils surchargés et la durée d'estivage fortement réduite. H. Wuilloud ², après un voyage d'inspection en 1907, décrit cet état de choses déplorable dans un rapport : « A Bagnes règne le chaos le plus absolu dans l'administration des alpages. Et comme il est peu de propriétaires qui ne possèdent des fonds sur plusieurs montagnes, si ce n'est pas sur toutes à peu près, il arrive que beaucoup d'entre eux n'alpent pas deux étés de suite sur la même montagne, passant successivement de l'une à l'autre. Il est évident qu'avec un pareil système aucune amélioration un peu sérieuse ne peut se faire, personne n'ayant intérêt à faire des frais pour ceux qui viendront

¹ Les indications données dans ce travail ont été recueillies avant tout chez les bergers ou consorts mêmes ou parfois dans les divers règlements d'alpages. Nous avons consulté aussi le travail de E. Bruttin « Essai sur le statut juridique des consortages d'alpages valaisans. Diss. Sion 1931 » sur l'origine et l'organisation des consortages et y avons trouvé quelques informations sur un ou deux alpages du Val de Bagnes.

² Rapport sur les inspections faites dans les alpages des communes d'Isérables, Riddes, Saxon, Vollèges et Bagnes. Sion 1908.

l'année suivante ». Il fallait absolument remédier à cette situation intenable. Certaines prescriptions, faites dans le courant des années suivantes, tendent dans cette direction. Le règlement de l'alpage des Grands Plans déclare en 1913 qu'il est défendu, même dans les partages, de fractionner le fonds de vache au delà d'un douzième. En cas de vente ou d'échange à des non-consorts, les sociétaires ne pourront diviser leur fonds de la montagne, de manière à augmenter le nombre des consorts. Ou encore le règlement de Botzeresse en 1916 : « Pour alper une vache, il faut posséder un fonds de meuble, soit dix douzièmes ». Il faut donc au moins un fonds presque entier. Puis, récemment, presque tous les alpages ont rendu leurs fonds indivisibles, ainsi Sery-La Lys en 1928, Vatzeret en 1941. Les fractions ont été rachetées et réunies en fonds entiers. Des fonds nouveaux sont mis à l'enchère publique dans une assemblée générale de tous les consorts. En général, les parts ou actions ne peuvent se vendre ou se louer à des tiers sans avoir été préalablement offertes au consortage. La qualité de sociétaire cesse par la perte de tous les droits de fonds par suite du transfert du droit de copropriété par un moyen légal quelconque. Le tiers acquéreur prend bien et place du vendeur.

Les droits de fonds sont donc de véritables actions qui donnent droit de vote à leur propriétaire à l'assemblée générale. Bon nombre d'alpages pratiquent deux systèmes de vote, celui par tête et celui proportionnel aux droits. Selon la question à trancher, l'un ou l'autre est appliqué. Ainsi à La Liaz les décisions sur des questions d'importance secondaire se votent à main levée, donc par tête, les questions importantes, p. ex. celles qui améliorent sensiblement l'alpage, par droits de fonds. A La Chaux, seules les modifications de statuts sont votées proportionnellement aux fonds représentés à l'assemblée générale. Toutes les autres décisions sont prises à la majorité des consorts présents, dont chacun dispose d'une seule voix. La plupart des consortages votent ordinairement à main levée ; toutefois, à la demande d'un certain nombre de membres (à Chermontane cinq, à Mille trois), le scrutin secret devient obligatoire. A La Pierreire, l'assemblée générale décide dans chaque cas le mode de vote qu'elle adoptera.

Bon nombre d'alpages ont récemment modifié ou entièrement renouvelé leurs statuts, ainsi La Chaux et La Pierreire en

1925, Chermontane en 1931, La Liaz en 1932. Qu'il nous soit permis de donner sans trop approfondir, un court aperçu de l'organisation juridique de ces communautés, après avoir consulté tous les règlements actuels et après avoir demandé maints renseignements aux autorités et aux consorts. A la tête des consortages figure l'assemblée générale comme pouvoir suprême. Elle se compose de tous les membres présents ou représentés et a les attributions suivantes : nomination des membres du comité ou de la direction du consortage, du secrétaire, des censeurs et des aides nécessaires aux mesures et au partage ; révision des statuts ; décisions de dépenses extraordinaires et des travaux annuels d'amélioration, en un mot, de toutes les affaires d'une certaine importance en vue de la prospérité et du progrès du consortage. Les décisions sont obligatoires pour tous les associés. L'assemblée générale a lieu au moins deux fois par an, soit avant l'inalpe (première quinzaine de mai ou de juin) et après la désalpe (fin septembre ou début octobre). Chermontane et La Chaux connaissent une troisième assemblée tenue le dimanche avant la désalpe. En général la première assemblée fixe la date de la montée à l'alpage (à La Pierreire, Chermontane ou La Chaux) et le prix des journées de corvée. A La Pierreire, ce sont les procureurs qui décident de ce prix. La seconde ou troisième assemblée ratifie le rapport et les comptes annuels et procède aux élections. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement toutes les fois que le comité (à Chermontane) ou les recteurs (à La Pierreire) le jugent nécessaire ou que le cinquième (à La Chaux, à Mille) ou le quart (à La Pierreire) des membres en fait la demande. Les convocations se font par une ou deux publications aux criées ordinaires de la commune le dimanche après la sortie de l'église, en général au Châble. Dans les cas urgents, les sociétaires peuvent être avisés personnellement. Certains alpages, La Chaux p. ex., connaissent outre l'assemblée générale de tous les consorts (alpants et non alpants) encore l'assemblée générale des alpants, c'est-à-dire de ceux qui alpent effectivement leur bétail une certaine année, y compris les locataires. Elle fixe la date de l'inalpe, nomme parfois les domestiques, répartit les produits, mais ne peut prendre aucune décision d'ordre général.

Les consortages sont administrés par une direction ou un comité formé par trois membres, dont l'un appelé recteur (président) et les deux autres conseillers. Le comité est chargé de

convoquer les assemblées générales et d'exécuter leurs décisions ; il engage les domestiques de l'alpage pour la prochaine saison et détermine leur traitement ; il constate les contraventions aux statuts et prononce les amendes ; il dresse les comptes annuels pour les soumettre à l'assemblée ; il dirige la préparation du bois et en surveille parfois le transport jusqu'aux lieux fixés (à Chermontane p. ex.). Il a souvent aussi la surveillance des ouvrages d'amélioration et il fait de temps à autre le contrôle des limites de l'alpage qui sont déterminées par des croix incisées dans de grosses pierres. L'un des deux conseillers doit assister avec le secrétaire aux quatre mesures générales du lait et inscrire les résultats dans un livre spécial. Il est alloué aux membres de la direction pour leur vacation une indemnité à fixer par l'assemblée générale. Le montant de Fr. 12.— est alloué au recteur des Grands Plans pour frais de réception des domestiques le jour de la désalpe.

Tout associé appelé à entrer dans le comité doit accepter sa nomination pour une période de trois ans. Les consorts sont nommés généralement à tour de rôle ; si l'un d'eux ne veut pas accepter la charge, il peut, comme à Chermontane, se faire remplacer par un autre consort. Sur cet alpage, le comité se constitue lui-même, mais d'habitude, on tient compte de l'ancienneté pour la charge de chaque membre ; le plus ancien devient président. Après cette charge il quitte le comité et un nouveau membre y est élu. A Servay l'on est d'abord nommé conseiller, puis recteur et ensuite l'on retourne au poste de conseiller pour une année. Jadis, un conseiller remplissait les fonctions de secrétaire. Mais comme il n'était pas toujours apte à tenir la plume, le secrétaire est nommé aujourd'hui séparément et pour une période indéfinie.

A l'alpage de La Pierreire, la direction du consortage est confiée à deux procureurs pour une période de deux ans. L'un d'eux est remplacé chaque année. Il est désigné comme suit : on multiplie le nombre de fonds de chaque propriétaire par les années courues depuis la dernière période où il a rempli cette fonction et celui qui obtient le produit le plus élevé est nommé procureur. Il bénéficie, en compensation de sa vacation, des produits de la première traite. A La Chaux, l'administration est entre les mains d'un grand recteur et d'un secrétaire. Le premier est choisi parmi les plus anciens consorts alpans. Vu la quantité de

lait fournie sur ces pâturages étendus, la manipulation est répartie en deux sections, nommées « mottes », (motte de Haut et motte de Cheseaux) ayant chacune le même nombre de consorts et de vaches. La répartition des consorts se fait par tirage au sort sur la montagne. Chaque section est régie par un recteur nommé sur la base des fonds, en commençant par le plus fort propriétaire qui sera de fonction durant autant de saisons qu'il possède de fonds. Cette charge ne peut être remplie que par les consorts alpants. Un consort non alphant doit, son tour venu, verser la somme de Fr. 15.— et l'assemblée choisit un consort alphant à sa place. Si un sociétaire ne veut pas être recteur, il peut se faire remplacer à ses frais par un consort admis par l'assemblée et cela dans la quinzaine après sa nomination. A défaut de remplaçant, l'assemblée en désigne un elle-même aux frais du consort appelé. Les recteurs de mottes sont chargés de recevoir les consignes du bétail, d'organiser et au besoin de compléter le troupeau ; ils opèrent aux époques fixées le mesurage du lait avec le concours de trois membres capables qu'ils choisissent respectivement dans chaque motte ; à la désalpe ils procèdent au partage de la fruitière ; ils perçoivent la taille ainsi que les prestations dues par chaque catégorie de bétail pour l'entretien et le salaire des bergers ; ils engagent le personnel en collaboration avec la commission. Cette dernière consiste en deux consorts, un de chaque motte, élus pour deux ans, dont l'un est sortant chaque année.

Divers alpages (Botzeresse, La Liaz) ont encore une commission d'amélioration qui veille au bon entretien de l'alpage et s'efforce d'en intensifier le rendement. Elle est formée par trois à cinq membres, choisis pour quatre ans. Chaque année, elle décide des travaux d'amélioration à entreprendre en corvée, les fait exécuter et les dirige. Elle est tenue de faire un rapport annuel à l'assemblée générale.

A chaque saison, une vache par droit de fonds doit être alpée, à Mille p. ex. depuis l'agrandissement en tout 160. Avant 1940 encore, cet alpage ne pouvait nourrir que 130 vaches et c'était encore trop. Le consortage tendait à ne pas recevoir la charge entière ; il payait même en récompense Fr. 6.— à chaque consort renonçant à son droit d'herbe. Seule une charge normale garantit le rendement nécessaire pour pourvoir aux dépenses occasionnées par l'estivage et par l'entretien et le salaire des bergers. Pour

assurer les revenus, on est tenu de payer le compte du bétail alors même qu'il ne serait pas alpé. La plupart des alpages demandent pour chaque vache l'estivage d'un certain nombre d'autre bétail bovin. A Chermontane, la charge est fixée à 20 groupes de six vaches, deux génisses ou génissons, deux veaux et un porc chacun. Un propriétaire de six fonds a donc à fournir le groupe de bêtes exigé. Il est très rare qu'un consort possède à lui seul six vaches ; d'habitude, plusieurs d'entre eux se réunissent pour assembler un groupe de bétail. A Sery, une génisse, un génisson ou un veau doit être alpé par vache, à La Chaux sur trois vaches, à Mille trois pièces de jeune bétail sur cinq vaches, à La Pierreire un demi-génisson et un quart de veau par vache. Le nombre et le genre de bétail varient d'alpage en alpage selon les conditions ; mais partout les règles sont rigoureuses pour éviter les surcharges nuisibles. Ainsi, Les Grands Plans dut décider en 1931 : « Vu la diminution du terrain pâturé jusqu'ici par les génissons par suite de l'agrandissement de La Marlénaz, leur nombre est fixé à un pour quatre fonds de vache ». Depuis peu d'années, ce nombre a été changé en un demi-génisson (génisse) ou un demi-veau par fonds. De cette façon, le propriétaire d'une seule vache ne peut alper un génisson que tous les deux ans, à moins de louer le droit ou demi-droit d'un autre consort. A La Chaux, l'on a le droit de faire pâture un génisson et à Chermontane deux génissons ou deux veaux à la place d'une vache. Certains alpages (La Chaux, Chermontane) doivent disposer d'un taureau primé ou autorisé. Tout sociétaire qui en possède un est tenu de le présenter au comité.

Les consignes du bétail doivent être faites à date fixe avant l'inalpe au comité ou au recteur. Le prix d'estivage est fixé annuellement par l'assemblée générale pour tous les animaux, sauf les vaches. Il ne varie guère dans le courant des années. En 1941, Crêt-Vasevay exigeait les sommes suivantes : une génisse Fr. 30.—, un génisson Fr. 20.—, un veau Fr. 10.—, un porc Fr. 15.—, une chèvre Fr. 2.—. Servay demandait pour une génisse ou un génisson Fr. 20.— et pour un veau Fr. 15.—, mais Fr. 5.— de plus pour chaque bête n'appartenant pas à un consort. Les prix demandés sur les autres montagnes sont à peu près analogues. Souvent, des droits sont loués à des tiers (en 1941 pour Fr. 10.— la pièce). — Pour les vaches, il n'existe pas de prix fixe d'alpage. Il varie selon les frais de l'estivage et sa durée, les dépenses faites

pour les salaires et l'alimentation des domestiques et pour l'achat du sel. Les droits de fonds payent par égale part toutes les dépenses. Elles sont partagées au prorata des vaches alpées et non du lait fourni, car une vache malade ou moins bonne laitière occasionne autant de travail qu'une autre. L'estivage d'une vache coûtait Fr. 35.— à Fr. 40.— durant ces dernières saisons. En compensation, chaque consort reçoit sa part de fromage lors de la désalpe, dont une partie représente les intérêts lui revenant pour ses fonds de vache. Naturellement, tout consort est tenu d'assister ou de se faire représenter aux partages et à la reddition des comptes.

A La Pierreire, une vache non alpeée paye la moitié des frais d'estivage ; celle qui est désalpée intentionnellement paye la totalité des frais. Sur tous les alpages de la vallée, les vaches tarées dès le début de la saison estivale ne sont pas admises. Celui qui fait alper une telle vache doit payer une amende, à Chermontane p. ex. de Fr. 15.—, à La Chaux de Fr. 50.—. Sur ce dernier alpage, cet argent est réparti par kilo de mesure dans la motte où se trouve la bête tarée. Il peut arriver naturellement qu'une vache tarisse pendant la saison d'été. Pour qu'elle ne soit pas considérée comme telle, elle doit donner une quantité de lait fixée, à Mille et La Pierreire à deux litres et à La Liaz à un litre à la première mesure, à Chermontane à 700 gr. par jour. Dès le moment où le tarissement est constaté, la vache acquitte quotidiennement une redevance qui varie légèrement d'alpage en alpage, c'est-à-dire de 25 ct. à 10 ct. par jour, (à La Chaux 25 ct. après la première mesure, 20 ct. après la seconde, 15 ct. après la troisième et 10 ct. après la quatrième ; à La Pierreire 20 ct. durant toute la saison et 60 ct. pour une vache qu'on laisse tarir intentionnellement). Les vaches malades le jour de la mesure sont mesurées séparément plus tard. Des bestiaux reconnus préjudiciables au troupeau, p. ex. les vaches taurillères, ne sont pas admis à l'alpage ; cas échéant, les propriétaires sont rendus responsables des dommages qu'ils pourraient causer.

Il existe encore bon nombre d'autres prescriptions, mais elles ne s'appliquent pas uniformément à tous les alpages. Le règlement de La Pierreire arrête : « Si une vache périt pendant la saison d'été, il sera remboursé au propriétaire une indemnité d'herbage de 20 ct. par jour à partir de cette date ; il en sera de même en cas de maladie. ». Ou à Chermontane : « En cas de vèlage sur la

montagne, le veau appartient au consortage à moins d'une entente préalable entre les deux partis ». A Mille, le maître-berger doit en cas de maladie d'une pièce de bétail, aviser immédiatement le propriétaire. En outre, le consortage s'est procuré une petite pharmacie vétérinaire. La plupart des statuts d'alpage exigent que tout propriétaire conduise son bétail à l'alpage aux jour et lieu indiqués. Le consortage de Sery-La Lys p. ex. a décidé lors de son assemblée générale de fixer la date de l'inalpe en 1931 au 6 juin, en 1932 au 18 juin, en 1934 au 1^{er} juin, toujours à 9 heures. Les génisses, génissons, veaux et porcs doivent être marqués par l'intéressé qui les fera reconnaître par le berger respectif. Certains alpages ont des prescriptions spéciales. A Chermontane, les recettes produites par l'estivage des porcs ou des denrées vendues sont réparties au prorata de la quantité de lait fournie par chaque sociétaire. Celles résultant du pacage des génisses, génissons, veaux, moutons et chèvres sont partagées par action. Pour la désalpe, un aide doit être fourni par groupe de bétail pour la descente à Plan Chalet. A La Chaux, tout consort qui s'opposerait à laisser lutter ses vaches après invitation du maître-berger assisté du grand recteur, est passible d'une amende de Fr. 50.—. Ou encore, il est défendu de tricoter sur la montagne à n'importe quel jour de l'année sous peine de Fr. 1.— d'amende. Une aiguille avalée pourrait nuire à une vache.

Les dispositions pénales sont en général les suivantes : les amendes en argent sont prononcées par le comité et le consort ayant violé les règlements a le droit d'appel à l'assemblée générale. Les difficultés ou contestations des associés entre eux ou avec l'association au sujet des affaires de celle-ci sont soumises à la décision d'un tribunal arbitral composé de deux ou trois membres ; chaque parti nomme un représentant et le juge de Bagnes choisit le troisième. La décision du tribunal arbitral est sans appel. Toute action en dommages-intérêts par suite de dol ou faute grave reste de la compétence des tribunaux ordinaires.

En 1941 et 1942 deux nouveaux consortages se sont formés à Bagnes, nommés « La Combe-Charrière » et « Plan-Vacheresse-La Chaux ». Chacun d'eux possède et exploite une montagne basse, voisinant avec l'alpage de La Chaux, mais tout à fait indépendante de lui. Leur organisation est semblable à celle des autres montagnes. Le consortage de La Combe-Charrière dispose de 40 fonds, mais il peut en tout temps en créer de nouveaux pour au-

tant que la montagne basse en peut contenir. Chaque sociétaire peut y alper tout son jeune bétail, même si le nombre dépasse celui des fonds de vache qu'il possède.

Les bâtiments alpestres

De nombreux chalets, 6 à 10 en général, s'élèvent sur les pâturages du Val de Bagnes. Les grands alpages de La Chaux, de Sery et des Grands Plans en comptent même jusqu'à 20. Tous ces bâtiments qui marquent le centre des rechanges sont absolument identiques. Vu leur grand nombre, ils ne peuvent être que de construction primitive, entièrement en pierre sèche ; ils ne connaissent ni maçonnerie, ni sol bétonné, ni portes ou fenêtres. Les dépenses pour de plus amples aménagements ne seraient pas justifiées, puisque ces bâtiments ne sont habités qu'en été pour une courte durée de temps, certains d'entre eux même tous les deux ans seulement. Ces simples constructions, semblables partout en Suisse, ont maintes fois été décrites et nous nous contenterons ici d'une courte caractéristique.

L'adaptation du bâtiment au sol qui le porte et l'entoure est complète. Comme, de plus, les chalets sont construits de pierres ramassées alentours, ils se fondent si bien avec leur entourage qu'à quelque distance on les distingue à peine du talus ou du bloc rocheux auquel ils s'adossent. Souvent, ils s'élèvent sur une petite terrasse ou se cachent dans un repli du terrain, à l'abri des avalanches hivernales, des tempêtes et du vent. Ces cabanes sont basses, mesurant 2,5 m. au plus jusqu'au faite. Le mamelon ou bloc qui les protège forme la paroi postérieure, la façade regarde la pente.

Sur une base à peu près carrée (5 m. sur 4 m. 50 env.), se posent des murs peu élevés (50 à 60 cm. de hauteur, 50 à 70 cm. d'épaisseur), passablement plus hauts devant et derrière que sur les côtés. Au milieu de ce carré un gros pilier (2,5 m. de haut) de bois, exceptionnellement aussi de pierres superposées, est fixé solidement sur un basement de pierre. Il porte la grosse poutre de faite qui repose aux deux bouts sur les murs du bâtiment. 18 à 20 chevrons parallèles en partent des deux côtés à une distance de 20 cm. les uns des autres et viennent se poser sur les murs latéraux. Cette charpente porte la couverture du toit consistant en dalles d'épaisseur régulière, posées comme des tuiles. Les toitures en tôle ondulée poussent heureusement très rarement.

La seule ouverture du chalet est son étroite sortie qui ne peut être fermée qu'imparfaitement par une barricade de pierres ou de dalles pour protéger l'intérieur contre les intempéries. Ces huttes aux mauvais toits et aux murs mal bâtis doivent être fréquemment réparées. L'aménagement est tout à fait simple, comme aussi dans la vallée de Conches (Ch. Biermann). Il n'y a qu'une seule pièce, tout à la fois laiterie, cuisine et dortoir des pâtres. Dans un coin à côté de l'entrée on fabrique le fromage et le sérét à un foyer qui ne mérite guère ce nom, car il s'agit simplement d'un feu ouvert consommant beaucoup de bois et sans cheminée conduisant la fumée si désagréable au dehors. Elle s'échappe au contraire de toute part, emplissant la pièce et vous crevant les yeux. Cet accommodement rudimentaire suffit, puisqu'on ne fabrique que le fromage et le sérét et cela immédiatement après la traite. Le lait ne doit donc pas être conservé. Un autre angle, le plus souvent celui du fond, quelquefois celui près de l'entrée, contient la couche des bergers qui ne consiste qu'en un peu de foin étendu sur le sol de terre battue. Le reste de l'habitation est occupé par les ustensiles et les vivres que l'on transporte de rechange en rechange. Le tout est donc des plus modeste, sans confort et sans décor aucun et fait preuve de la vie frugale et simple que mènent les bergers.

Chaque alpage possède sa cave. Ce sont en général de solides bâtiments en maçonnerie, fermés par une porte en bois, au toit résistant aux intempéries et garantissant une étanchéité absolue. L'intérieur est ainsi protégé contre l'humidité et la chaleur. Souvent, un plancher de bois posé à une hauteur de 2 m. environ, sépare la cave en une partie inférieure et une partie supérieure. En haut, l'on conserve le sérac, mais aussi le sel et le pain. La partie inférieure est la cave à fromage proprement dite, où les tommes sont rangées sur des étagères.

L'emplacement de la cave doit être soigneusement choisi pour garantir la réussite du fromage. Une température stable de 10 degrés doit y régner ; plus basse, elle entrave ou empêche la fermentation, plus haute, elle l'accélère. Les deux cas sont nuisibles à la qualité du fromage. La cave de Vatzet p. ex. placée à 1400 m. seulement et trop chaude, ne suffit qu'au printemps. Durant l'été, le fromage doit être transporté dans un second grenier, situé plus haut. Sur un alpage relativement bas placé et très ensoleillé,

la cave doit être construite dans l'ombre d'une conque, adossée à la pente ou enfouie en partie dans le versant même. De cette manière, on lui garantit la température nécessaire.

Par suite des agrandissements d'alpages s'effectuant d'amont en aval, certaines caves ont perdu leur situation centrale favorable. Plusieurs consortages ont donc décidé de construire de nouvelles caves adaptées à la nouvelle situation. Elles servent au début et à la fin de l'estivage, tandis que les anciennes sont encore utilisées en été durant le séjour aux plus hautes rechanges. Ainsi le chemin du chalet à la cave que les bergers ont à faire tous les jours, est sensiblement abrégé. C'est le cas pour l'alpage de Servay, où une nouvelle cave a été bâtie à Pojodziet à 1611 m., pour Sery avec ses deux anciens greniers de Sery et de La Lys et son nouveau à Plenaz Jeux à 1440 m. Des greniers situés trop haut ont même été abandonnés ou servent encore de chalet, comme à Vatzeret, Les Grands Plans ou Crêt (2309 m.), où il date de l'année 1834. Le transfert des caves sur les pâturages inférieurs facilite la désalpe, c'est-à-dire le transport du fromage de l'alpage au village.

Onze des 19 alpages possèdent des étables ; elles ont été bâties pour la plupart depuis l'année 1908. Aux altitudes où se trouvent ces montagnes, elles sont fort nécessaires pour garantir le bétail de la pluie, de la neige, du froid et de la chaleur. Autrement, il est exposé sans merci aux intempéries. A Chermontane il est arrivé plus d'une fois que lors d'une brusque chute de température, les vaches aient dû se tenir sur pied durant toute la nuit pour se réchauffer. Au matin, elles étaient couvertes de neige et portaient des glaçons aux pieds. Il est clair que pareils incidents sont nuisibles à la santé des bêtes et diminuent par conséquent le rendement du lait. C'est donc le climat qui demande ici en premier lieu la construction d'étables. Dans d'autres alpages, comme La Pierreire ou Grenier, c'est en outre la formation du sol qui y a donné lieu. Les pâturages, surtout dans leurs parties supérieures, s'étendent sur des pentes abruptes et le bétail ne peut y coucher à la belle étoile sans danger sérieux. Pour y remédier, tout en évitant la construction trop coûteuse de plusieurs écuries, les consorts de La Marlénaz et des Grands Plans p. ex. ont disposé leurs pâturages en banquettes étagées où le bétail se repose mieux et risque moins d'accidents.

Le manque d'écuries complique beaucoup le travail des bergers. Non seulement la traite des vaches doit se faire en plein air par tous les temps, mais encore faut-il surveiller le troupeau jour et nuit. Par le mauvais temps, presque tout le personnel de l'alpage est appelé à cette tâche, par temps normal, un ou deux bergers suffisent. Sur les alpages plus petits, aux domestiques peu nombreux (Corbassière p. ex.), il arrive qu'un berger prenne la veille toutes les deux nuits.

L'étable doit s'élever au milieu de pâturages abondants où un séjour prolongé est possible. Ainsi à Sixblanc l'écurie est construite à 2000 m. environ d'altitude, au centre de l'alpage. Les prés qui l'entourent permettent d'y séjourner pendant un mois. Grâce à une bumentation rationnelle depuis la construction de cette étable, le pâturage se trouvant au bas s'est grandement amélioré. A la rechange principale du haut de l'alpage de Mille « Les Ecuries » (2182 m.), le bétail pâture durant 35 jours en moyenne. Pierreire loge à merveille son troupeau dans ses trois étables, une sur chaque rechange. Les bestiaux ne connaissent donc pas le coucher à la belle étoile. Grâce à la fusion de Crêt et Vasevay en un seul alpage, son consortage dispose de deux étables à différentes altitudes (Crêt, 2309 m., séjour d'un mois ; Vasevay, 2160 m., séjour 21-24 jours), ce qui facilite de beaucoup la marche à suivre. Les conditions topographiques de Grenier nécessiterent la construction de deux étables, l'une dans le bas, (à 1965 m., consistant en sept bâtiments séparés, abritant 8 à 12 pièces de bétail chacun et fort mal aménagés ; séjour d'un mois), l'autre dans le milieu de l'alpage (2080 m., 20 jours). Une troisième à Plans (2190 m.), rechange où l'on reste le plus longtemps, ne serait certes pas de trop. Mais elle reviendrait bien cher et l'on ne peut y penser actuellement surtout aussi à cause des difficultés pour amener le bois. La construction des étables au Val de Bagnes doit demander aussi peu de bois que possible, vu les transports longs, difficiles et coûteux. L'alpage très étendu des Grands Plans possède bien une étable (2150 m.), mais elle n'est que rarement utilisée vu son manque d'eau et par conséquent la répartition insuffisante de la fumure. De plus, les distances entre chalets et écurie y sont trop grandes. La situation est semblable à Vatzeret et à La Marlénaz, où les étables ont été abandonnées. Comme seul alpage, celui de Sery-La Lys possède même des écuries pour les veaux et génissons. Elles se trouvent sur le terrain

de Tougne et Pissot. (Sery 2243 m., 18 jours ; Tougne 1500 m., 25 jours ; Pissot 1500 m., 30 jours ; Plenaz Jeux 1440 m., 45 jours ¹).

Pour tous les alpages de Bagnes, il faudrait du reste deux écuries au moins à des altitudes différentes, pour permettre une exploitation rationnelle. Et même en ce cas, toutes les prétentions ne seraient pas satisfaites. Si les bêtes occupent continuellement l'étable, le fumier si nécessaire à la croissance de l'herbage vient à manquer sur certaines parties de l'alpage. Seules les régions voisines assez restreintes profitent de l'engrais des étables. Quand, au contraire, le troupeau se transporte souvent d'un pâturage à l'autre et passe la nuit en plein air, une répartition égale du fumier peut être garantie. Il faut donc choisir l'emplacement d'une étable sur un terrain qui permette de profiter autant que possible de la fumure à l'aide d'un réseau de canaux ou « rayes » qui sillonnent l'alpage. Ce système, employé presque partout où se trouvent des écuries, est analogue à celui de la répartition d'eau. Il ne peut être mis à profit que si l'on dispose d'une quantité suffisante d'eau pour nettoyer les écuries et pour délayer la fumure qui ainsi découle facilement et parcourt l'alpage entier. Cette eau provient soit de bisses (La Pierreire), soit de sources captées (Sery-La Lys), ou encore l'écurie est-elle directement construite sur un ruisseau qui la traverse (ancienne écurie de La Liaz datant de 1847). Partout où l'on projette de bâtir une écurie, p. ex. sur les montagnes basses des alpages agrandis, le problème de l'adduction d'eau se pose donc et doit être résolu d'abord.

La Confédération et le Canton payent de fortes subventions (40 %) pour la construction d'écuries ; aussi celles édifiées durant ces dernières années sont excellentes. Généralement, la partie inférieure est bâtie en maçonnerie, la partie supérieure en charpente. Là, où de grands troupeaux doivent être logés, nous trouvons les étables transversales, dont l'intérieur est divisé en clôtures, abritant 20 vaches chacune. Leur nombre correspond à la charge de bétail de l'alpage. Ainsi Mille loge 160 vaches dans

¹ Séjours dans les autres étables : Louvie (2250 m.) 60 jours ; Sevreu (2130 m.) 60 jours ; Giétroz (2160 m.) 30 jours ; La Liaz (2121 m.) 36 jours ; Servay (deux étables en 1500 et 1700 m.), La Combe-Charrière (deux étables en 1800 m. environ chacune) et Plan-Vacheresse-La Chaux (deux étables en 1800 m. environ chacune) 20 jours environ.

dix, Plenaz Jeux 140 vaches dans sept compartiments. Les vaches qui sont traites par le même berger se trouvent dans le même compartiment, ainsi que celles appartenant au même propriétaire. Elles forment pour ainsi dire des groupes à part, faisant partie du grand troupeau. A Servay, les étables n'ont pas de compartiments, mais elles sont traversées d'un corridor longitudinal. Des deux côtés de ce corridor, les vaches couchent en rangées l'une à côté de l'autre.

Les corvées

Tous les participants aux alpages bourgeoisiaux sont tenus d'exécuter en corvée des travaux ayant pour but d'améliorer les pâturages ou d'en faciliter l'exploitation. Le règlement des montagnes prescrit que les corvées ou leur correspondant en espèces sont exclusivement à la charge de ceux qui jouissent des alpages et dans la proportion de leur jouissance, c'est-à-dire que les travaux sont exécutés au prorata des vaches alpées. Ce sont en général les membres mâles d'une famille qui se chargent de les faire. Pour presque tous les alpages, une journée de corvée est demandée annuellement par fonds de vache ; les autres bestiaux sont estivés sans conditions. Vatzeret et Les Grands Plans font exception à la règle en demandant une demi-corvée par génisse ou génisson. L'assemblée générale des consortages fixe annuellement leur date et leur durée. Elle décide aussi des travaux à entreprendre. Le comité, pour certains alpages le recteur, en a la surveillance ; souvent aussi, ce devoir incombe au maître-berger. La plupart des corvées se font au printemps, immédiatement avant l'inalpe ou au début de l'estivage. C'est le moment le plus favorable, car d'une part certaines entreprises sont urgentes à cette époque de l'année et d'autre part les paysans se trouvent à proximité de l'alpage, ayant accompagné leurs bêtes au plus haut mayen. Il n'y a que les travaux concernant la mise en état des chemins pour la désalpe ou la distribution de la fumure qui se fassent en automne. Cette distribution est faite en partie par les fromagers et leurs aides pendant le pacage. Durant l'estivage, le maître-berger peut demander les corvées qu'il juge nécessaires. Peu de temps avant l'inalpe, recteur et maître-berger font ensemble l'inspection de l'alpage. Ils montent jusqu'au chalet le plus élevé, vérifiant l'état dans lequel se trouvent les che-

mins, les bisses, les chalets, abris et pâturages. Bien souvent, après le long hiver, on trouve un bâtiment détruit par une avalanche, des chemins rendus presque impraticables par des éboulements ou des écroulements de roches, des pierres recouvrant les pâturages. Le travail abonde. L'épierrement et l'enlèvement des broussailles importent surtout sur les alpages du fond de la vallée, comme Corbassière ou Mazériaz. La lutte contre les dégâts d'eau et d'avalanches sur certains pâturages est souvent peu efficace ; aussi, leur valeur va déclinant d'année en année. Il arrive même qu'un chalet soit déplacé. L'on entreprend en outre des dessèchements et des drainages. Puis, les bisses amenant l'eau si indispensable, doivent être soigneusement nettoyés et réparés ainsi que les conduites pour le purinage appelées « sillons » ou « rayes ». La construction ou mise en état des « crèches » ou « banquettes » est fort importante sur les alpages ne possédant pas d'étables, surtout si leur terrain comprend des pentes abruptes comme à La Pierreire, à La Chaux, aux Grands Plans ou à La Marlénaz. En édifiant ces petites terrasses artificielles qui permettent au bétail de coucher en plein air, l'on obtient une amélioration du sol et on empêche les glissements de terrain. Sur les alpages au terrain accidenté, les chemins sont souvent à peine praticables. Ainsi celui reliant la partie supérieure « Pierreire » (2200 m.) à la rechange du milieu traverse une zone assez périlleuse pour le bétail. Pour la descente du troupeau, deux ou trois propriétaires doivent s'y rendre pour conduire les bêtes et pour empêcher qu'un coup de corne d'une vache belliqueuse n'en jette une autre dans le précipice. En cas de chute de neige, tous les propriétaires doivent intervenir pour conduire le bétail par groupes de deux ou trois pièces.

En cas d'agrandissement d'un alpage, les corvées doivent être augmentées de plusieurs jours et comportent de 2 à 6 jours par année et fonds de vache. La coupe et le transport de bois pour la consommation durant l'estivage, qui à l'ordinaire se font avant l'inalpe, sont alors amplifiés pour suffire aussi aux constructions nécessaires. Naturellement, les consorts ne sont pas obligés de remplir leurs corvées personnellement. Ils peuvent en charger un manœuvre ou un autre consort, moyennant une somme fixée par l'assemblée générale (Fr. 5.— à Fr. 10.— par journée actuellement). Lorsqu'un fonds est loué, le propriétaire ou le locataire peut à volonté faire les corvées. On s'arrange en général de façon

à ce que le propriétaire s'en charge si le locataire n'habite pas à proximité. De toute manière, chaque sociétaire est tenu de remplir sa corvée et s'il manque à son devoir, ou s'il le délaisse, il est dénoncé par le maître-berger au recteur et puni par une amende.

Sur les alpages de Sevreu, Giétroz et Grenier, exploités par des particuliers, ceux-ci seuls naturellement sont responsables de l'état des pâturages, chemins et bâtiments ; les propriétaires du bétail n'ont pas à s'en occuper. La Pierreire, alpage non bourgeoisial, mais bien à consortage, connaît aussi ce travail de tous pour tous, où chacun a intérêt à faire de son mieux puisqu'il travaille aussi bien pour lui-même que pour les autres. Là, c'est le recteur qui fixe le prix des journées de corvée ; les ouvriers qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans ne sont pas admis.

Le bois

Les consorts sont chargés d'amener le bois servant à la préparation du fromage et du sérac sur l'alpage. Il est fourni par la commune à raison d'une taxe modeste (1941 : Fr. 5.— par m³). Sa coupe et sa préparation, organisées et surveillées par le garde forestier, se font en corvées. Il est coupé en morceaux de 1 m. de longueur et de 25 à 30 cm. d'épaisseur environ, nommés « quartiers ». Trois à quatre de ces quartiers forment une « charge de bois » ou une « charge à dos de mulet ». Pour chaque vache estivée, le propriétaire doit conduire une charge à l'alpage. Ces travaux de préparation du bois s'effectuent en général deux ou trois semaines avant l'inalpe. Jusque là, les quartiers sont amoncelés, une charge superposée à l'autre, jusqu'à une hauteur de deux mètres. L'on rencontre ces tas disposés en rangs dans les forêts, mais aussi au bord de la route, près du pont de Fionnay, dans les environs de Bonatchesse ou de Mauvoisin. Les quartiers de chaque charge portent le même numéro et les charges sont numérotées en se suivant. Au printemps, à l'assemblée générale des consortages au Châble, chaque sociétaire tire son « lot de bois ». Les quartiers portant son numéro doivent être transportés à l'alpage par lui ou par un manoeuvre à ses frais, à dos de mulet. Le système de numérotage facilite au consortage le contrôle des transports. Le bois doit être délivré à terme fixe, presque toujours le 1^{er} août au plus tard et le plus souvent au chalet

où se trouvent les bergers, même jusqu'à la plus haute rechange. Il existe cependant des exceptions : à La Liaz, le bois doit être amené au maximum jusqu'au chalet des « Plans », à 2400 m. Là, les bergers viennent le chercher depuis les chalets encore plus éloignés de « Zessetta » et « Les trois jours ». Pour Chermontane, l'alpage le plus distant, le bois est déposé près de la barrière de roches de Mauvoisin, où deux mulets viennent le chercher. Pour Les Grands Plans il a été décidé en 1924 de conduire le bois à chaque chalet selon tirage au sort. Une fois déposé, il est divisé en bûches par les pâtres et disposé sur le toit du bâtiment pour y sécher. Il est rare que l'aménagement de bois laisse à désirer. En un cas pareil, le maître-berger avertit le recteur du consortage qui se charge de rappeler immédiatement les consorts en retard à leur devoir. A La Liaz p. ex. pour chaque charge manquante il est perçu une valeur équivalente au prix du transport plus la moitié de ce même prix. A La Chaux, chaque consort est tenu de transporter sur la montagne au moins la moitié de son bois pour le quinzième jour qui suit l'inalpe au plus tard. Un retard est puni par une amende de Fr. 3.—.

Le bois pour ces alpages bourgeoisiaux est fourni par la forêt bourgeoisiale située le plus près de l'alpage. Malgré cela, les transports sont souvent longs et pénibles. Ainsi les montagnes du plateau de Verbier et de La Chaux doivent se procurer leur bois dans les forêts bourgeoisiales des Etablons sur Isérables, au delà de la ligne de faite dans la vallée de Nendaz. Cela représente pour les habitants de Sarreyer un chemin de cinq heures d'aller et d'autant de retour, en tout 10 à 11 heures de marche pour l'homme et le mulet ! Aussi, il est compréhensible que le bois soit chose fort précieuse à La Chaux. Chaque charge est contrôlée en forêt et à l'arrivée et aucune bûche ne doit manquer. Actuellement, le bois pour cet alpage est cherché au-dessus de Morgnoz, sur la rive gauche du ruisseau de Fregnoley. Il s'agit là d'un pis aller, car, par suite de la mobilisation, les mulets pour les transports de longue durée ne sont souvent pas disponibles.

A Sery, l'on se sert du bois largement fourni par la destruction des mayens de Plenaz Jeux lors de l'agrandissement.

La Pierreire est très favorablement située pour s'approvisionner. Cet alpage non bourgeoisial possède une forêt à proximité, sur la rive droite du torrent. Ici, les consorts n'exécutent pas de corvées en bois. Les coupes nécessaires peuvent facilement

être faites par les bergers. Depuis le printemps 1941, une partie du bois est même vendue à un entrepreneur de charbon de bois. Les conditions sont bien défavorables sur l'alpage de Grenier, bien que le bois se trouve à proximité. Le transport est si pénible et difficile qu'il a dû être réduit à un minimum. Aussi a-t-on renoncé ici à la fabrication du séret qui demande 3 à 4 fois plus de bois que celle du fromage.

La majeure partie des forêts de Bagnes est propriété bourgeoise. Il n'y a que de petites parcelles qui sont en mains privées. Par conséquent la bourgeoisie distribue toutes les années du bois à chaque ménage (actuellement 1 m³). Il est coupé en commun dans la forêt la plus rapprochée du village sous la surveillance du garde forestier durant les mois de novembre et décembre. Comme pour les alpages, le système de lots est appliqué et chaque bourgeois transporte son lot à la maison. Le chauffage, la cuisine, la laiterie, le four banal consommant beaucoup de combustible, le « lot » ne suffit pas pour le ménage. Une grande quantité de bois mort doit être ramassée pour suppléer aux besoins. Verbier se fournit d'une partie de son bois dans la forêt d'Etablons à trois heures de distance. L'on s'y rend également en commun pour la coupe. Le bois nécessaire pour les constructions est cédé à prix réduit, à moins que le bâtiment ne soit édifié dans un but industriel.

L'eau

L'eau, si nécessaire à l'économie alpestre, se trouve généralement en quantité suffisante sur les alpages pour suffire aux besoins des hommes, des bêtes et des étables. Bien que les pâturages soient relativement haut situés, les précipitations atmosphériques en été y sont peu considérables. Des périodes de sécheresse n'y sont pas rares ; elles entravent la croissance de l'herbe. Une irrigation artificielle n'entre que rarement en question. Elle serait trop compliquée, souvent même impossible, surtout pour les alpages du plateau de Verbier ou pour ceux de Mille et de Sixblanc qui s'étendent jusqu'au haut des crêtes et qui ne possèdent pas, comme ceux du fond de la vallée, des réserves de neige et de glace dans les sommets qui les couronnent. Ici, ruisseaux et ruisselets parcourent les pentes et affluent des vallées latérales. La Dranse procure également de l'eau. Il s'y ajoute ça et là de petits lacs morainiques ou creusés entre des roches mou-

tonnées comme à Chermontane, Plan Louvie, La Chaux, Sevreu et aussi en partie à Sery. Souvent, les chalets se trouvent au bord d'un ruisseau ou dans ses environs immédiats.

Pour les alpages situés en aval, l'on a presque partout réussi à capter un nombre de sources suffisant. Le territoire y est favorable, souvent composé de schistes lustrés s'opposant au suintement. Même sur le sol calcaire, l'eau ne se perd guère. Vatzeret se sert du bisse du Levron pour ces chalets dits « en couchant ». Quelques-uns possèdent des bassins servant d'abreuvoirs nourris par un réservoir datant de 1933. Les alpages de La Marlénaz, des Grands Plans, Sixblanc et Mille sont pourvus de réservoirs remplis d'eau de source qui s'écoule dans de beaux bassins (fontaines) construits avec art et souvent nombreux (La Marlénaz 10 en se suivant depuis 1933, Les Grands Plans 6).

L'alpage de Corbassière, qui ne possède pas de sources, est traversé dans toute son étendue par un bisse qui débute près de « Plan d'en bas » (2220 m.) et amène l'eau d'un petit ruisseau provenant du glacier de Corbassière. Depuis le bisse, elle peut facilement s'écouler vers les chalets où elle est recueillie dans de petits bassins servant d'abreuvoirs. L'adduction d'eau pour Grenier est difficile, l'aménagement d'un bisse impossible. Les pentes sont trop rapides et l'eau s'y écoulerait trop facilement au moindre endroit défectueux. Elle doit donc être amenée aux différentes rechanges par de longues conduites. C'est un procédé fort coûteux, surtout parce qu'elles doivent être mises en terre par endroits de peur d'être détruites par des avalanches. L'alpage de La Chaux, riche en sources, peut facilement céder une partie de son eau à celui de La Pierreire à l'aide d'un bisse. A Mazériaz, le chalet « Dzeu grasse » a dû être abandonné à cause du manque d'eau. Un petit bisse arrosait autrefois ce pâturage, mais il a été complètement recouvert et détruit par les débris rocheux. Depuis, il n'est plus possible d'exploiter ce gazon, l'on y monte tout au plus pour une journée avec le troupeau.

Le personnel

Sur les petits alpages chargés de 30 à 40 vaches comme La Liaz ou Botzeresse, la tâche de surveiller et de soigner le bétail et de fabriquer les produits laitiers incombe à quatre hommes : au maître-berger, au second berger, au troisième ou petit-berger

et au fromager ou fruitier (= « le pâto »). Les bergers ont la charge de l'entretien du bétail et des mesures qui s'y rattachent, donc pour ainsi dire des affaires extérieures de l'alpage. Au fromager et à son aide — c'est quelquefois le second berger — incombe le soin de la fabrication et de la conservation des produits laitiers, en un mot des affaires intérieures du ménage alpestre. Le maître-berger est le chef du personnel. Il commande en maître et tout le monde lui obéit, car à partir du jour de l'inalpe jusqu'au moment de la descente, les propriétaires perdent tous leurs droits sur le bétail.

Tous les hommes, sauf le petit-berger âgé de 10 à 12 ans seulement, traitent les vaches. Dès l'inalpe, celles-ci sont divisées en des troupeaux à peu près égaux. Leurs noms et ceux de leurs propriétaires sont inscrits sur un bout de papier et chaque homme tire au sort le troupeau qu'il sera chargé de traire durant la saison. De cette manière, le berger ne peut choisir les bêtes qu'il traitera, ni le propriétaire l'homme qui s'occupera de ses vaches. Si le berger fait estiver lui-même du bétail sur l'alpage, il ne lui sera pas permis de traire ses propres vaches, soit durant toute la saison, soit durant une partie de l'estivage. La traite se fait d'habitude à 4 heures et demie et 16 heures et demie et occupe les bergers durant deux à deux heures et demie chaque fois. Chaque homme traite un certain nombre de vaches, un peu plus ou un peu moins, selon son rang. Cette hiérarchie ne s'applique qu'aux bergers et non pas aux autres domestiques. Le fromager p. ex., qui est un personnage fort important pourtant, traite souvent quelques vaches de moins que les autres, car il est suffisamment absorbé par la manipulation du lait. Aux Grands Plans, l'ordre de la traite est le suivant : le maître-berger traite 27 vaches, le second berger 26, le troisième berger 25, le quatrième berger 24, le fromager 22, l'aide-fromager 25, et le saleur 26. Les fromagers sont aujourd'hui préparés à leur tâche par des cours spéciaux de fromagerie.

Le personnel des alpages estivant 50 à 60 vaches, comme Crêt-Vasevay ou Corbassière, est augmenté d'un aide-fromager (« le chozi »). Il fait les travaux subalternes, nettoyant le chalet, lavant la chaudière et la vaisselle. Il transporte une fois par jour le fromage à la cave, coupe le bois et s'occupe des porcs. Les alpages étendus au bétail nombreux demandent un nombre de domestiques approprié. En général, Chermontane occupe 11

domestiques : quatre bergers, le fromager et l'aide-fromager, un saleur pour traiter le fromage, trois bergers pour les veaux et génissons et un « botzay ». Vu les distances considérables entre les chalets, cet homme de peine est chargé de transporter à dos de mulet le fromage à la cave et d'amener le bois depuis Mauvoisin aux différentes rechanges. Il aide aussi les pâtres dans leurs déménagements de chalet à chalet. La Chaux engage cinq bergers, deux fromagers, deux aides-fromager, deux saleurs, deux bergers pour les veaux et génissons et deux pour les moutons, en tout 15 domestiques. Ce personnel nombreux ne peut être logé dans les chalets souvent exigus et trop primitifs. Deux bâtiments ont donc été installés comme dortoirs et sont utilisés l'un durant quatre, l'autre durant sept semaines environ. Sery occupe en général 13. Mille 12, Vazeret 10 et Les Grands Plans 13 domestiques.

A certains endroits, aux Grands Plans p. ex., un « soportyeu » garde et soigne les porcs. Là où, comme à Grenier et La Pierre, un troupeau de moutons est estivé, on leur tient aussi un berger. Certains alpages comme Mille, La Pierre ou Sery connaissent encore un « ézarpiu », un « homme à tout faire ». Il déblaye le terrain, ésarpe (= coupe) les buissons, épand le fumier et nettoie les étables. (M. Gabbud).

Le personnel des alpages, en tout 150 à 160 domestiques, se compose presque exclusivement d'habitants de la vallée même.

Le salaire des domestiques

Tous les alpages payent aujourd'hui leurs domestiques en argent ; ils ne reçoivent plus leur salaire en nature, c'est-à-dire en produits laitiers. et ils ne doivent plus se faire marchands de fromage pour vendre eux-mêmes au détail cette marchandise. Au début de notre siècle, le maître-berger seul était payé en numéraire ; son salaire était de Fr. 140.—. Cela prouve qu'il occupe une situation prépondérante. Tous les autres domestiques recevaient leur salaire en nature, consistant pour les deux tiers en fromage et pour un tiers en séret. Ainsi, le second berger avait droit en 1908 p. ex. à 75 kg. de produits laitiers, le troisième berger à 25 kg. et le fromager à 135 kg. En 1942, les domestiques de Corbassière étaient dédommagés par les sommes suivantes : maître-berger Fr. 5.50, second berger Fr. 3.20, troisième berger Fr. 1.30, fromager Fr. 5.10, aide-fromager Fr. 2.90 par jour. Ces

chiffres ne varient guère pour les autres alpages. Ils démontrent clairement l'importance du maître-berger et du fromager après lui. Le consortage engage ses domestiques en automne pour la saison suivante. Il fait l'offre des salaires qui sont payés à la fin de l'estivage, en général après, parfois avant (à Mille p. ex.) le partage du fromage. Tout domestique est assuré contre accident ; à Sery p. ex., le consortage paye la moitié des frais, le domestique l'autre moitié. Outre le salaire, le consortage se charge de l'alimentation en lait et en pain. Le lait est fourni à discrétion sur l'alpage même, le pain est apporté toutes les deux ou quatre semaines d'habitude. Souvent, les domestiques ont droit encore à un peu de tabac ou quelque autre bagatelle. Le reste des vivres, consistant en fromage et en viande, doit être livré par les consorts. Pour presque tous les alpages bourgeoisiaux il est de règle que chaque sociétaire donne pour l'alimentation des pâtres une demi-livre de fromage et autant de viande par vache alpée. Font exception à la règle Corbassière, où la quantité de fromage s'élève à une livre, et ceux de Mille et de Servay où, vu la durée plus longue de l'estivage, les fournitures par vache sont d'une livre de fromage et d'une livre de viande. A Servay, un non-consort doit encore fournir une demi-livre de fromage ou de viande par veau ou génisson alpe. Ces denrées doivent être déposées à l'alpage jusqu'à une date déterminée, fixée au 1^{er} août généralement. Passé ce délai, le consortage pourvoit au nécessaire aux frais du consort négligent.

Chaque sociétaire est donc obligé de monter à l'alpage une fois par saison pour y porter sa part de fromage et de viande fumée ou de lard. Il s'acquitte de cette tâche un dimanche de préférence, et il arrive que plusieurs consorts se rencontrent sur l'alpage le même jour. Mais d'habitude, bien qu'aucun plan ne soit fixé, ces visites se suivent durant tout l'estivage. Le consort délivre ses denrées au berger chargé de traire les vaches qu'il fait estiver. A Mille, celui-ci n'a droit qu'au fromage apporté par le paysan ; la viande est partagée entre tous les bergers. Les petits-bergers, qui ne font pas la traite, reçoivent une partie des denrées des pâtres (à Mille, 8 kg. de fromage par saison).

Sur les alpages privés, les propriétaires seuls sont chargés de l'alimentation du personnel. Les paysans faisant alper leurs vaches n'ont pas à s'en occuper ni à y participer en nature, mais bien à en payer les frais.

La montagne basse indépendante de La Combe-Charrière n'est exploitée que durant peu de semaines chaque année. Néanmoins, le personnel y a droit également à une demi-livre de viande et une demi-livre de fromage par vache alpee. La moitié des ayants droit est tenue d'apporter ces denrées durant la saison de pacage printanière, l'autre moitié en livre sa part en automne.

La désalpe

Le jour de la désalpe, de nombreux consortages profitent du fait que tous les consorts soient réunis autour de la cave à fromage pour tenir une courte assemblée. L'on élit les nouveaux membres de la commission, et des consorts fautifs qui n'ont pas rempli leurs devoirs de corvée sont nommés publiquement.

Deux jours avant la désalpe, le secrétaire du consortage se rend sur l'alpage. Se basant sur les résultats des mesures de lait, il fixe le dû de chaque consort en fromage et en séret. Ces parts sont alors préparées par deux membres de la commission. Pour assurer une répartition absolument impartiale, les noms des consorts sont remplacés par des numéros ; ainsi les deux hommes ne savent pas à qui appartiennent les portions. Ces numéros sont inscrits en rouge sur les tommes de fromage, à côté des chiffres noirs indiquant leur poids. Le jour de la désalpe, l'on sort une part après l'autre de la cave en la désignant par son numéro. Le secrétaire fait alors savoir à mesure le nom correspondant du consort. La répartition se fait minutieusement. Les tommes de fromage ne pouvant être coupées, le séret sert à égaliser les parts. Sur les alpages à forte production, comme Chermontane, ou sur d'autres ne disposant pas de caves spacieuses (La Pierreire, Crêt-Vasevay) un premier partage (une ou deux tommes par droit de fonds) se fait aux environs du 20 août.

Les habitants de la basse vallée transportent leurs produits de l'alpage au village à l'aide de « chargosses ». Ce sont des véhicules mi-char, mi-traîneau, possédant deux roues devant et des barres de traîneau derrière. Ces dernières servent de freins sur les chemins en pente rapide et empêchent le char de basculer.

Les consorts de La Marlénaz désalpent d'abord à Louvie, où ils font estiver leurs veaux et génissons. Le jour suivant, ils montent avec ces bêtes à leurs mayens du plateau de Verbier et les laissent là pour aller procéder à la désalpe de La Marlénaz. Sur

certaines montagnes du fond de la vallée, la désalpe débute par la distribution du fruit d'alpage. Puis, les consorts descendent aux mayens et y attendent l'arrivée du troupeau conduit par les bergers. Chaque propriétaire va quérir ses bestiaux au passage. A La Pierreire, les pâtres mènent le troupeau jusqu'à Vollèges. Ceux de Grenier font eux-mêmes le transport du fromage en traîneaux de l'alpage à la vallée sur des chemins raides et mauvais.

La désalpe s'effectue sur tous les alpages de manière semblable, avec de petites différences seulement. Nous citerons ici en exemple celle de La Chaux, à laquelle nous avons eu l'occasion d'assister le 6 septembre 1941.

La veille, des habitants de Sarreyer et quelques-uns de Montagnier gagnent les plus hauts mayens et y passent la nuit. De bon matin le jour suivant, ils montent à l'alpage pour chercher le bétail et le mener aux mayens. Puis arrivent en longue file sur le chemin en zigzags d'autres habitants du village, des hommes avant tout, portant sur le dos des hottes et des traîneaux. Ceux-ci sont démontés pour faciliter leur transport. Un homme porte les barres, l'autre la planche. D'autres les ont chargés sur le dos d'un mulet. Arrivés devant la cave à fromage, les traîneaux sont montés et l'on y étend les draps qui serviront à emballer le fromage et à le garantir du soleil. Les uns cherchent de l'herbe qu'ils mettront entre les tommes afin d'éviter le frottement durant la descente rapide, les autres ont apporté de la paille à cet effet. Bon nombre s'en va vers le chalet à proximité de la cave, où les bergers ont gardé dans la chaudière le lait tiré la veille au soir, le bétail n'étant plus traité le matin de la désalpe. Ce lait de la dernière traite ne sert donc plus à faire du fromage, mais bien à désalterer les consorts et leurs familles, échauffés par leur longue course matinale.

Durant ce temps, deux tables improvisées qui consistent en une planche à fromage ont été dressées devant les deux entrées de la cave. Car celle-ci est divisée en deux compartiments, contenant chacun les produits revenant à une « motte ». Sur les tables sont déposées les tommes. Une commission spéciale ayant à préparer les parts est montée l'avant-veille à l'alpage. Les produits du matin suivant ne sont pas répartis, mais vendus aux enchères par les deux « recteurs de motte ». Chacun d'eux procède à cette opération vers 11 heures du matin, lorsque sa « mot-

te » s'est rassemblée devant sa table. Le séret d'abord, puis le fromage, le sel restant, le pain et enfin la présure sont vendus au plus-offrant. Souvent, deux ou trois consorts se réunissent pour un achat. Ensuite, les consorts sont appelés à tour de rôle pour recevoir leur part de fromage combinée en parties égales de tommes rassises et de tommes fraîchement fabriquées, portant chacune le numéro du propriétaire. Elles sont soigneusement emballées et chargées sur les traîneaux, qui reçoivent des charges de 75 à 150 kg. L'on s'entr'aide pour arriver plus vite à bout du travail. Après le fromage, le séret (fromage blanc) est réparti. Il est placé dans des caissettes, supportant mieux ainsi les secousses du transport. Autour de la cave, un va-et-vient continu : chacun est occupé à transporter ses produits, à les emballer, à ficeler, à clouer, à visser, à charger son traîneau. Les foulards rouges des femmes, les blouses bleues des hommes, les fromages bruns ou blancs, mettent des taches vives sur le fond vert du gazon. L'air s'emplit du son des voix, des coups de marteau, des rires et des cris des enfants. Car la jeunesse du village est là elle aussi, formant un public tantôt attentif, tantôt turbulent. Dans la vie si peu agitée de ces petits montagnards, le jour de la désalpe signifie un événement sensationnel. Le village entier, pour ainsi dire, est rassemblé sur l'alpage. A midi le partage est terminé. L'on se groupe autour du chalet pour prendre une collation et boire du lait.

Puis, c'est le départ. Deux ou trois jours auparavant le chemin a été mis en état par travaux de corvée. Si le terrain est humide, la descente est relativement facile ; s'il est trop sec, elle devient pénible, surtout sur les pentes douces. Il arrive qu'un traîneau se brise. Alors, les prochains arrivants aident à réparer l'accident et l'on se remet en marche. Les traîneaux sont presque toujours menés par des hommes, souvent par des vieillards, qui doivent mettre toutes leurs forces et leur agilité à ce travail pénible. La longue colonne de 100 à 150 traîneaux se déroulant sur le chemin en zigzags forme un tableau pittoresque. Au village, le verre de vin bien mérité attend les consorts, la désalpe accomplie. Les gens de Montagnier retrouvent là leurs véhicules, laissés le matin.

Sur l'alpage un grand silence est tombé. La vie alpicole se concentre sur les mayens où, pour quelque temps encore, retentit le carillon des sonnailles.

